



United Nations
Economic Commission for Africa

INDICE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE (IIRA)

2019

Indice de l'Intégration régionale en Afrique 2019

Le présent rapport rassemble des informations sur les performances des pays africains et les Communautés économiques régionales en vue de l'établissement de l'Indice d'intégration régionale en Afrique — un indice multidimensionnel qui met en évidence l'intégration dans cinq domaines : les dimensions commerciale, productive, macroéconomique et infrastructurelle ainsi que la libre circulation des personnes. Ces dimensions englobent divers indicateurs. Les dimensions et les indicateurs ont été évalués grâce à l'analyse en composantes principales. Les résultats globaux témoignent du faible niveau d'intégration. Les politiques mises en œuvre doivent corriger urgemment les déficiences relevées dans les dimensions productive et infrastructurelle qui entravent les avancées de l'intégration régionale.

Table des matières

Liste des figures	5
Liste des tableaux	6
Sigles et abréviations	7
Remerciements.....	8
Avant-propos, Commission de l'UA, BAD et CEA.....	10
Résultats clés	13
En Afrique	13
Au sein des CER africaines.....	14
Recommandations générales	16
Composition de l'Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2019	19
L'élaboration de l'IIRA 2019.....	20
La justification du choix des dimensions et des indicateurs	20
Aperçu visuel de l'intégration régionale par dimension	24
Intégration régionale en Afrique	29
Intégration commerciale en Afrique	31
Intégration productive en Afrique	33
Intégration macroéconomique en Afrique	35
Intégration infrastructurelle en Afrique	37
Libre circulation des personnes en Afrique	39
Intégration régionale au sein de la SADC.....	41
Intégration commerciale au sein de la SADC	43
Intégration productive au sein de la SADC	45
Intégration macroéconomique au sein de la SADC	47
Intégration infrastructurelle au sein de la SADC	49
Libre circulation des personnes au sein de la SADC.....	50
Intégration régionale au sein de la CEDEAO	51
Intégration commerciale au sein de la CEDEAO.....	52
Intégration productive au sein de la CEDEAO	53
Intégration macroéconomique au sein de la CEDEAO	54
Intégration infrastructurelle au sein de la CEDEAO.....	55
Libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO	56
Intégration régionale au sein de la CEN-SAD	57

Intégration commerciale au sein de la CEN-SAD	59
Intégration productive au sein de la CEN-SAD	61
Intégration macroéconomique au sein de la CEN-SAD	63
Intégration infrastructurelle au sein de la CEN-SAD	65
Libre circulation des personnes au sein de la CEN-SAD	67
Intégration régionale au sein du COMESA	69
Intégration commerciale au sein du COMESA	71
Intégration productive au sein du COMESA.....	73
Intégration macroéconomique au sein du COMESA.....	74
Intégration infrastructurelle au sein du COMESA	76
Libre circulation des personnes au sein du COMESA	78
Intégration régionale au sein de la CEEAC	79
Intégration commerciale au sein de la CEEAC	80
Intégration productive au sein de la CEEAC.....	81
Intégration macroéconomique au sein de la CEEAC.....	82
Intégration infrastructurelle au sein de la CEEAC	83
Libre circulation des personnes au sein de la CEEAC	84
Intégration régionale au sein de l'IGAD.....	85
Intégration commerciale au sein de l'IGAD.....	86
Intégration productive au sein de l'IGAD	87
Intégration macroéconomique au sein de l'IGAD	88
Intégration infrastructurelle au sein de l'IGAD.....	89
Libre circulation des personnes au sein de l'IGAD.....	90
Intégration régionale au sein de la CAE	91
Intégration commerciale au sein de la CAE	92
Intégration productive au sein de la CAE.....	93
Intégration macroéconomique au sein de la CAE	94
Intégration infrastructurelle au sein de la CAE	95
Libre circulation des personnes au sein de la CAE	96
Intégration régionale au sein de l'UMA.....	97
Intégration commerciale au sein de l'UMA.....	98
Intégration productive au sein de l'UMA	99
Intégration macroéconomique au sein de l'UMA	100

Intégration infrastructurelle au sein de l'UMA.....	101
Libre circulation des personnes au sein de l'UMA.....	102
Annexe : Tableau des scores, des pondérations et description des variables.....	103

Liste des figures

Figure 1: Performances moyennes dans chaque dimension de l'intégration régionale	24
Figure 2 : Intégration régionale à l'échelle africaine- Score moyen : 0,327	30
Figure 3 : Intégration commerciale à l'échelle africaine – Score moyen : 0,383.....	32
Figure 4 : Intégration productive à l'échelle africaine – Score moyen : 0,201.....	34
Figure 5 : Intégration macroéconomique à l'échelle africaine – Score moyen : 0,399	36
Figure 6 : Intégration infrastructurelle à l'échelle africaine – Score moyen : 0,220.....	38
Figure 7 : Libre circulation des personnes à l'échelle africaine – Score moyen : 0,441	40
Figure 8 : Intégration régionale au sein de la SADC – Score moyen : 0,337	42
Figure 9 : Intégration commerciale au sein de la SADC – Score moyen : 0,340	44
Figure 10 : Intégration productive au sein de la SADC – Score moyen : 0,239.....	46
Figure 11 : Intégration macroéconomique au sein de la SADC – Score moyen : 0,422	48
Figure 12 : Intégration infrastructurelle au sein de la SADC – Score moyen : 0,214	49
Figure 13 : Libre circulation des personnes au sein de la SADC – Score moyen : 0,490	50
Figure 14 : Intégration commerciale au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,438	52
Figure 15 : Intégration productive au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,220	53
Figure 16 : Intégration macroéconomique au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,469	54
Figure 17 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEDEAO - Score moyen : 0,299.....	55
Figure 18 : Libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,733.....	56
Figure 19 : Intégration régionale au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,377	58
Figure 20 : Intégration commerciale au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,377	60
Figure 21 : Intégration productive au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,256.....	62
Figure 22 : Intégration macroéconomique au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,441	64
Figure 23 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,302	66
Figure 24 : Libre circulation des personnes au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,508	68
Figure 25 : Intégration régionale au sein du COMESA – Score moyen : 0,367	70
Figure 26 : Intégration commerciale au sein du COMESA- Score moyen : 0,445.....	72
Figure 27 : Intégration productive au sein du COMESA- Score moyen : 0,328.....	73
Figure 28 : Intégration macroéconomique au sein du COMESA-Score moyen : 0, 365.....	75
Figure 29 : Intégration infrastructurelle au sein du COMESA- Score moyen : 0,317.....	77
Figure 30: Libre circulation des personnes au sein du COMESA - Score moyen : 0,385	78
Figure 31 : Intégration régionale au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,442	79
Figure 32 : Intégration commerciale au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,357.....	80
Figure 33 : Intégration productive au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,323.....	81
Figure 34 : Intégration productive au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,684.....	82
Figure 35 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,373.....	83
Figure 36 : Libre circulation des personnes au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,469	84
Figure 37 : Intégration régionale au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,438.....	85
Figure 38 : Intégration commerciale au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,444	86

Figure 39 : Intégration productive au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,321	87
Figure 40 : Intégration macroéconomique au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,423	88
Figure 41 : Intégration infrastructurelle au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,480	89
Figure 42 : Libre circulation des personnes au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,540	90
Figure 43 : Intégration régionale au sein de la CAE-Score moyen : 0,537	91
Figure 44 : Intégration commerciale au sein de la CAE-Score moyen : 0,440	92
Figure 45 : Intégration productive au sein de la CAE-Score moyen : 0,434	93
Figure 46 : Intégration macroéconomique au sein de la CAE-Score moyen : 0,660	94
Figure 47 : Intégration infrastructurelle au sein de la CAE-Score moyen : 0,555	95
Figure 48 : Libre circulation des personnes au sein de la CAE-Score moyen : 0,664	96
Figure 49 : Intégration régionale au sein de l'UMA-Score moyen : 0,488	97
Figure 50 : Intégration commerciale au sein de l'UMA-Score moyen : 0,481	98
Figure 51 : Intégration productive au sein de l'UMA-Score moyen : 0,449	99
Figure 52 : Intégration macroéconomique au sein de l'UMA-Score moyen : 0,571	100
Figure 53 : Intégration infrastructurelle au sein de l'UMA-Score moyen : 0,509	101
Figure 54 : Libre circulation des personnes au sein de l'UMA-Score moyen : 0,438	102

Liste des tableaux

Tableau 1 : Scores et classement pour l'Afrique	103
Tableau 2 : Scores et classement pour la SADC	104
Tableau 3 : Scores et classement pour la CEDEAO	104
Tableau 4 : Scores et classement pour la CEN-SAD	105
Tableau 5 : Scores et classement pour le COMESA	106
Tableau 6 : Scores et classement pour la CEEAC	106
Tableau 7 : Scores et classement pour l'IGAD	107
Tableau 8 : Scores et classement pour la CAE	107
Tableau 9 : Scores et classement pour l'UMA	107
Tableau 10 : Pondérations obtenues par le biais de l'ACP pour l'Afrique et les CER	108
Tableau 11 : Description des dimensions et des indicateurs utilisés dans l'IIRA 2019	110

Sigles et abréviations

ACP	Analyse en composantes principales
AFRAA	Association des compagnies aériennes africaines
AFREC	Commission africaine de l'énergie
BAD	Banque africaine de développement
BNT	Barrière non tarifaire
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAPC	Centre africain pour les politiques commerciales
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COMTRADE	Commodity Trade Statistics Database (United Nations)
CUA	Commission de l'Union africaine
DIRC	Division de l'intégration régionale et du commerce
ICC	Indice de complémentarité du commerce
IDE	Investissement direct étranger
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IIRA	Indice de l'intégration régionale en Afrique
IOV	Indice d'ouverture sur les visas
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisée
MUTAA	Marché unique du transport aérien en Afrique
OMC	Organisation mondiale du commerce
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public-privé
ZLECAf	Zone de libre échange continentale africaine

Remerciements

La deuxième édition de l'Indice d'Intégration régionale en Afrique (IIRA) 2019 est une publication conjointe de la Commission de l'Union Africaine (CUA), de la Banque africaine de développement (BAD), et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Le Rapport a été préparé sous la supervision générale des équipes de la CEA, de la BAD et de la CUA. L'équipe de la CEA était composée de M. Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'Intégration régionale et du Commerce (DIRC), de M. David Luke, Coordonnateur du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) et de Mme Laura Paez, Chef de la Section des institutions commerciales (SIC). L'équipe de la BAD était dirigée par Mme Moono Mupotola, Directeur du Département du Développement et de l'Intégration régionale, et celle de la Commission de l'UA par M. Jean-Denis Gabikini, Chef de la Division de l'Intégration économique et de la Coopération régionale.

L'équipe technique de base de la CEA comprenait Mme Wafa Aidi, Chargée des affaires économiques (SIC), M. Komi Tsowou, Chargé associé des affaires économiques (CAPC), M. Xuan Che, Statisticien adjoint, Centre africain de Statistique (CAS), assistés de M. Solmon Melka, Consultant international (DIRC), Mme Shamnaaz B. Sufranj, Consultant international (DIRC), Mme Sarah Dembele, Stagiaire (CAS) et Mme Ify Ogo, membre, (CAPC). Pour la BAD, l'équipe technique était composée de M. Jean-Guy Afrika, Analyste supérieur des politiques commerciales, Mme Mabuza Zodwa Florence, Chargée principale de l'Intégration régionale, et Mme Marie Anitha Jaotody, Consultante internationale. Quant à la Commission de l'UA, l'équipe technique se composait de Mme Myranda Lutempo, Chargée des politiques, et M. Nzingoula Gildas Crepin, Statisticien.

Nous exprimons notre sincère gratitude à tous nos collègues de la DIRC qui ont été d'un apport considérable dans la conception du Rapport 2019 sur l'IIRA, notamment M. Joseph Baricako (SIC), M. Martin Kohout (SIC), M. Medhat Elhelepi (DIRC), M. Simon Mevel, (CAPC), M. Souleymane Abdallah (CAPC) et M. William Davis (Section de l'Intégration régionale (SIR). Nous saluons également l'appui apporté par nos collègues du Siège et des Bureaux sous-régionaux de la CEA à la Note de Synthèse de l'IIRA et à la collecte des données. Les analyses approfondies menées par MM. David Luke et Simon Mevel sur l'avant-projet du rapport ainsi que la méthodologie utilisée sont hautement appréciées. Nous remercions spécialement l'équipe du CAS, MM. Edem Kludza, Khoghali Ali, et Negussie Gorfeet Ali Yedan, pour leurs observations et leurs suggestions utiles.

L'équipe technique de base apprécie également la contribution des participants à plusieurs manifestations de haut niveau liées au Rapport 2019 de l'IIRA, notamment la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique (Marrakech, mars 2019), la Réunion du groupe d'experts sur la validation de la version avancée du Rapport 2019 sur l'IIRA (Addis-Abéba, janvier 2019), l'Examen mondial (Genève, juillet 2017) et la Semaine africaine du Commerce (Addis Abéba, novembre 2016). Les observations faites par les participants au cours de l'Atelier sur la Formation des Formateurs sur le thème « IIRA : son utilisation en faveur de la politique de développement et son analyse » (Dakar, juillet 2019) sont aussi reconnues.

Nous saluons spécialement l'équipe de la BAD qui a assuré l'édition, la conception, la production graphique et la traduction en français du rapport, ainsi que la Section des publications de la CEA pour l'impression dudit document.

Le présent Rapport a été rédigé par Mme Shamnaaz B. Sufrauj, qui a également procédé à l'analyse des informations et des statistiques avec le concours de l'équipe technique.

Avant-propos, Commission de l'UA, BAD et CEA

La Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement sont fières de présenter la deuxième édition de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique. Le moment ne pourrait mieux tomber avec la ratification récente, par plus d'une cinquantaine de pays africains, de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). La ZLECA constitue la plus grande zone de libre-échange au monde, avec un PIB combiné de plus de 3,3 trillions de \$ US et une population de plus de 1,2 milliard. À elle seule, la suppression des barrières tarifaires stimulera la croissance commerciale d'au moins 53 %, tandis que l'élimination des barrières non tarifaires pourrait multiplier par deux le commerce intra-africain.

On estime qu'en Afrique, la croissance économique sera de plus de 4 % en 2019-2020, soit une augmentation par rapport aux 3,5 % enregistrés en 2018. Stimulés par la ZLECA, plus de 40 % des pays africains prévoient une croissance d'au moins 5 % cette année, alors que le prix des produits de base est à la hausse et que la demande intérieure, de même que les investissements dans l'infrastructure, favorisent la croissance.

Ces chiffres montrent l'importance de l'intégration régionale et de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique. Car si on veut atteindre ou dépasser les objectifs de croissance, il faudra assurer une meilleure intégration. En effet, l'intégration régionale est indispensable pour favoriser la connectivité, les flux d'investissement et la création de valeur. La connectivité est le nerf de l'économie du XXI^e siècle, qu'il soit question de relier les pays enclavés à des ports maritimes ou qu'il s'agisse de portails pour les TIC dans les foyers et les entreprises à travers le continent. L'Afrique doit suivre ces tendances et montrer la voie, le cas échéant.

Pour notre continent, cela signifie non seulement la circulation des personnes, des biens et des services au sein des pays membres, mais aussi la transmission des données qui permettent la circulation de l'information et des outils nécessaires pour une plus forte valeur ajoutée. L'industrialisation et la valeur ajoutée sont deux composantes essentielles à la création de la richesse.

Afin d'atteindre un libre-échange harmonieux, les pays Africains doivent adhérer au Protocole sur la libre circulation des personnes, lequel permet aux négociants et aux investisseurs de mener leurs activités au-delà des frontières nationales. Il faut accroître le commerce au sein de l'Afrique même. Et puisque les échanges commerciaux sont tributaires de l'information, il faut prendre les mesures nécessaires pour relier les particuliers et les entreprises aux plateformes de données et d'informations qui facilitent le commerce, l'investissement et la promotion du développement et du bien-être économiques sur le continent.

Il y aurait beaucoup à dire sur les investissements considérables réalisés actuellement en Afrique en prévision de la croissance économique à venir. Partout sur le continent, on observe des investissements dans la production, le transport et la distribution d'énergie électrique, ainsi que dans l'amélioration de l'accès à l'électricité pour les entreprises et les ménages. Les routes, les ponts, les réseaux ferroviaires de même que de nouveaux aéroports favoriseront la circulation des biens, le trafic commercial et le flux de voyageurs. Certains ports sont en cours de modernisation afin d'accroître le transport maritime. Ces projets sont tous entrepris de façon durable, tout en favorisant un environnement plus sain et en renforçant la gestion des bassins versants.

Ces investissements n'ont pas lieu de façon isolée ; ils viennent compléter les mesures d'amélioration commerciale afin de stimuler la croissance du secteur privé, tout en renforçant les flux commerciaux entre les pays. Pour ceux qui détiennent les capitaux, ce sont là des signaux clairs des possibilités d'investissements fructueux qui découlent de l'accroissement de l'activité économique. De solides investissements dans l'infrastructure, accompagnés de retombées économiques contractuelles explicites, peuvent stimuler le commerce, les investissements et les efforts d'intégration qui visent une croissance durable.

À cet égard, on observe l'émergence de banques plus solides, un regain d'intérêt de la part des bailleurs de fonds ainsi qu'une croissance du financement commercial. Cela témoigne des possibilités qu'on peut mettre à profit pour l'Afrique, aujourd'hui et à l'avenir.

Cependant ce n'est pas qu'une question d'argent, puisqu'en bout de ligne l'investissement touche au développement et à l'amélioration de la qualité de vie pour tous les Africains et toutes les Africaines. Ainsi, tout en continuant d'appuyer les initiatives socioéconomiques sur le continent, nous réitérons que l'intégration régionale est un élément essentiel au développement durable et inclusif. Si nous demeurons fragmentés et ralentis par les barrières tarifaires, alors nous ne faisons qu'entretenir les obstacles qui appauvrissent nos populations et pénalisent l'Afrique dans le contexte concurrentiel des marchés mondiaux.

Alors, comment se présente la situation en Afrique? L'Indice de l'intégration régionale en Afrique donne un aperçu des progrès réalisés par les États membres. Certains pays vont de l'avant et affichent des résultats positifs, notamment sur la question du commerce et de l'harmonisation des politiques macroéconomiques. Mais d'autres pays stagnent et, par conséquent, ratent les occasions qu'offre l'intégration régionale.

L'indice tient compte de ces dimensions, c'est-à-dire l'intégration commerciale, l'intégration productive, l'intégration macroéconomique, l'intégration des infrastructures ainsi que la libre circulation des personnes. L'indice montre que l'intégration commerciale et l'intégration macroéconomique progressent de façon raisonnable sur le continent, mais qu'il faut renforcer la connectivité des infrastructures, la capacité de production de même que la libre circulation des personnes aux frontières.

En 2019, l'Indice de l'intégration régionale en Afrique montre que le niveau d'intégration générale du continent demeure bas, avec un score moyen de 0,327. L'intégration est notamment faible pour les dimensions productive et infrastructurelle, lesquelles sont à la base du fonctionnement des autres dimensions de l'intégration régionale. L'indice permet de voir que la performance est bonne dans 20 pays africains, alors qu'elle est faible dans le cas de 25 autres pays.

Cet indice présente en outre des propositions de politiques qui permettent de s'attaquer aux points faibles, tout en misant sur les progrès réalisés à ce jour sur le continent. Nous appuyons ces recommandations et initiatives stratégiques au sein de nos pays membres et des communautés économiques régionales. La mise en œuvre de la ZLECA permettra certainement d'effectuer des pas de géants. Pour sa part, l'intégration régionale constitue le ciment qui permettra de réaliser ces choses.

Moussa Faki Mahamat

Président de la Commission de l'Union africaine

Akinwumi A. Adesina

Président du Groupe de la Banque africaine de développement

Vera Songwe

Sous-secrétaire générale de l'ONU

Secrétaire exécutive de la Commission économique de l'Afrique des Nations Unies

Résultats clés

L'objectif d'un indice d'intégration régionale consiste à évaluer et à contrôler les performances de chaque pays au niveau régional dans un ensemble de dimensions importantes pour le développement socio-économique. L'indice d'intégration régionale vise à mieux inspirer les décisions politiques en identifiant les domaines spécifiques qui font la force de ces régions, et à s'appuyer sur ces points forts pour accélérer la croissance, tout en s'intéressant aux domaines dans lesquels ces régions affichent des insuffisances, afin que les mesures nécessaires soient prises pour améliorer leurs performances.

L'IIRA 2019 comprend aussi un classement continental qui permet à chaque pays membre de déterminer ses performances par rapport au reste de l'Afrique et aux communautés économiques régionales auxquelles il appartient. Les points suivants résument les conclusions de l'indice.

En Afrique

- **Le niveau général d'intégration sur le continent africain est faible¹, avec un score moyen de 0,327.** Il y a 25 pays à faible performance et 20 à performance élevée². Le score maximum relativement faible de 0,625 (par rapport au score idéal de 1) indique que l'Afrique a les moyens d'améliorer l'intégration de ses pays dans toutes les dimensions de l'intégration régionale, et de tirer profit des avantages potentiels y afférents.
- **L'Afrique est insuffisamment intégrée dans les dimensions productive et infrastructurelle. Il en est de même de toutes les CER.** Des mesures correctives s'avèrent donc nécessaires et urgentes, étant donné que ces deux aspects constituent la base sur laquelle s'appuient les autres dimensions de l'intégration régionale pour fonctionner normalement. Le continent enregistre des performances modérées en termes de libre circulation des personnes et dans la dimension macroéconomique. Toutefois, les performances des différents pays présentent de grandes disparités. En effet, la Lybie obtient une note de 0 en matière de libre circulation des personnes, tandis que les Comores affichent un score de près de 1.
- **L'Afrique du Sud se démarque comme étant le pays le plus intégré, loin devant le Kenya.** C'est également le pays le plus performant dans les dimensions productive et infrastructurelle. Par ailleurs, elle figure parmi les quatre premiers pays dans la dimension commerciale, et enregistre une performance moyenne dans la dimension macroéconomique. La dimension productive constitue son point fort où elle enregistre le score le plus élevé. Elle affiche des insuffisances en termes de libre circulation des personnes. Le Kenya connaît des performances relativement bonnes dans les dimensions productive, infrastructurelle et la libre circulation des personnes, où il occupe les septième, huitième et dixième rangs respectivement.

¹ Les scores les plus proches de 0 indiquent de faibles performances, et ceux plus proches de 1 des performances élevées.

² Les pays à performance faible, moyenne ou élevée sont identifiés sur la base d'un intervalle de confiance de 95 pour cent par rapport à la moyenne.

- **Le Soudan du Sud et l'Erythrée sont les pays africains les moins intégrés.** L'Erythrée figure parmi les six derniers pays en matière de libre circulation des personnes et dans les dimensions infrastructurelle, macroéconomique et commerciale. Les dimensions macroéconomique et infrastructurelle sont de toute évidence les points faibles du Soudan du Sud où il occupe le dernier rang.
- **Le classement général au niveau continental semble refléter le niveau actuel de l'intégration.** Les pays les plus intégrés ont tendance à produire de bons résultats dans au moins trois dimensions : par exemple, le Maroc, classé au quatrième rang,

Les observations ci-après permettent de rappeler au lecteur que les résultats obtenus dépendent des données et des variables utilisées, ainsi que de la méthodologie adoptée :

Il convient de noter que le **classement de certains pays est poussé vers le haut de façon assez surprenante** en raison de la nature multidimensionnelle de l'indice qui ne met pas l'accent sur une seule dimension populaire à l'instar de la dimension commerciale, mais tient compte de toutes les dimensions. C'est le cas de Djibouti, des Comores et de la Somalie qui figurent en bonne position dans le classement général parce qu'ils occupent les premiers rangs dans la dimension de la libre circulation des personnes.

La première place de la Lybie dans la dimension infrastructurelle est due principalement à son excellente troisième place dans l'Indice des infrastructures composites de la BAD qui est un élément de la dimension infrastructurelle de l'IIRA.

Certes, la contribution du Nigeria au PIB du continent est importante, mais ce pays n'a pas encore ratifié l'accord sur la ZLECAf qu'il a pourtant signé, et ses faibles importations intrarégionales le relèguent à une position de pays relativement peu performant en matière d'intégration régionale, malgré son excellente performance comme deuxième pays le mieux intégré dans la dimension productive.

réussit bien dans les dimensions macroéconomique, infrastructurelle et productive. Les pays les moins intégrés ont tendance à enregistrer de mauvaises performances dans toutes les dimensions.

Au sein des CER africaines

- **La SADC détient un score moyen faible de 0,337 et 9 de ses 16 membres sont classés parmi les pays moyennement performants.** L'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe figurent parmi les pays les plus performants, tandis que les moins performants englobent la République démocratique du Congo, l'Angola et l'Eswatini. Ces classements semblent refléter la situation actuelle de l'intégration socioéconomique dans la communauté, étant donné

que les pays les plus performants ont des économies florissantes et un niveau de vie relativement acceptable. La force de la communauté réside dans la libre circulation des personnes, mais l'intégration infrastructurelle n'est pas assurée.

- **La CEDEAO enregistre un score modéré de 0,425 ; cependant, son faible score dans la dimension productive indique qu'il est possible d'améliorer ces performances** si les investissements futurs sont dirigés vers les capacités de production complémentaires. La Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal sont les pays les plus performants, tandis que le Liberia, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone sont les moins performants. Les meilleures performances de la CEDEAO se situent dans la libre circulation des personnes, étant donné que les voyageurs n'ont aucune difficulté à se déplacer dans la région.
- **Les résultats indiquent que la CEN-SAD enregistre un faible niveau d'intégration avec un score moyen de 0,377 seulement**, et un score maximum faible de 0,541. À l'instar des CER précédemment décrites, la CEN-SAD enregistre une faible performance dans les dimensions productives et infrastructurelles, mais s'en sort relativement bien en termes de libre circulation des personnes. La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc sont les pays les plus intégrés, et l'Erythrée, le Soudan et le Tchad les moins intégrés.
- **Le Kenya, le Rwanda et la Zambie sont les trois pays les plus intégrés du COMESA, tandis que l'Erythrée, l'Eswatini et le Soudan sont les moins performants.** Le COMESA affiche un faible score moyen de 0,367 et un score maximum de 0,596 seulement. Sa meilleure performance est enregistrée dans le commerce, mais d'énormes possibilités d'amélioration existent dans toutes les autres dimensions, en particulier, la dimension productive. Malgré leurs mauvaises performances dans la dimension commerciale, le classement général
- des Comores et de la Somalie est amélioré grâce à leurs politiques libéralisées en matière de libre circulation des personnes.
- **La République du Congo est le pays le plus performant de la CEEAC, suivie du Gabon et du Cameroun.** Le Burundi, l'Angola et la République démocratique du Congo sont les pays les moins performants de cette CER. Avec un score moyen de 0,442, la CEEAC enregistre un niveau moyen d'intégration. Contrairement à la plupart des CER, cette communauté excelle dans la dimension macroéconomique, mais à l'instar de la plupart d'entre elles, elle affiche des insuffisances dans la dimension productive, en dépit des grandes disparités qui existent entre les performances de ses membres.
- **L'IGAD s'en sort relativement bien avec un score moyen de 0,438. Elle enregistre ses meilleures performances dans la libre circulation des personnes**, étant donné que la plupart de ses pays sont engagés dans la libéralisation de la circulation des personnes sur le continent. Des améliorations sont nécessaires dans la dimension productive. L'Ouganda et le Kenya sont les deux pays les plus performants de l'IGAD, tandis que l'Erythrée et le Soudan du Sud sont les moins performants.

- **Le Kenya est le pays le plus performant de la CAE, suivi de l'Ouganda.** Le Soudan du Sud et le Burundi sont les pays les moins performants de cette communauté. La CAE est relativement bien intégrée avec un score moyen de 0,537. Elle affiche sa meilleure performance dans la libre circulation des personnes, avec un score moyen élevé de 0,664. La communauté est moins performante dans la dimension productive, avec un score de 0,328 seulement.
- **L'UMA affiche un niveau moyen d'intégration, avec un score moyen de 0,488.** Elle diffère des autres communautés au regard de ses insuffisances en matière de libre circulation des personnes, mais elle s'en sort relativement bien dans la dimension macroéconomique. La Tunisie et le Maroc sont les pays les plus performants de l'UMA, tandis que la Mauritanie et la Lybie sont les moins performants.

Recommandations générales

Il est possible de faire davantage, voire mieux. Il convient urgemment de mettre en oeuvre à l'échelle nationale, régionale et continentale, des politiques qui visent à combler les lacunes identifiées, afin de renforcer l'intégration régionale, et d'en exploiter les avantages.

Une attention particulière doit être accordée à la dimension productive en stagnation, qui empêche sans doute le bon fonctionnement de l'intégration régionale sur le continent. La plupart des CER affichent des insuffisances dans cette dimension. Aussi convient-il impérativement d'améliorer les réseaux régionaux de production et de commerce en **renforçant les capacités de production, de distribution et de commercialisation des différents pays** et qui sont complémentaires. Cet effort peut être plus efficace s'il existe une plus grande coopération transfrontalière entre et parmi les intervenants publics et privés. Certains pays doivent encore gagner leur place dans les produits de base et les chaînes de valeur à l'échelle régionale. D'autres doivent établir des bases solides pour maintenir leurs positions.

Concrètement et de prime abord, davantage de mesures doivent être prises, à travers la mise en place de cadres innovants de **chaînes de valeur régionales**, pour examiner les possibilités d'une intégration régionale ainsi que les obstacles que celle-ci pourrait rencontrer dans différents secteurs d'activités. Les goulets d'étranglement doivent être éliminés, par exemple, en utilisant, le cas échéant, de meilleures technologies, des intrants de qualité supérieure, et des techniques de commercialisation actualisées. Avec la création prochaine de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la production, et donc les exportations, devraient augmenter (Songwe, 2019). Toutefois, des décisions relatives à la production doivent être prises sur des bases saines et dans une perspective à long terme. Elles doivent avoir recours aux techniques de pointe et être tournées vers l'avenir. Dans le cadre de la ZLECAf, les barrières non-tarifaires (BNT) constituent un obstacle important à la mise en oeuvre intégrale de l'accord ainsi qu'à la baisse des coûts globaux des entreprises. L'investissement permanent dans la recherche et le développement au niveau des chaînes de valeur régionales et de la planification des activités ne doit pas être négligé par les planificateurs nationaux.

Les chaînes de valeur mondiales ne peuvent pas fonctionner sans les populations. Le continent doit puiser dans sa **riche main d'œuvre en identifiant les déficits de compétences et mettre en oeuvre un programme transfrontalier de renforcement des compétences**. En

effet, la mesure dans laquelle les individus peuvent bénéficier de ces chaînes de production dépend de leurs compétences, plus précisément, de l'adaptation de leurs compétences à la technologie et aux capacités de production mises en place et à leur transférabilité. Les études menées indiquent que les compétences cognitives telles que la lecture, le calcul et la résolution des problèmes sont d'une importance absolue pour qu'une industrie puisse réussir dans l'économie mondiale. Plus important encore, les compétences facilement transférables agissent comme un bouclier contre les effets négatifs éventuels des chaînes de valeur mondiales sur les conditions sociales (OCDE 2017). Les décideurs doivent continuer d'investir dans le perfectionnement des compétences selon les besoins du marché du travail, étant donné que la production devient plus fragmentée et plus sophistiquée.

D'autre part, les décideurs doivent immédiatement remédier aux insuffisances infrastructurelles qui existent sur le continent. **Le défaut de répondre aux besoins d'infrastructures du continent pourrait s'avérer catastrophique pour la promotion de l'intégration économique et sociale dans la région.** L'insuffisance des infrastructures entrave les activités économiques : les matières premières ne parviennent pas aux usines et ne permettent pas d'assurer la production ; les marchandises ne parviennent pas aux consommateurs ; les activités commerciales et financières ne peuvent pas prospérer à l'intérieur ou au-delà des frontières. Le déploiement des activités de production au-delà des frontières nationales dépend de la bonne qualité de la chaîne logistique et du perfectionnement des infrastructures de transport. Les investissements directs étrangers (IDE) circulent là où il y a des avantages en termes de coûts d'implantation ; l'insuffisance des infrastructures est donc un élément dissuasif. En outre, le fonctionnement de la société moderne est tributaire de l'approvisionnement régulier d'une vaste gamme de services infrastructurels qui améliorent la qualité de la vie. Ces services assurent le bien-être social, améliorent les normes de santé et de sécurité, et procurent un environnement de bonne qualité. Le manque d'infrastructures affecterait négativement le bien-être des populations.

Des plans coordonnés à long terme aux fins de créer et maintenir une logistique et des infrastructures de base sont nécessaires pour soutenir le développement économique et social et permettre l'intégration régionale. La mise en place et la maintenance des infrastructures sont coûteuses : la demande croissante des infrastructures met les budgets publics sous forte pression. Dans plusieurs pays en développement, les finances publiques sont devenues insuffisantes à cause des poussées démographiques, telles que l'urbanisation, la croissance démographique et les migrations. En outre, les problèmes de paix et de sécurité restreignent ces budgets. **Il conviendrait d'adopter des approches novatrices pour financer les infrastructures.** Le secteur privé étant déjà impliqué dans certains pays, **des variantes novatrices de partenariats publics-privés (PPP) peuvent être utilisées pour attirer l'expertise et les capitaux privés.** Des caisses de retraite et des marchés d'assurances peuvent être envisagés comme moyens supplémentaires pour financer les infrastructures à faible risque.

Le simple fait d'assurer un accès stable au financement ne va pas résoudre le problème de la faible intégration des infrastructures. Très souvent, le problème réside dans l'inefficacité de la construction et du fonctionnement de ces infrastructures. Il conviendrait d'introduire davantage de concurrence en matière de passation des marchés et d'exploitation des infrastructures, et renforcer la transparence à tous les niveaux de la mise en œuvre des projets infrastructurels. Aussi le cadre juridique et réglementaire doit-il être revu et amélioré. **Des systèmes plus efficaces de gestion de la demande des infrastructures** doivent être mis en place pour assurer un approvisionnement régulier du service des infrastructures ou du produit,

mieux atténuer l'usure normale, et faire face à des imprévus comme les catastrophes naturelles ou celles provoquées par l'homme. Une gestion efficace à grande échelle peut se faire uniquement dans le cas d'un investissement dans les nouvelles technologies et d'une adoption de stratégies de gestion innovatrices.

Les dimensions productive et infrastructurelle de l'intégration régionale sont intimement liées.

L'amélioration de l'une ne peut pas se faire sans l'amélioration de l'autre. Des mesures correctives visant à traiter ces deux dimensions ainsi que la mise en place de la ZLECAf pourraient être un atout important pour la dimension commerciale dont les performances sont actuellement faibles. Toutefois, les décideurs doivent prendre des mesures pour atténuer les effets des coûts d'un ajustement éventuel, en réduisant, par exemple, les recettes douanières, qui devraient accompagner le fonctionnement de la zone de libre-échange.

Même si les résultats globaux de l'IIRA 2019 indiquent des performances relativement meilleures dans les dimensions de l'intégration macroéconomique et la libre circulation des personnes, ces performances ne sont pas uniformes. Par exemple, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) n'exploite pas encore son potentiel en matière de libre circulation des personnes. Des disparités énormes existent dans la dimension macroéconomique ; la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ne sont signataires d'aucun traité bilatéral investissement opérationnel. Le rôle joué par l'investissement en faveur de la croissance est bien établi. Il constitue la base de la promotion des dimensions productive et infrastructurelle. Les décideurs doivent prendre des mesures concrètes pour faire de l'investissement une réalité dans ces régions et dans le continent. **Un plan d'action harmonisé doit être mis en place pour sauvegarder la stabilité macroéconomique de ces régions, et des mesures disciplinaires doivent être prises en cas de besoin.** En substance, les chocs exogènes, à l'instar des catastrophes naturelles et des sorties de capitaux, doivent être mieux gérés pour réduire l'instabilité économique.

Composition de l'Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2019

I. Intégration commerciale

- Tarifs douaniers moyens sur les importations
- Part des exportations intra-régionales dans le PIB
- Part des importations intra-régionales dans le PIB
- Part du commerce intra-régional
- ZLECAf (Uniquement au niveau continental)

II. Intégration productive

- Part des exportations intermédiaires intra-régionales
- Part des importations intermédiaires intra-régionales
- Indice de complémentarité du commerce des marchandises

III. Intégration macroéconomique

- Nombre d'accords bilatéraux d'investissement
- Convertibilité monétaire au niveau régional
- Différentiel d'inflation au niveau régional

IV. Intégration des infrastructures

- Indice des infrastructures composites de la BAD
- Nombre de liaisons aériennes intra-régionales

V. Libre circulation des personnes

- Protocole sur la libre circulation des personnes (Kigali)
- Nombre de pays dont les ressortissants sont susceptibles d'obtenir un visa à l'arrivée
- Nombre de pays qui exigent un visa

DIFFÉRENCE ENTRE L'IIRA 2016 ET L'IIRA 2019

Indicateurs

Certes, le nombre d'indicateurs demeure inchangé, soit 16, mais certains ont été supprimés et d'autres ajoutés.

Les récents développements institutionnels portant sur l'intégration commerciale ont été intégrés. La variable ZLECAf a été ajoutée à la dimension commerciale. La dimension de l'intégration macroéconomique renferme le nombre d'accords bilatéraux d'investissement en vigueur.

Après une solide analyse de sensibilité, la variable relative à l'importation nette d'électricité (recalculée comme commerce d'électricité net) a été supprimée, parce qu'elle réduisait la cohérence statistique de la dimension. En outre, l'électricité est comprise dans l'Indice composite des infrastructures de la BAD.

Au départ, la variable Marché unique des Transports aériens en Afrique avait été prise en considération dans la dimension infrastructurelle. Elle a été supprimée à cause des problèmes statistiques. De même, la variable Coût moyen de l'itinérance a été supprimée à cause de la non-fiabilité des données.

Pour plus de détails sur les indicateurs, voir le **Tableau 11 : Description des dimensions et des indicateurs utilisés dans l'IIRA 2019** dans l'annexe.

Pondérations

Certes, l'IIRA 2016 attribue la même pondération aux indicateurs, mais l'IIRA 2019 utilise des pondérations différentes pour les indicateurs et les dimensions. Les pondérations sont déterminées selon l'analyse en composantes principales (ACP), laquelle utilise la structure des données pour déterminer les pondérations.

L'ACP est largement utilisée dans la création des indices composites en raison de la non-subjectivité des pondérations attribuées. La Note méthodologique qui accompagne le présent Rapport peut être consultée pour d'amples informations sur la méthodologie utilisée.

L'élaboration de l'IIRA 2019

La deuxième édition de l'IIRA s'inspire de la première (IIRA 2016) et répond à ses limites (voir Encadré 1). L'IIRA 2019 comprend cinq dimensions, à savoir³ : l'intégration commerciale, l'intégration infrastructurelle, l'intégration productive, la libre circulation des personnes, et l'intégration macroéconomique.

Outre la couverture des pays membres des huit Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'Union africaine⁴, le Rapport 2019 englobe aussi le classement au niveau africain. C'est une étape importante qui vise le renforcement de l'intégration régionale au-delà des communautés, aux fins de bâtir des liens intercommunautaires, et qui est aussi capitale pour ouvrir la voie au panafricanisme. Le Rapport permet d'inclure des variables continentales telles que la ZLECAf, et de comparer les performances des pays à travers l'Afrique.

L'intégration régionale est transfrontalière et multidimensionnelle. Les indicateurs qui ont une interaction transfrontalière et affichent des données détaillées de qualité, ont été utilisés dans le cadre de l'élaboration de l'Indice.

La justification du choix des dimensions et des indicateurs

Il n'existe pas de consensus quant à la définition exacte de l'intégration régionale (Söderbaum 2009). Cependant, il est largement admis qu'une meilleure intégration régionale encourage le développement socio-économique à travers notamment l'élargissement des marchés et le développement du commerce, le renforcement de la coopération, le partage des risques, la promotion de la coopération socioculturelle et la stabilité régionales⁵. L'intégration régionale est supposée maximiser les avantages de la mondialisation, tout en s'attaquant à ses effets négatifs.

La portée de l'intégration régionale est donc vaste, ce qui rend le concept complexe. À cette complexité s'ajoute le fait que les régions sont hétérogènes : les différentes régions ont des objectifs et priorités différents qui affectent leur perception de l'intégration régionale. L'intégration régionale est mieux structurée en tant qu'un concept multidimensionnel qui tient compte des différents aspects ou dimensions de l'intégration régionale, au regard des

³ L'idée initiale était d'avoir six dimensions dans l'IIRA 2019. En effet, outre les cinq dimensions qui constituent l'IIRA 2019, une dimension sociale avait été envisagée, comprenant trois variables : les années de scolarisation moyennes, l'égalité hommes/femmes et la migration nette à l'intérieur des CER. La raison d'être d'une dimension sociale est que pour assurer la réussite d'une intégration régionale, des mesures sociales favorables doivent être mises en place. Cependant, à la suite d'une réunion du groupe d'experts à Addis-Abeba en janvier 2019, à laquelle assistaient les experts des pays membres et des CER, cette dimension a été jugée problématique, étant donné que ses variables n'englobent pas de composante régionale. Par conséquent, parce que l'IIRA est censé être un instrument destiné aux pays membres et aux CER, leurs préoccupations ont été prises en compte, et la dimension n'a pas été intégrée dans la version finale de l'IIRA 2019.

⁴ Source : Union africaine, voir site <http://www.au.int/en/organs/recs>

⁵ Le Plan d'action d'Istanbul relatif au « Plan d'action en faveur des pays les moins développés pour la décennie 2011-2020 » reconnaît que l'intégration régionale permet d'assurer une croissance économique soutenue, équitable et inclusive dans les pays les moins développés [...] et d'empêcher leur marginalisation grâce à leur intégration dans l'économie mondiale". Il souligne également que l'intégration régionale peut faciliter le développement dans les pays les moins développés grâce à l'amélioration des capacités de production (paragraphe 44), des infrastructures (paragraphe 47), et du commerce (paragraphe 64).

structures socioéconomiques générales, des difficultés et des opportunités des régions étudiées.

L'élaboration de l'IIRA s'inspire de la littérature socioéconomique, de l'expérience de chaque pays, et des récents développements qui affectent directement ou indirectement l'intégration régionale sur le continent. Les représentants des régions et des pays concernés, les experts sur le terrain, les organisations internationales et les institutions partenaires ont été consultés à différents niveaux pour la réalisation du présent indice. Toutefois, un grand soin a été pris pour équilibrer la cohérence économique et statistique avec la vaste gamme d'opinions et de recommandations rassemblées.

Les dimensions commerciale, macroéconomique et productive, bien qu'étant de désignations différentes, sont des dimensions traditionnelles qui occupent une place bien établie dans la mesure de l'intégration régionale (Voir l'« Indice de l'Effort d'intégration de l'Union européenne » (König, 2015) pour les deux premières dimensions, et l'« Indice d'Intégration régionale pour la zone Asie-Pacifique » (Huh et Park, 2017) pour l'ensemble des dimensions. La nature transfrontalière du commerce régional, pour ce qui est des produits intermédiaires et des produits finis, ainsi que des investissements étrangers, est profondément ancrée dans les discours contemporains ; le rôle de ces produits dans la promotion du développement économique et de la croissance est bien accepté. Les éléments qui constituent chacune de ces dimensions peuvent différer d'une région à l'autre, compte tenu de la structure de la région, de la disponibilité et de la fiabilité des données, ainsi que des préférences conceptuelles.

D'autres dimensions de l'intégration sont souvent choisies selon leur importance pour les régions spécifiques sujettes à une évaluation. En raison de l'état déplorable et du mauvais entretien des infrastructures régionales, leur connectivité est pertinente pour les pays en développement. Les meilleures connections physiques ont un impact sur les coûts de transaction, réduisent les coûts d'investissement et des échanges, et renforcent l'intégration régionale⁶. Il devient donc capital d'inclure cet aspect comme mesure de coopération régionale, étant donné qu'il indique les efforts concrets réalisés pour combler les écarts qui existent entre les pays. L'intégration au sens purement économique du terme implique la libre circulation de tous les facteurs de production, y compris les personnes. La libre circulation des personnes, qui partent des endroits où il n'existe pas d'emplois pour se rendre aux endroits où la demande de main-d'œuvre est très élevée, permet d'assurer efficacement la production. Mais, au-delà des avantages économiques, la circulation des personnes au-delà des frontières devrait favoriser l'établissement des liens sociaux, qui à leur tour, favoriseront l'intégration régionale.

○ **Intégration commerciale**

L'ouverture commerciale est généralement mesurée à l'aune des transactions commerciales par rapport au PIB (Harrison 1996; De Lombaerde 2009). C'est la somme des exportations et des importations régionales d'un pays, divisée par son PIB. En accord avec la documentation, la dimension commerciale de l'IIRA comprend la part des **exportations**

⁶ La Résolution des Nations Unies de 2015 « Transformer notre monde : Agenda 2030 pour un développement durable » définit les buts et les objectifs pour l'atteinte d'un développement durable dans les dimensions économique, sociale et environnementale. Elle affirme qu'une meilleure interconnectivité des transports améliore la mobilité et sert finalement de catalyseur pour une intégration entre les communautés locales, les villes, les régions et les pays, tout en contribuant à la promotion de la paix et de la stabilité.

intrarégionales et celle des importations intrarégionales en pourcentage du PIB. Elle englobe la part du commerce intrarégional des biens en pourcentage du commerce régional total. Pour bien cerner les politiques de promotion de l'ouverture commerciale, le niveau des tarifs douaniers imposés sur les importations est ajouté dans la dimension. Spécifique à la région africaine, la ZLECAf⁷, variable qui indique si les pays ont signé ou ratifié l'accord commercial, est comprise dans la dimension commerciale.

○ **Intégration productive**

Un pays est considéré bien intégré en termes productifs s'il dispose de capacités de production complémentaires par rapport aux autres pays de la région, qui lui permettent de se spécialiser dans des étapes de production où il obtient un avantage comparatif tiré des économies d'échelle. Cela suppose la participation du pays dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement régionales. Cette participation est mesurée dans l'IIRA à travers les importations et les exportations de biens intermédiaires dans la région. D'autre part, une mesure plus complexe, l'indice de complémentarité du commerce, est aussi incluse dans cette dimension ; il mesure le niveau auquel le profil des exportations d'un pays correspond au profil des importations de la région.

○ **Intégration macroéconomique**

La convergence et la stabilisation des politiques macroéconomiques permettent de créer un climat financier sain qui attire les investissements transfrontaliers, et par conséquent, conduit à l'intégration financière et macroéconomique. Cette convergence est prise en compte dans l'IIRA à travers la variable Différentiel d'inflation régional qui mesure la différence entre le taux d'inflation d'un pays et le taux d'inflation cible fixé par la région, sinon, c'est le taux positif minimum qui est utilisé. Il s'agit d'un important indicateur dans cette dimension, puisqu'il transmet aux investisseurs des signaux clairs sur la valeur de leurs investissements. La dimension englobe également la convertibilité régionale des monnaies, qui permet de mesurer l'aisance avec laquelle les étrangers et les entreprises peuvent effectuer des transactions. Faute de données exhaustives sur l'investissement étranger direct dans la région, le nombre de traités bilatéraux d'investissement en vigueur a été utilisé plutôt pour mesurer la portée des flux transfrontaliers de capitaux.

○ **Intégration des infrastructures**

La dimension infrastructurelle de l'IIRA est évaluée à travers l'Indice de développement des infrastructures de la BAD. C'est un indice composite qui concerne le développement des infrastructures d'électricité, des transports, des TIC, de l'eau et de l'assainissement. En principe, les indicateurs à caractère plus régional, comme la connectivité routière transfrontalière ou les infrastructures électriques transfrontalières, auraient été préférés, mais c'est l'absence de données exhaustives et fiables qui motive l'utilisation de ces indicateurs. La variable relative au commerce net d'électricité a été provisoirement utilisée dans cette dimension, mais une solide analyse de sensibilité⁸ a recommandé sa suppression pour permettre d'améliorer la validité globale de la dimension. Des frais d'itinérance avaient initialement été prévus, mais finalement, ils n'ont pas été pris en compte à cause des problèmes de qualité et d'exhaustivité des données. Le Marché unique africain des

⁷ Cette variable s'applique uniquement à la Région africaine dans l'ensemble, et non aux CER.

⁸ Voir la Note Méthodologique qui accompagne le présent Rapport.

transports aériens est une initiative visant à ouvrir l'espace aérien africain, et à ce jour, 28 pays ont signé l'accord y afférent. Cette variable a été initialement incluse dans l'indice, mais n'a pas réussi aux tests statistiques. Cet échec est compréhensible, dans la mesure où c'est la mise en œuvre d'un tel accord qui compte vraiment pour l'intégration. Par contre, une importante mesure concernant la connectivité physique transfrontalière qui est incluse dans l'IIRA, concerne **le nombre de liaisons aériennes** existantes dans la région. Le nombre de liaisons aériennes d'un pays avec un autre indique clairement sa capacité physique à accueillir les vols régionaux.

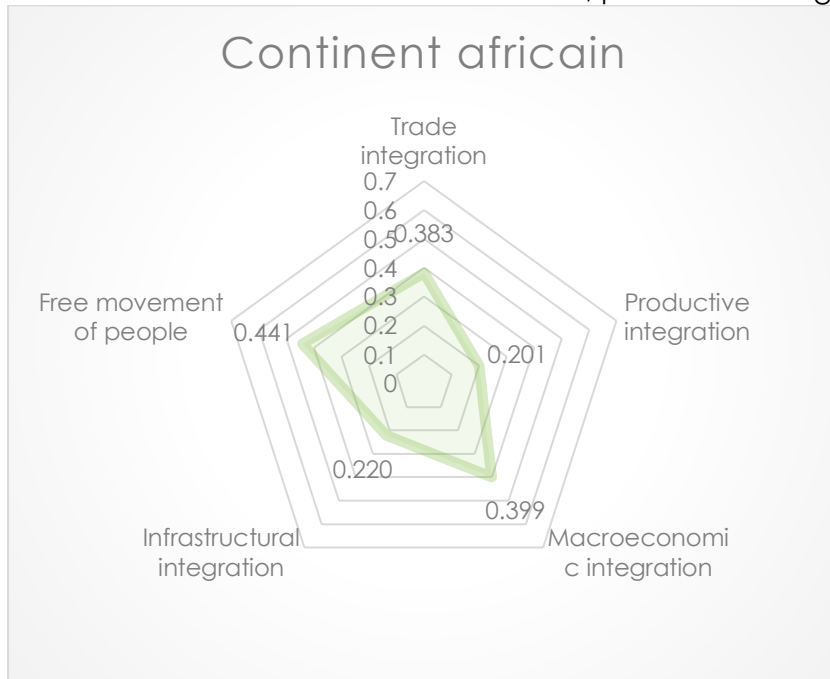
- **Libre circulation des personnes**

Trois variables sont utilisées dans l'IIRA pour expliquer la libre circulation des personnes. Pour comprendre la facilité avec laquelle les individus peuvent se déplacer dans la région pour des raisons de tourisme, d'affaires ou de transactions au jour le jour, **le nombre de pays dont les citoyens obtiennent des visas à l'arrivée** dans chaque pays de la région est utilisé comme variable. Etant donné que les frontières de plusieurs pays sont encore très rigides, de telle sorte que les ressortissants de certains pays doivent s'efforcer d'obtenir un visa avant de voyager, la variable **nombre de pays dont les ressortissants ont absolument besoin de visa** est également intégrée pour différencier les pays dont les frontières sont fermées de ceux dont les frontières sont ouvertes. En outre, la dimension comprend aussi une variable qui indique si les pays ont adhéré au **Protocole sur la libre circulation des personnes**, et qui détermine le droit de résidence et la liberté de s'installer (Kigali). Cette variable vise à mesurer la volonté des pays à assouplir leurs politiques et à favoriser davantage la libre circulation des personnes. Un tel effort permettrait à terme d'assurer un flux régulier de main d'œuvre, de touristes et de voyageurs d'affaires.

Aperçu visuel de l'intégration régionale par dimension

Figure 1: Performances moyennes dans chaque dimension de l'intégration régionale

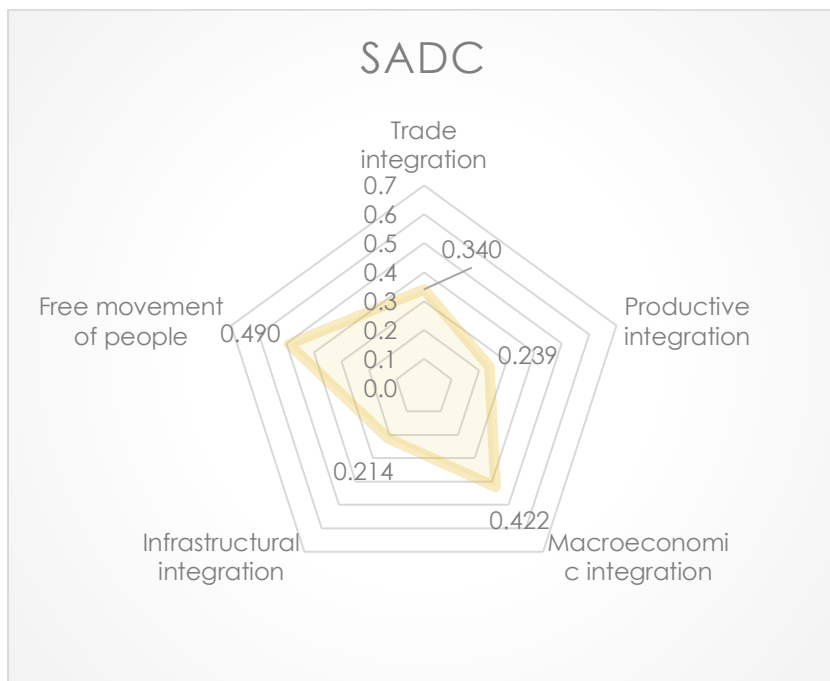
Plus une dimension est tournée vers l'extérieur, plus elle est intégrée.



Score moyen:
0,327

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

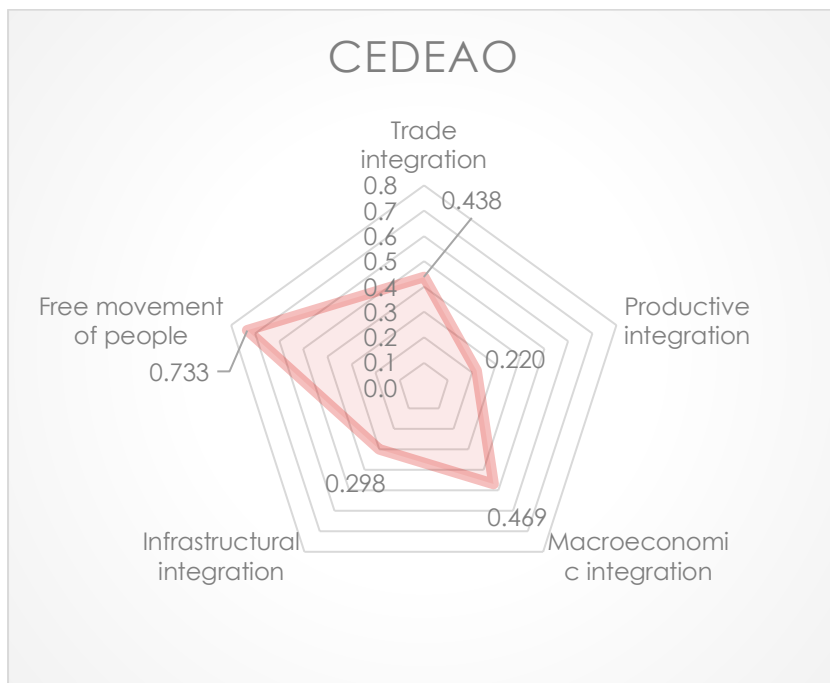
Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,337

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

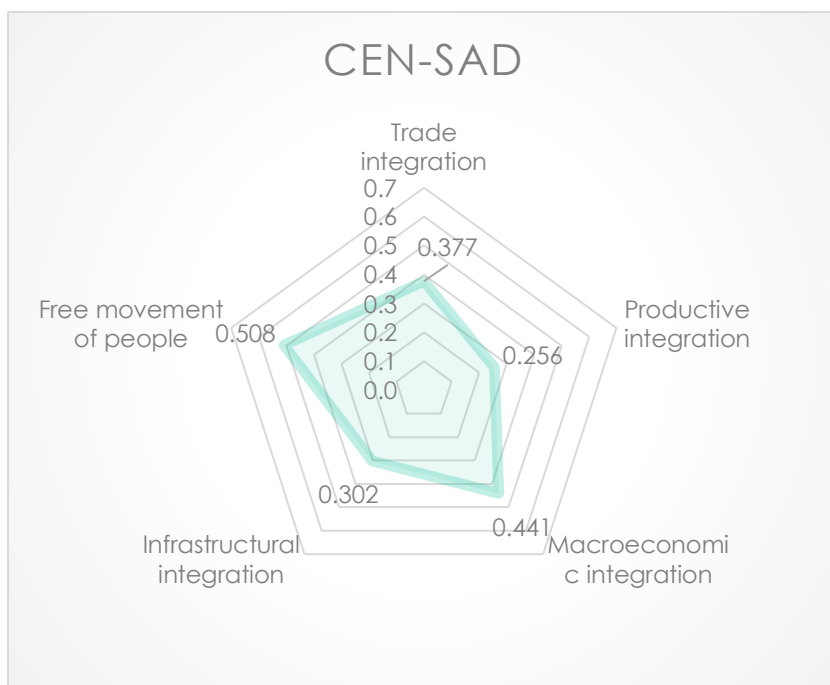
Pire dimension:
Intégration infrastructurelle



Score moyen:
0,425

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

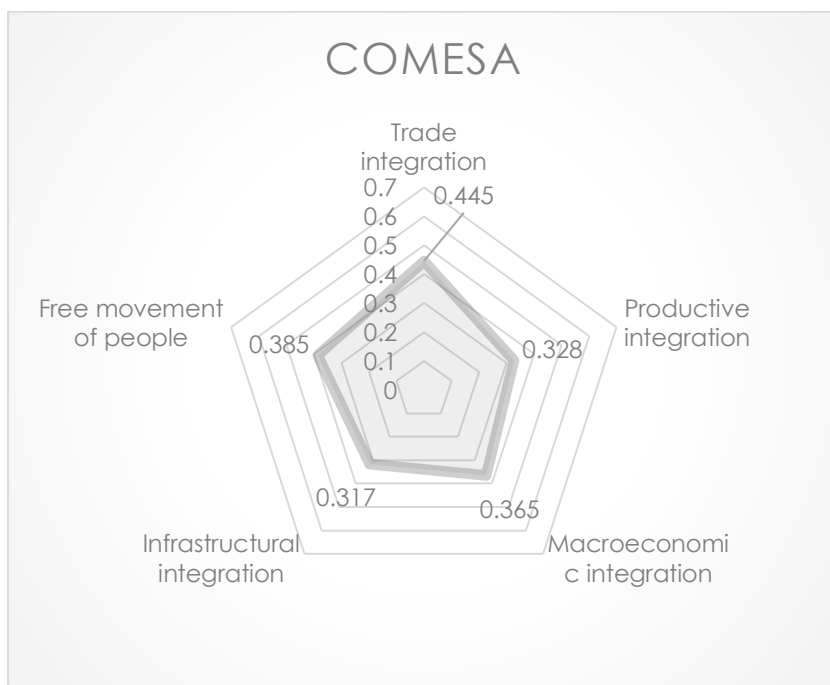
Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,377

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

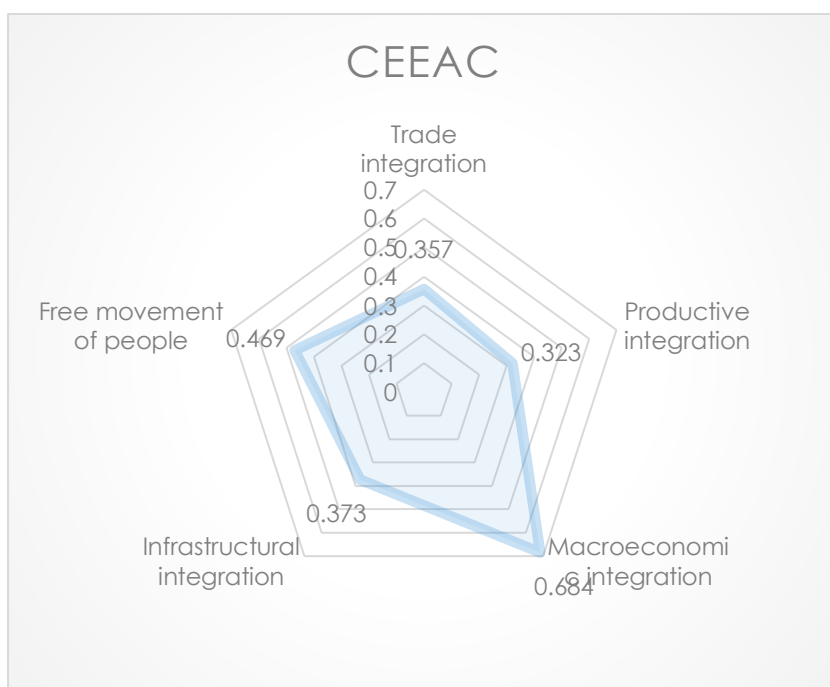
Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,367

Meilleure dimension:
Intégration commerciale

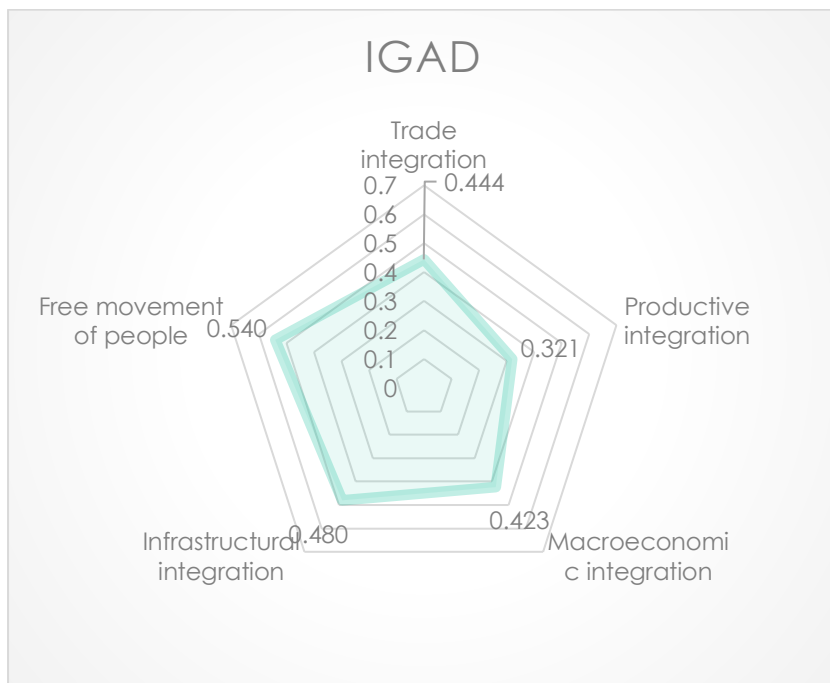
Pire dimension:
Intégration infrastructurelle



Score moyen:
0,442

Meilleure dimension:
Intégration macroéconomique

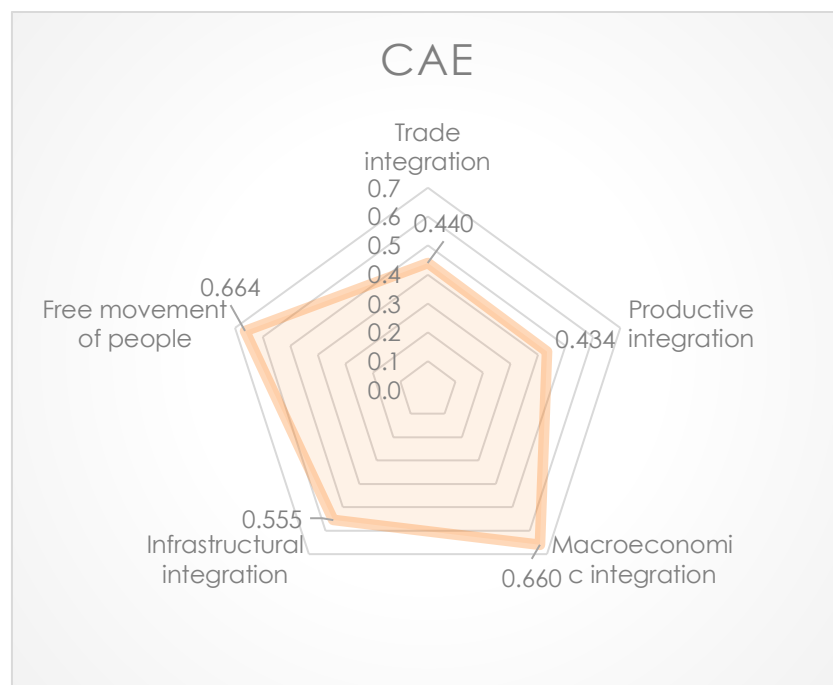
Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,438

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

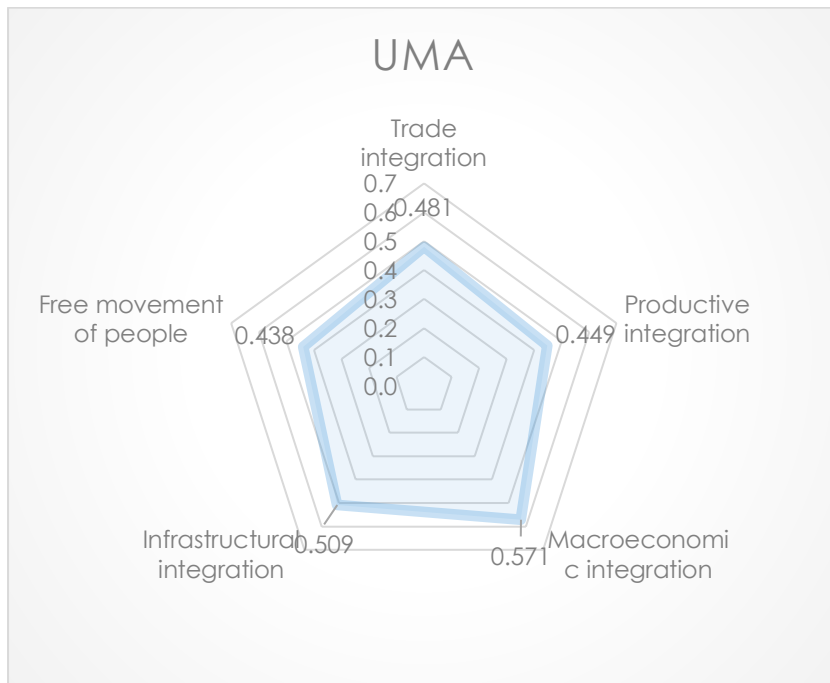
Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,537

Meilleure dimension:
Libre circulation des personnes

Pire dimension:
Intégration productive



Score moyen:
0,438

Meilleure dimension:
Intégration macroéconomique

Pire dimension:
Libre circulation des personnes

Intégration régionale en Afrique

À l'échelle continentale, l'Afrique du Sud est le pays le plus intégré ; il arrive en tête avec un score de 0,625 devant le Kenya qui affiche un score de 0,444. Ils sont suivis du Rwanda, du Maroc et de Maurice avec les scores de 0,434, 0,430 et 0,424, respectivement.

L'Afrique du Sud, pays le plus performant, affiche également les scores les plus élevés dans les dimensions productive et infrastructurelle. Par ailleurs, ce pays figure parmi les quatre meilleurs dans la dimension commerciale et sa performance est moyenne dans la dimension macroéconomique. Son point fort se situe dans la dimension productive où il obtient le score maximum de 1. Il affiche des insuffisances dans le volet de la libre circulation des personnes où il figure parmi les pays les moins performants.

Le Kenya, deuxième pays le mieux intégré du continent, affiche une très bonne performance dans les dimensions productives, infrastructurelle et de la libre circulation des personnes, où il occupe respectivement les septième, huitième et dixième rang. Ce pays figure parmi les plus performants dans la dimension commerciale, étant donné qu'il a ratifié l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Toutefois, il enregistre une faible performance dans la dimension macroéconomique.

Le point fort du Rwanda se trouve dans la dimension macroéconomique où il occupe le quatrième rang. Le pays affiche également une très bonne performance en matière de libre circulation des personnes. En effet, il a rapidement ratifié l'accord sur la ZLECAf et libéralisé la circulation des personnes en signant le Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes, le droit de séjour et le droit d'établissement. Certes, le Kenya affiche l'une des meilleures performances globales, mais il enregistre un faible score dans la dimension productive.

Le Maroc et Maurice occupent respectivement le premier et le deuxième rang dans la dimension macroéconomique, et cela leur permet d'enregistrer un bon score général en matière d'intégration régionale. En outre, les deux pays disposent de bonnes infrastructures : le Maroc est classé quatrième et Maurice sixième dans la dimension infrastructurelle.

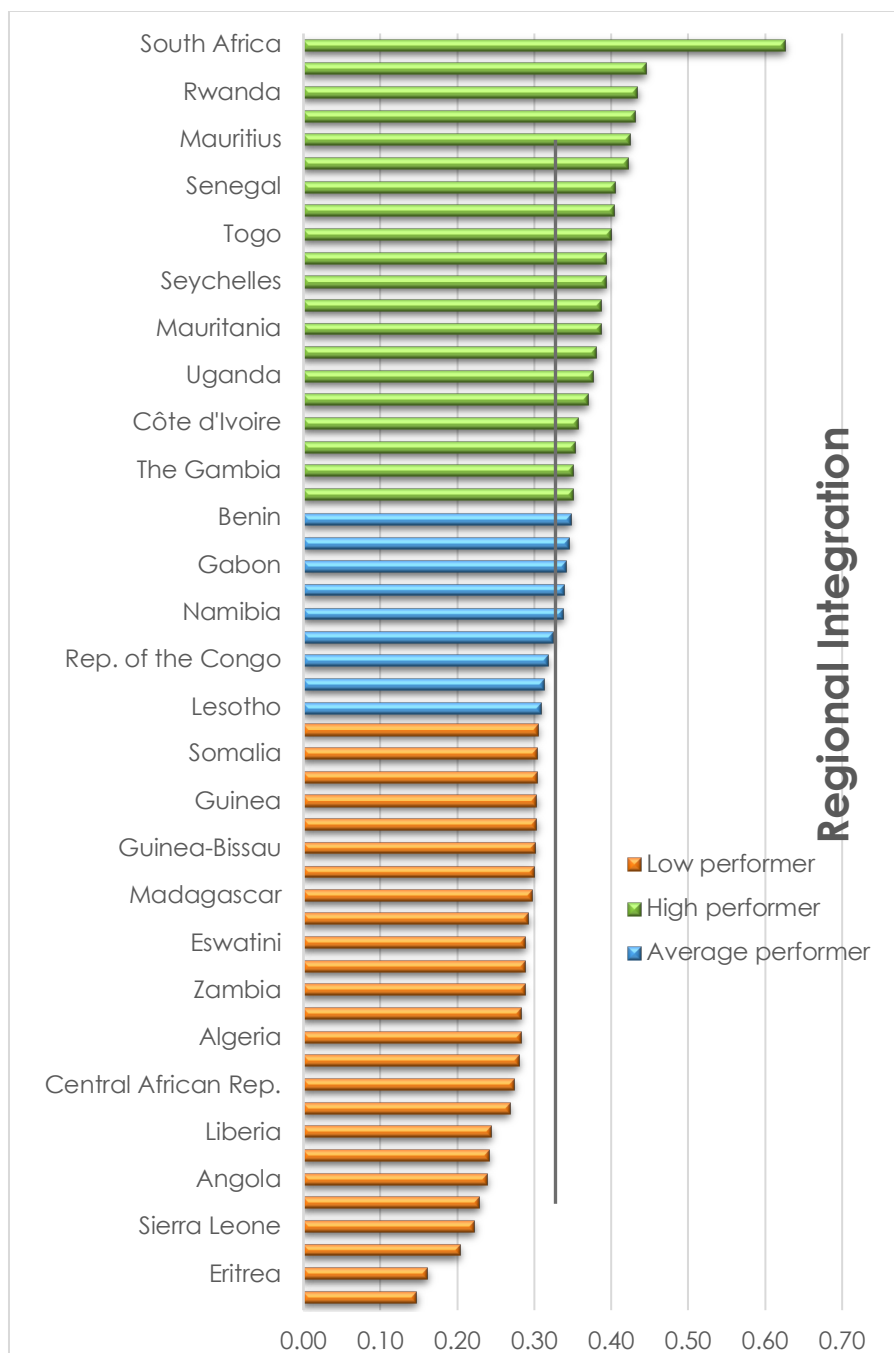
Le Soudan du Sud est le pays africain le moins intégré avec un score de 0,147, derrière l'Érythrée qui affiche un score de 0,161. L'Érythrée figure parmi les six pays les moins performants en termes de libre circulation des personnes, dans les dimensions infrastructurelle, macroéconomique et commerciale. Le Soudan du Sud affiche des insuffisances évidentes dans les dimensions macroéconomique et infrastructurelle où il occupe le dernier rang.

Le Burundi, la Sierra Leone et le Soudan sont également peu performants. Les performances médiocres du Burundi et de la Sierra Leone sont principalement dues au fait qu'ils ne se sont pas engagés à libéraliser la circulation des personnes sur l'ensemble du continent. Le Soudan affiche une performance très faible en matière commerciale.

Le niveau d'intégration général sur le continent africain est faible, avec un score moyen de 0,327. 25 pays sont peu performants et 20 ont des performances élevées (voir Figure 2 pour d'amples informations). Le score maximum enregistré n'est que de 0,625 ; ce qui laisse penser que l'Afrique jouit d'un potentiel considérable pour améliorer l'intégration de ses pays et en

tirer les avantages potentiels. Les pays affichent des scores très disparates, notamment dans les dimensions productive et infrastructurelle. Ils s'en sortent relativement bien dans les dimensions macroéconomique et de la libre circulation des personnes.

Figure 2 : Intégration régionale à l'échelle africaine- Score moyen : 0,327



Intégration commerciale en Afrique

L'Eswatini affiche les meilleures performances en matière d'intégration commerciale avec un score de 0,730, suivi de la Namibie avec 0,715. Ensuite viennent le Lesotho, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe avec les scores de 0,655, 0,627 et 0,550, respectivement.

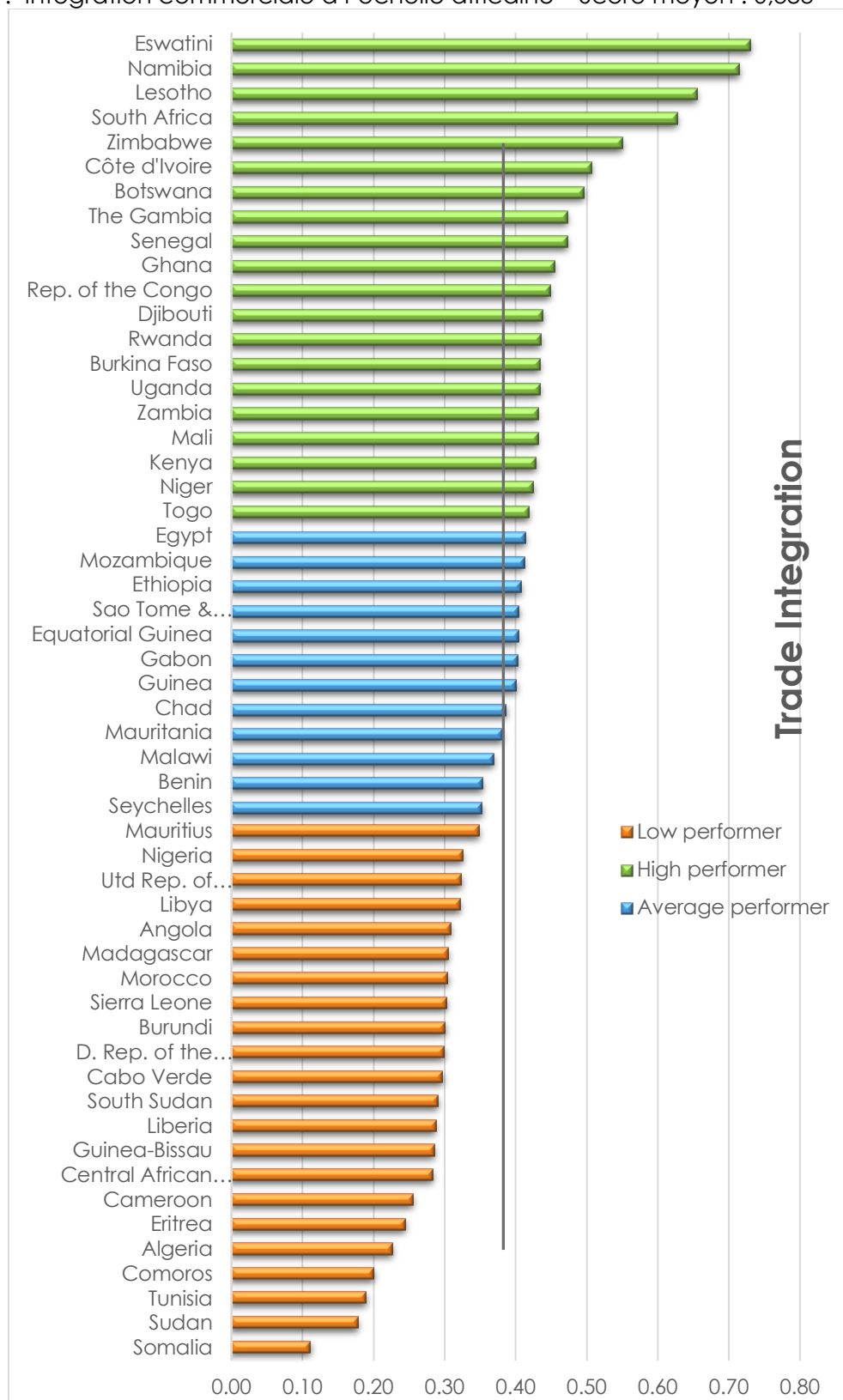
Ce classement reflète la situation actuelle où quatre pays sur cinq membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) occupent les quatre premières places, tandis que le Botswana, cinquième membre, figure au septième rang. La SACU a atteint un niveau élevé de libéralisation commerciale, étant donné qu'elle jouit d'un statut d'union douanière intégrale qui rend les économies de ses membres fortement interdépendantes. Tandis que l'Afrique affiche en moyenne les droits à l'importation et les barrières non douanières les plus élevés par rapport à d'autres régions, il existe une grande hétérogénéité parmi ses pays membres qui se reflète dans leur classement.

Non seulement le Zimbabwe applique un taux tarifaire avantageux dans la région, mais il a également ratifié l'accord sur la ZLECAf. La plupart des pays les plus performants (Eswatini, Namibie, Afrique du Sud et Côte d'Ivoire, par exemple) ont également ratifié cet accord.

La Somalie est le pays le moins intégré dans la dimension commerciale, avec un score de 0,111. Ensuite viennent le Soudan, la Tunisie, les Comores et l'Algérie avec 0,178, 0,189, 0,200 et 0,226, respectivement. La Tunisie, la Somalie, le Soudan les Comores appliquent les droits d'importation les plus élevés de la région. La mauvaise performance de l'Algérie peut être attribuée à la faiblesse de ses importations et exportations dans la région.

L'intégration commerciale dans le continent africain figure généralement dans la tranche inférieure de la grille des scores avec une moyenne de 0,383. 22 pays sont peu performants et seulement 20 affichent des performances élevées (voir Figure 3). Il existe une importante marge d'amélioration, en particulier parce qu'un nombre croissant de pays ratifieront l'accord sur la ZLECAf et s'engagent à libéraliser leurs échanges. Les avantages de cet accord pourraient se propager progressivement à toutes les autres composantes de l'intégration commerciale, étant donné que la libéralisation des échanges induit un accroissement des exportations et des importations, ainsi que la consolidation accrue de l'intégration. Ces avantages devraient s'étendre à d'autres dimensions, accélérant ainsi l'accroissement des capacités et des infrastructures de production afin de satisfaire la demande croissante.

Figure 3 : Intégration commerciale à l'échelle africaine – Score moyen : 0,383



Intégration productive en Afrique

L'Afrique du Sud est inévitablement le chef de file en matière d'intégration productive dans le continent, enregistrant le score maximum de 1. Le Nigeria suit loin derrière en deuxième position avec un score de 0,364 ; ensuite viennent l'Angola, la Tunisie et la Zambie avec les scores de 0,340, 0,340 et 0,324, respectivement.

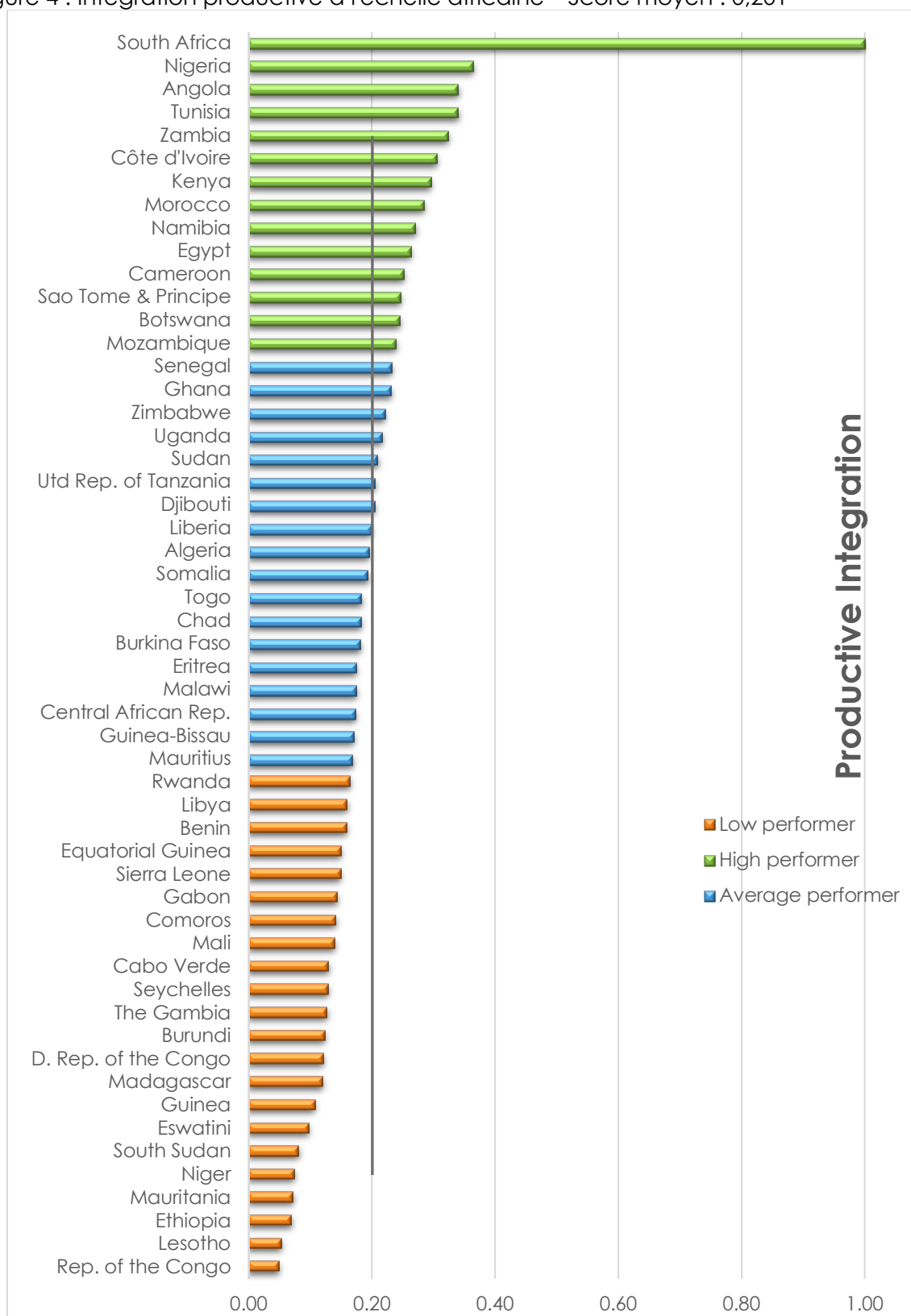
L'Afrique du Sud est le plus grand exportateur et importateur de produits intermédiaires sur le continent et affiche l'indice de complémentarité des échanges (ICE) le plus élevés. Les abondantes exportations de carburant du Nigeria ont contribué à son bon classement. La Tunisie et l'Angola bénéficient d'une bonne complémentarité avec d'autres pays africains. La Zambie apparaît au premier rang grâce aux importantes importations de matériels industriels.

Les pays les moins intégrés sont la République du Congo, le Lesotho, l'Éthiopie, la Mauritanie et le Niger. La faiblesse de ses exportations de produits intermédiaires constitue le point faible de la République du Congo, le pays le moins performant. Le Lesotho présente une très faible complémentarité en matière de production dans le continent et le Niger affiche de faibles importations de produits intermédiaires. Les autres pays peu performants enregistrent de faibles scores en matière d'exportations de produits intermédiaires.

En général, l'Afrique est peu intégrée dans la dimension productive qui enregistre le plus faible score moyen, soit 0,201, et 33 pays affichent un score inférieur à cette moyenne (voir Figure 4). En conséquence, la production n'est pas géographiquement dispersée sur le continent et les pays ne tirent pas profit des avantages comparatifs qui varient d'un pays à l'autre. Cette situation peut être imputée en grande partie au déficit ou à l'inexistence des moyens logistiques nécessaires pour que l'offre régionale soit opérationnelle.

Aussi est-il grand temps que les pays africains améliorent leurs capacités productives. Cela peut se faire à travers une meilleure coordination du commerce et des politiques d'investissement panafricains, ainsi qu'une coopération accrue entre les acteurs des secteurs public et privé.

Figure 4 : Intégration productive à l'échelle africaine – Score moyen : 0,201



Intégration macroéconomique en Afrique

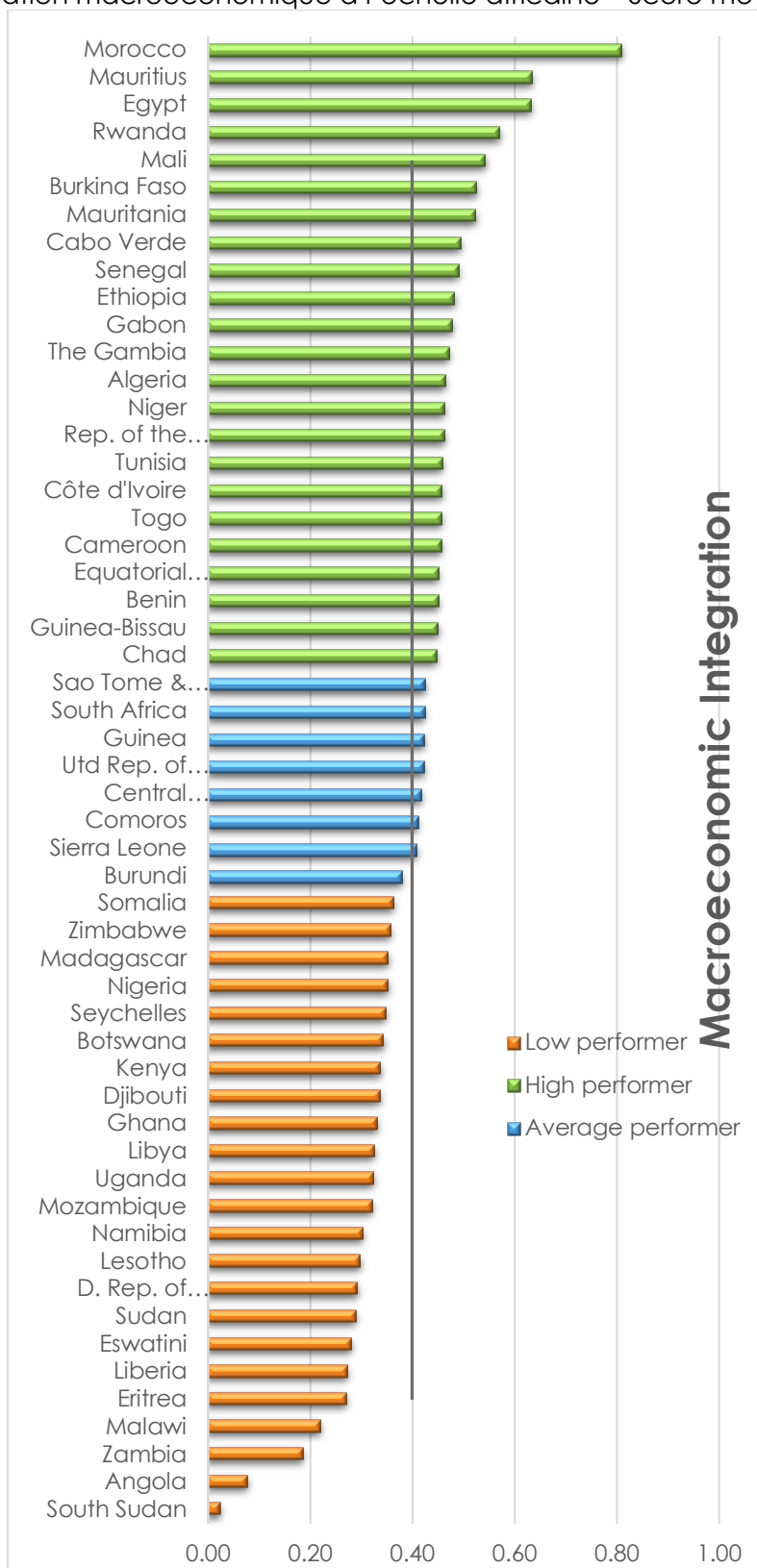
Le Maroc est le pays le plus intégré en Afrique dans la dimension macroéconomique, avec un score de 0,809, loin devant Maurice qui affiche un score de 0,633. Ils sont suivis de l'Égypte, du Rwanda et du Mali avec 0,632, 0,570 et 0,542, respectivement.

Les pays les plus performants sont ceux dont les monnaies sont facilement convertibles en d'autres devises telles que le franc rwandais et le dirham marocain. L'Égypte, le Maroc et Maurice affichent également le plus grand nombre de traités bilatéraux d'investissement (TBI) en vigueur ; ces facteurs permettent de consolider leur classement dans cette dimension.

Le Soudan du Sud et l'Angola sont les pays les moins intégrés au plan macroéconomique, avec des scores proches de zéro (0,023 et 0,077, respectivement). Les autres pays peu performants sont la Zambie, le Malawi et l'Érythrée avec 0,185, 0,219 et 0,270, respectivement. Le Soudan du Sud affiche le taux d'inflation le moins avantageux par rapport à d'autres pays africains et aucun TBI. Les pays dont les monnaies ne sont pas convertibles enregistrent de mauvaises performances.

Le continent affiche un score moyen modéré de 0,399. Toutefois, il existe une grande hétérogénéité d'un pays à l'autre avec un écart d'environ 0,8 entre le pays le plus performant et le moins performant (voir Figure 5). Cette situation est essentiellement imputable au taux d'inflation exorbitant enregistré par certains pays peu performants. Des politiques financières et monétaires judicieuses et coordonnées doivent être prioritaires pour assurer la stabilité économique du continent. Un climat économique sain devrait, quant à lui, contribuer à accroître les investissements transfrontaliers et à consolider l'intégration macroéconomique.

Figure 5 : Intégration macroéconomique à l'échelle africaine – Score moyen : 0,399



Intégration infrastructurelle en Afrique

L'Afrique du Sud figure au premier rang en matière d'intégration infrastructurelle avec un score de 0,898, loin devant les autres pays les mieux intégrés ; il est suivi de l'Égypte, des Seychelles, du Maroc et de la Tunisie qui affichent les scores de 0,585, 0,531, 0,530 et 0,498, respectivement.

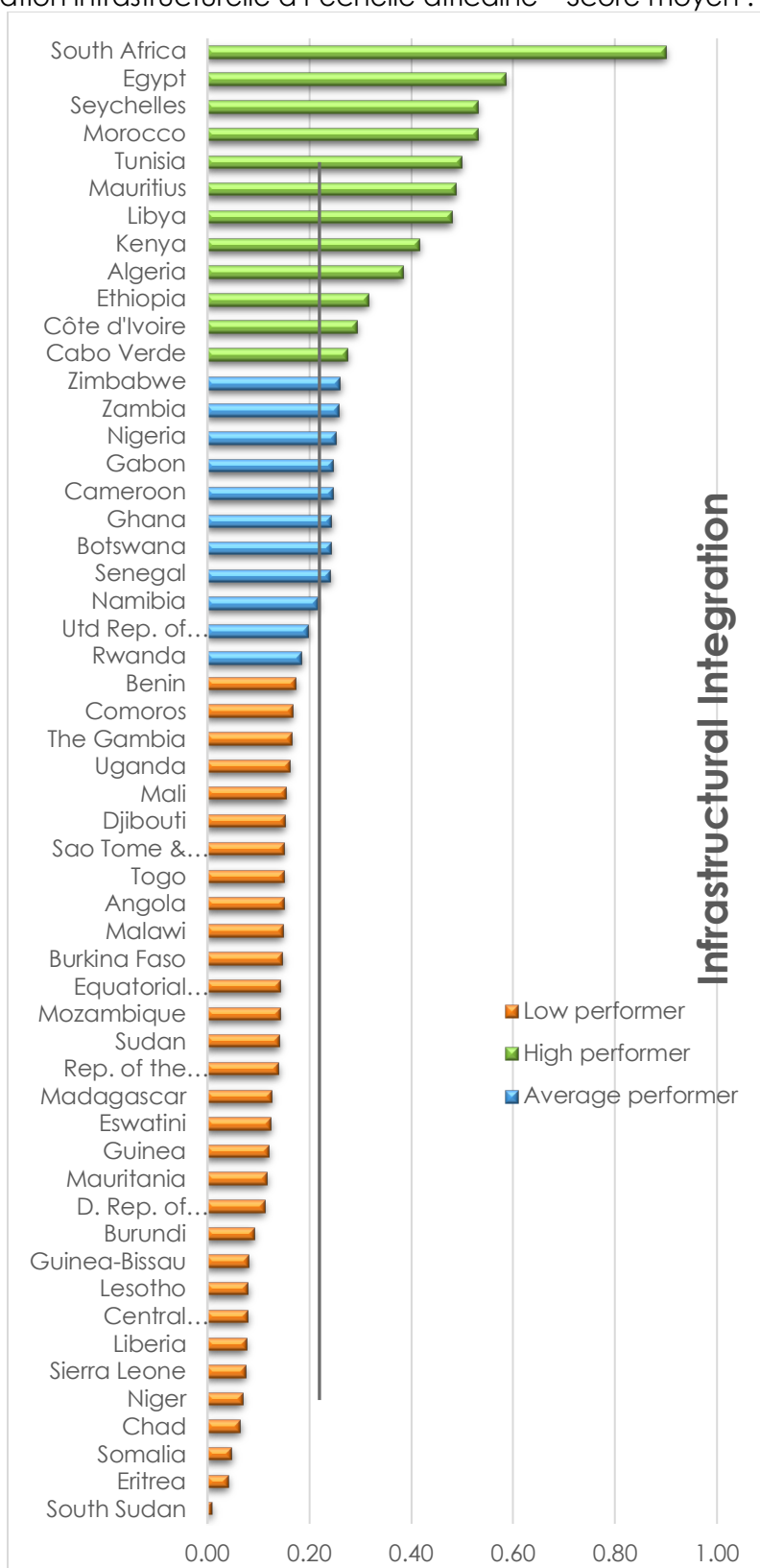
L'Afrique du Sud est bien connecté par air ; le pays a les meilleures liaisons aériennes du continent qui permettent à ses citoyens et aux ressortissants de tous les autres pays africains de circuler à travers le continent ; le Maroc et la Tunisie disposent également de bonnes liaisons aériennes. Les Seychelles ont les meilleures infrastructures, suivis de l'Égypte selon l'indice composite des infrastructures de la BAD qui permet d'évaluer le développement des infrastructures en Afrique.

Les pays les moins intégrés dans la dimension infrastructurelle sont le Soudan du Sud, l'Érythrée, la Somalie, le Tchad et le Niger qui affichent tous un score inférieur à 0,07. La Somalie, le Soudan du Sud, le Niger et le Tchad ont les infrastructures les moins développés suivant l'indice composite de la BAD. Les mauvaises liaisons aériennes sur le continent constituent le point faible de l'Érythrée.

L'Afrique est à la traîne en matière d'intégration infrastructurelle comme en témoigne son faible score moyen de 0,220. De nombreux pays affichent des scores proches de zéro et cela contribue à la faible intégration générale de la région et à la sous-performance qui en découle. Un nombre stupéfiant de 31 pays d'Afrique sont classés comme peu performants et seulement onze affichent une performance moyenne (voir Figure 6).

L'intégration régionale n'est pas possible sans de bonnes infrastructures. Dans notre monde fortement technologique, des liens économiques prospères au plan commercial, financier, productif et social sont tributaires d'infrastructures économiques bien conçus. Les politiques doivent mettre en place des stratégies susceptibles de combler le déficit d'infrastructures en Afrique.

Figure 6 : Intégration infrastructurelle à l'échelle africaine – Score moyen : 0,220



Libre circulation des personnes en Afrique

Les Comores, Djibouti et la Somalie partagent le premier rang en matière de libre circulation des personnes avec des scores proches de 1. Ils sont suivis de la Mauritanie et du Mozambique avec 0,951 et 0,944, respectivement.

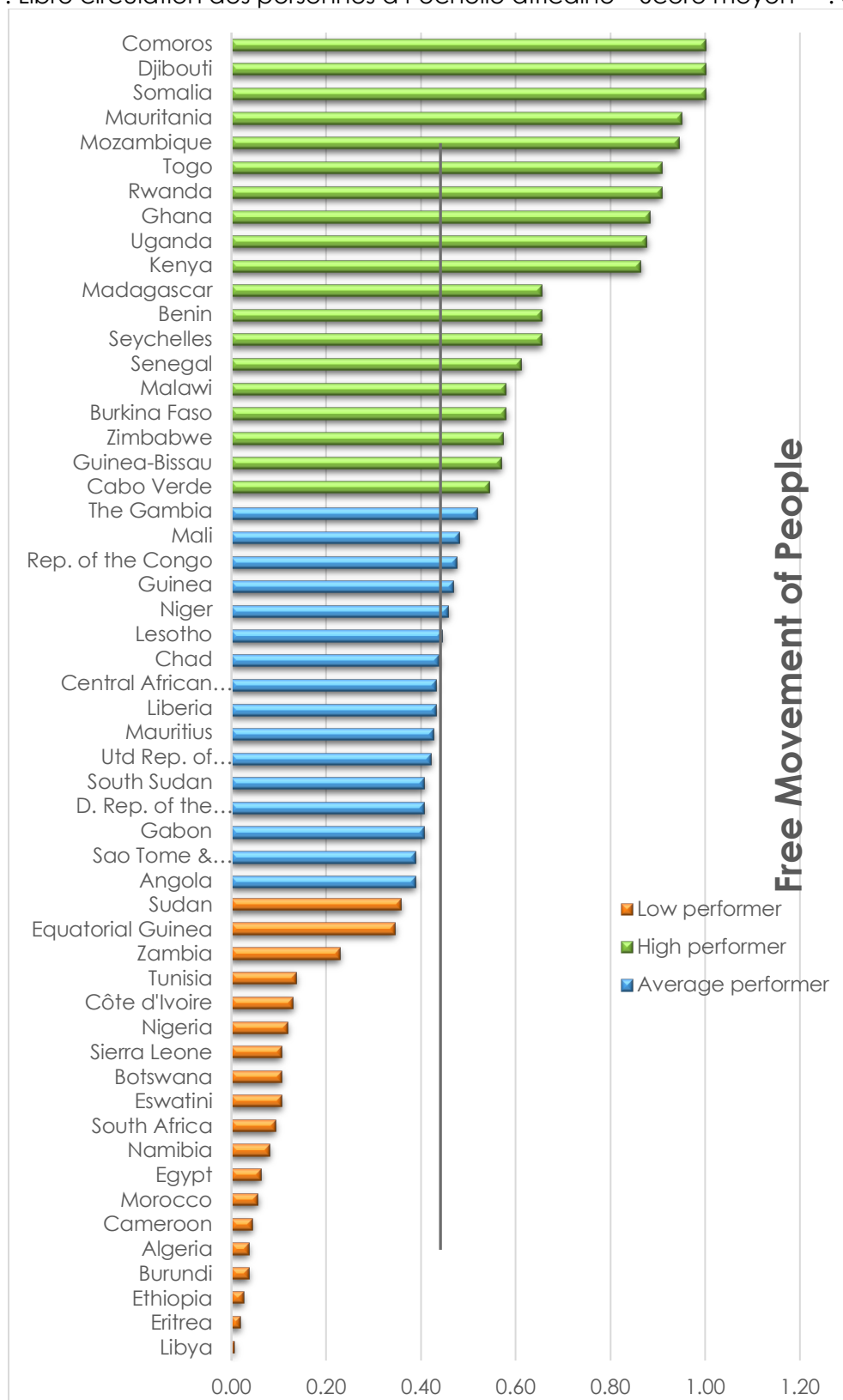
Selon les données de la BAD relatives à l'ouverture sur les visas, les citoyens des 53 pays africains peuvent obtenir un visa à leur arrivée en Somalie, à Djibouti et aux Comores ; leurs politiques de visa et leur adhésion au Protocole sur la libre circulation des personnes signé en mars 2018 à Kigali les classent parmi les pays les plus performants dans cette dimension. Les cinq pays les plus performants figurent tous parmi ceux qui ont signé le Protocole.

La Libye, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Burundi et l'Algérie sont les pays les moins intégrés en matière de libre circulation, avec des scores proches de 0. Tous les pays faiblement intégrés n'ont pas signé le Protocole sur la libre circulation des personnes et la plupart des citoyens africains ont besoin d'un visa pour entrer dans ces pays.

Les scores des pays sur le continent sont très disparates, étant donné que de nombreux pays affichent un score inférieur à 0,1, bien en deçà de la moyenne africaine de 0,441 (voir Figure 7).

Cette réalité met en évidence les difficultés que les citoyens africains rencontrent actuellement lors de leurs voyages, ce qui entrave les transactions commerciales, le tourisme et une intégration accrue en général. L'adhésion au Protocole et une plus grande ouverture sur les visas contribueront à améliorer les scores des pays peu performants.

Figure 7 : Libre circulation des personnes à l'échelle africaine – Score moyen : 0,441



Intégration régionale au sein de la SADC

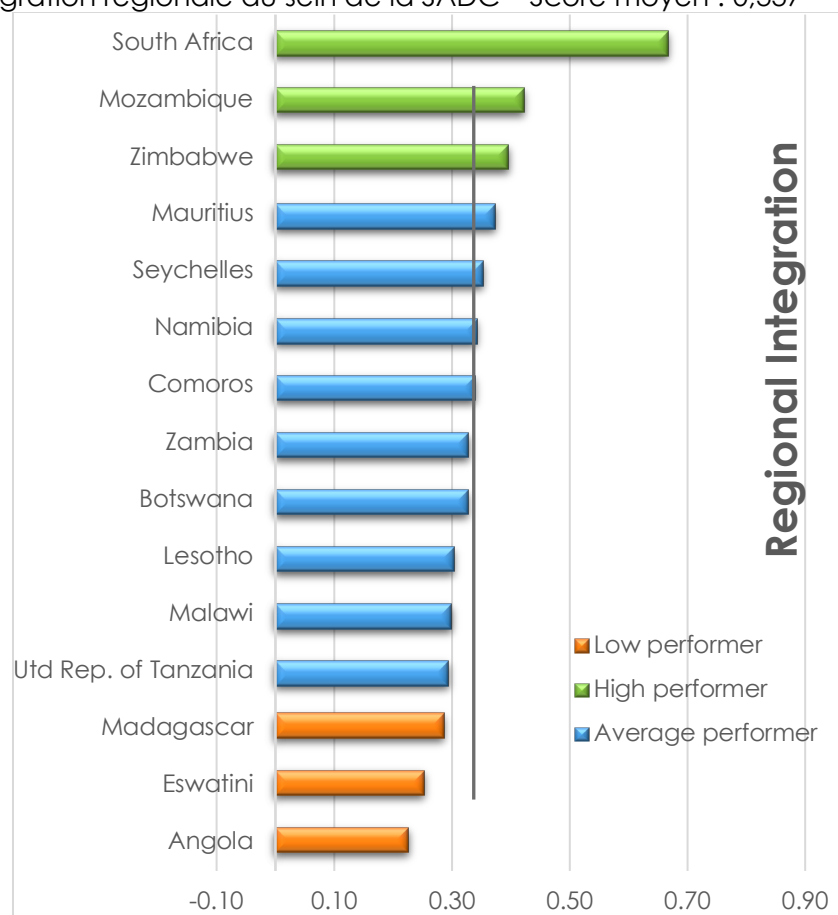
La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) compte 16 membres avec la dernière adhésion des Comores. L'objectif de la communauté est d'améliorer le niveau et la qualité de vie des populations de l'Afrique australe et de soutenir les personnes socialement défavorisées par le biais de l'intégration régionale.

Comme l'illustre la Figure 8, l'Afrique du Sud est le pays le plus performant de la SADC, suivie du Mozambique et du Zimbabwe avec les scores de 0,667, 0,422 et 0,395, respectivement. L'Afrique du Sud a une bonne avance sur les autres pays ; elle est également chef de file dans les dimensions productives et infrastructurelles. Le Mozambique et le Zimbabwe occupent respectivement le deuxième et le troisième rang en matière de libre circulation des personnes et le premier s'en sort bien également dans la dimension macroéconomique.

Le pays le moins performant est la République démocratique du Congo avec un score de 0,188 ; il est le deuxième pays le moins performant dans les dimensions commerciale et infrastructurelle. L'Angola et l'Eswatini sont les autres pays peu performants de la SADC avec les scores de 0,226 et 0,253, respectivement.

La SADC affiche un faible score moyen de 0,337 avec seulement trois membres très performants et 8 membres sur 16 sont classés parmi les performances moyennes. Cette région a le potentiel nécessaire pour améliorer ses performances globales compte tenu de son faible score maximum de 0,667.

Figure 8 : Intégration régionale au sein de la SADC – Score moyen : 0,337

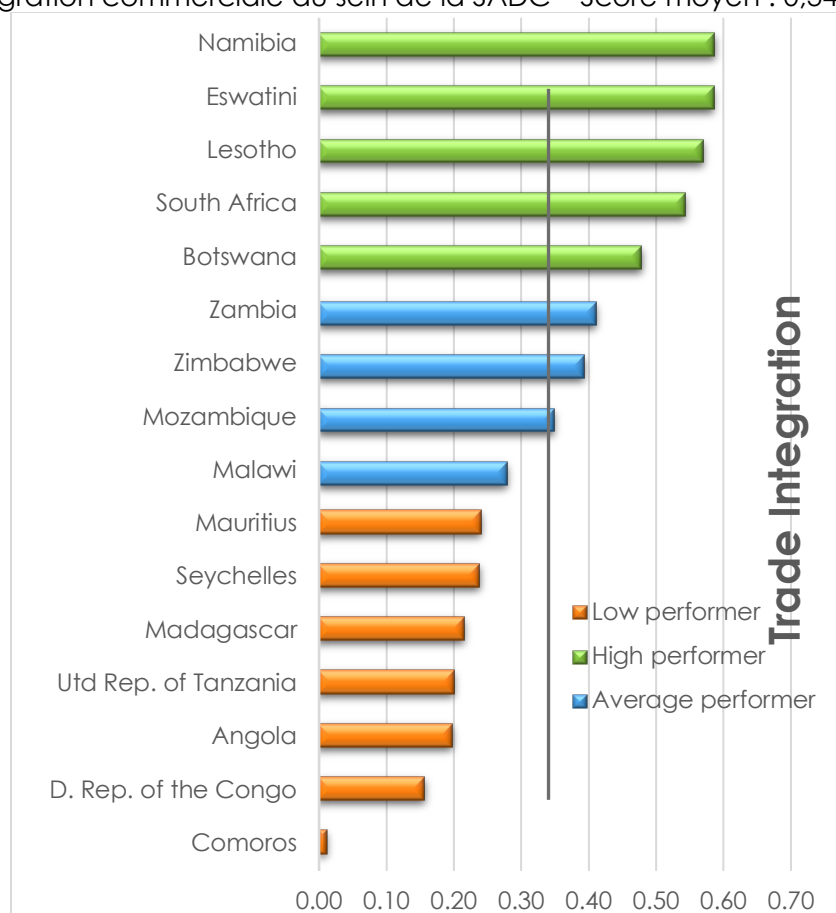


Intégration commerciale au sein de la SADC

La Namibie, l'Eswatini et le Lesotho sont les trois pays les plus intégrés dans la dimension commerciale avec les scores de 0,586, 0,585 et 0,569, respectivement. Ils sont tous membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), y compris l'Afrique du Sud et le Botswana, qui occupent les quatrième et cinquième rang respectivement en matière d'intégration commerciale. Les trois premiers pays sont en tête des exportations vers la région.

Le score moyen de la communauté est de 0,340, étant donné que sept pays sont classés parmi les moins performants. Les Comores sont le pays le moins intégrés avec un score de 0,012 ; sa part des échanges régionaux est la plus faible et son régime tarifaire est le plus désavantageux par rapport aux autres pays de la région. La République démocratique du Congo et l'Angola suivent avec les scores de 0,156 et 0,197, respectivement. Le premier applique un régime tarifaire très peu avantageux alors que l'Angola a une faible part des importations et des exportations de la région (voir Figure 9.)

Figure 9 : Intégration commerciale au sein de la SADC – Score moyen : 0,340



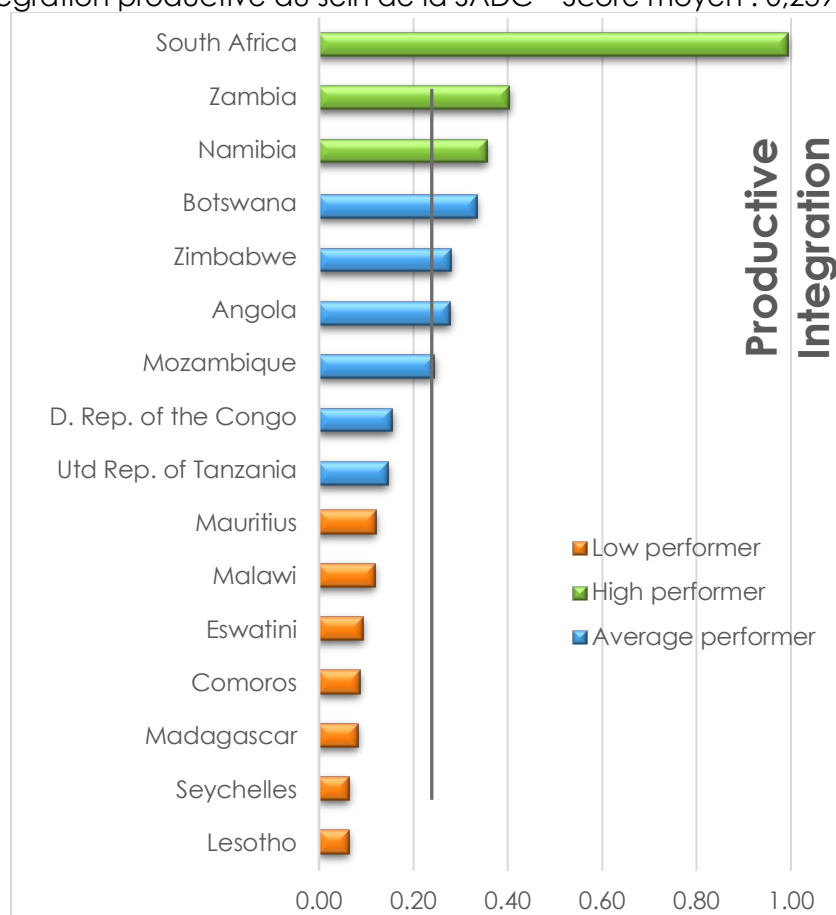
Intégration productive au sein de la SADC

L'Afrique du Sud a une bonne avance sur les autres pays en matière d'intégration productive, avec un score de 0,993. La Zambie et la Namibie suivent loin derrière avec les scores de 0,404 et 0,355, respectivement. L'Afrique du Sud affiche le meilleur indice de complémentarité des échanges et les meilleures exportations de biens intermédiaires dans la région. La Zambie enregistre les meilleures importations de biens intermédiaires. La Namibie, troisième pays le plus performant en termes d'intégration productive, affiche une bonne performance globale.

Les trois pays les moins performants obtiennent des scores proches de zéro : Eswatini (0,059), Lesotho (0,069) et Seychelles (0,077). L'Eswatini et le Lesotho affichent de faibles indices de complémentarité des échanges et une faible part des exportations ; Les Seychelles figurent au dernier rang des importations et des exportations de biens intermédiaires dans la région, bien qu'ayant des potentialités en matière de complémentarité des échanges.

La SADC pâtit d'une faible intégration productive avec un score moyen de 0,239 et sept pays classés parmi les moins performants. Il existe un énorme écart de 0,93 entre le meilleur et le moins performant, ce qui indique des possibilités d'amélioration considérables (voir Figure 10).

Figure 10 : Intégration productive au sein de la SADC – Score moyen : 0,239



Intégration macroéconomique au sein de la SADC

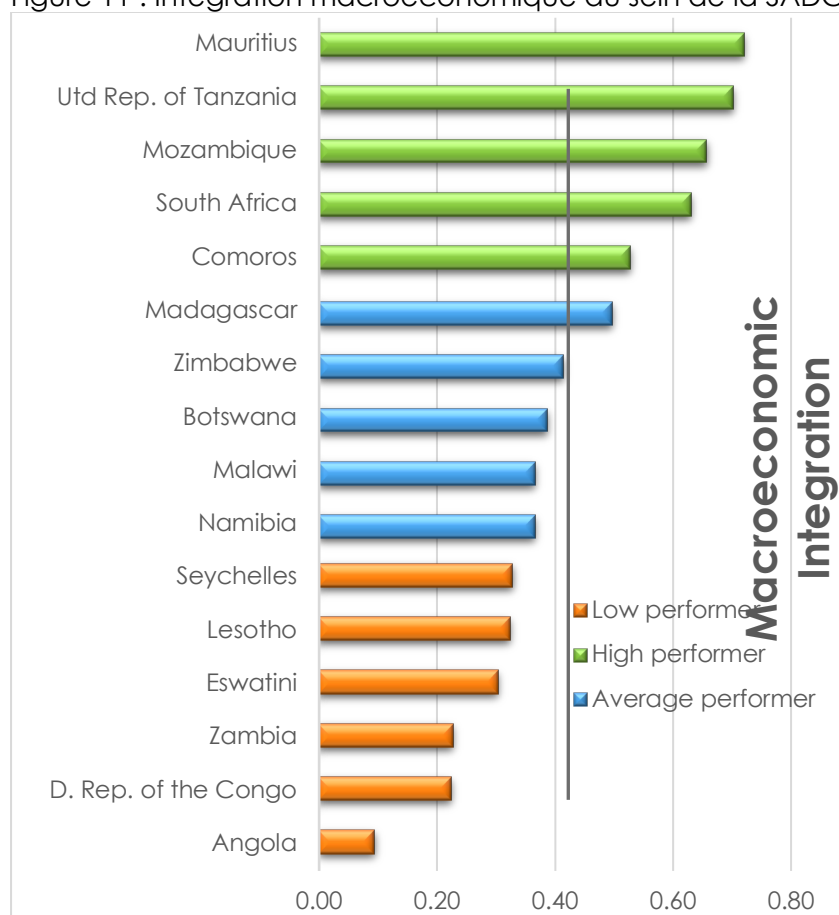
Comme l'illustre la Figure 11, Maurice est le pays le plus prospère en matière d'intégration macroéconomique avec un score de 0,720. Il est suivi de la République unie de Tanzanie et du Mozambique qui affichent les scores de 0,701 et 0,656, respectivement.

Maurice a le plus grand nombre de traités bilatéraux d'investissement en vigueur et, avec les Comores et le Botswana, le taux d'inflation le plus avantageux. La convertibilité facile des monnaies du Mozambique et de la Tanzanie constitue le point fort de ces pays.

L'Angola, pays le moins intégré avec un score de seulement 0,093, affiche le différentiel d'inflation le moins avantageux de la région. Les autres pays les moins performant sont la République démocratique du Congo et la Zambie qui affichent les scores de 0,223 et 0,226, respectivement ; ils n'ont pas de traités d'investissement en vigueur dans la région et leurs monnaies ne sont pas facilement convertibles.

La SADC affiche un score moyen relativement modéré de 0,422 dans cette dimension. Un accroissement des investissements transfrontaliers dans la région favoriserait considérablement l'intégration régionale.

Figure 11 : Intégration macroéconomique au sein de la SADC – Score moyen : 0,422



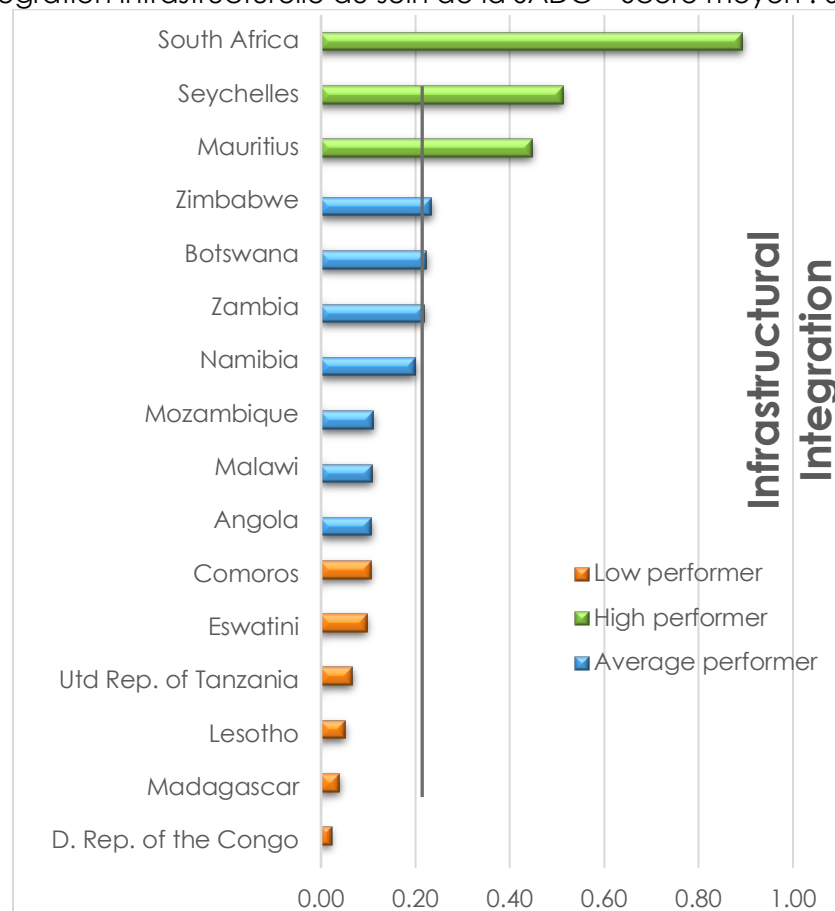
Intégration infrastructurelle au sein de la SADC

L'Afrique du Sud est inévitablement le pays de la SADC le plus intégré en matière d'infrastructures, au regard de son score élevé de 0,893. Les Seychelles et Maurice suivent avec les scores de 0,512 et 0,446, respectivement. L'Afrique du Sud affiche le score le plus élevé en matière de connectivité des vols et les Seychelles sont le meilleur pays de la SADC suivant l'indice composite des infrastructures de la BAD, tandis que Maurice figure au troisième rang de cet indice.

Les cinq pays les moins performants affichent des scores proches de 0, les trois derniers étant la République démocratique du Congo, Madagascar et le Lesotho. Leurs performances sont médiocres en matière de liaisons aériennes et de développement des infrastructures.

La plus faible performance de la région concerne l'intégration infrastructurelle qui affiche le plus faible score moyen, soit 0,214. Sept de ses membres sont peu performants avec des scores proches de 0. D'énormes disparités existent entre les plus performants et les moins performants (voir Figure 12). L'investissement dans les infrastructures est crucial dans les pays les moins performants pour poursuivre l'intégration au sein de la communauté.

Figure 12 : Intégration infrastructurelle au sein de la SADC – Score moyen : 0,214

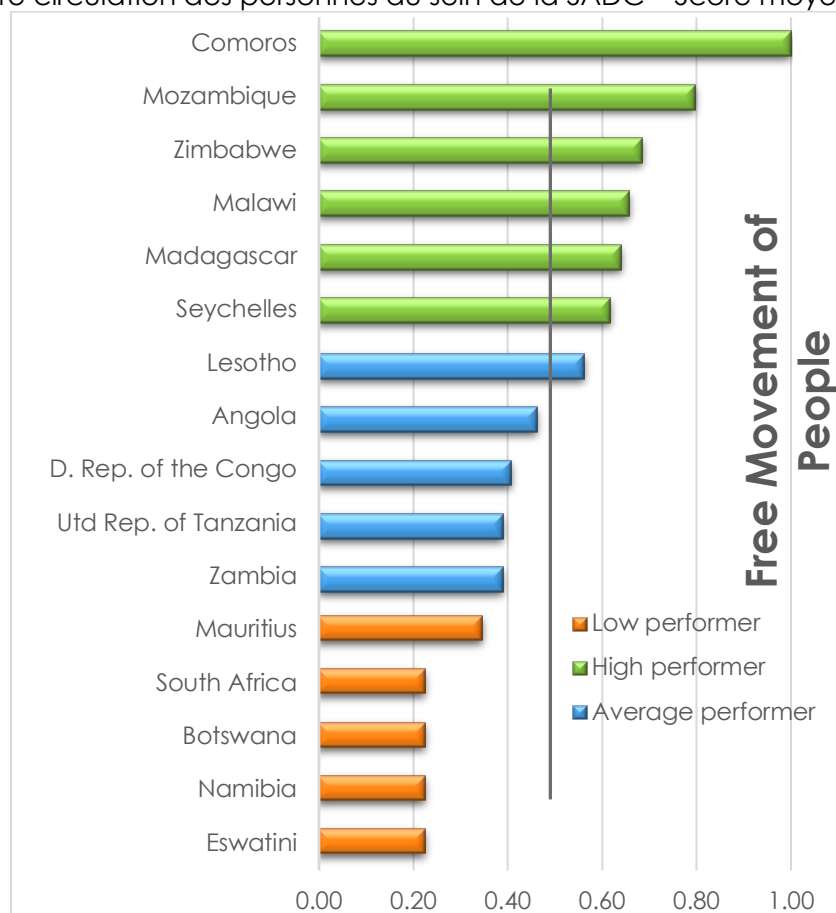


Libre circulation des personnes au sein de la SADC

Les Comores arrivent en tête en matière de libre circulation des personnes au sein de la communauté et affichent le score le plus élevé. L'île a adhéré au Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes et applique une politique de visas libérale vis-à-vis des membres de la communauté. Le Mozambique et le Zimbabwe suivent avec les scores de 0,797 et 0,683 respectivement (voir Figure 13) ; ils ont également adhéré au Protocole sur la libre circulation des personnes et appliquent une politique de visas avantageuse. À l'inverse, les pays les moins performants (Eswatini, Namibie et Botswana) appliquent une politique plus stricte en matière de visas et n'ont pas adhéré au Protocole sur la libre circulation des personnes.

Néanmoins, la région affiche un score moyen modéré de 0,490.

Figure 13 : Libre circulation des personnes au sein de la SADC – Score moyen : 0,490



Intégration régionale au sein de la CEDEAO

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) compte 15 membres. Il s'agit en principe à la fois d'un marché commun visant à harmoniser les taxes et d'une union douanière qui applique un tarif extérieur commun depuis janvier 2015.

La Côte d'Ivoire est le pays le plus performant de la CEDEAO comme l'illustre la Figure 14 avec un score de 0,667 devant le Burkina Faso et le Sénégal qui affichent 0,561 et 0,516, respectivement. La Côte d'Ivoire est chef de file dans les dimensions commerciale, productive et infrastructurelle. Le Burkina Faso occupe la première place en matière de libre circulation des personnes. Le Sénégal est deuxième en matière d'intégration infrastructurelle.

Le Liberia est le pays le moins performant derrière la Guinée-Bissau et la Sierra Leone avec les scores de 0,298, 0,314 et 0,316, respectivement. Les dimensions commerciale et infrastructurelle constituent les points faibles de ces pays (voir Figure 14).

Dans l'ensemble, la communauté économique régionale de la CEDEAO affiche un score modéré de 0,425, mais son faible score maximum indique que la communauté ne fonctionne pas à son plein potentiel.

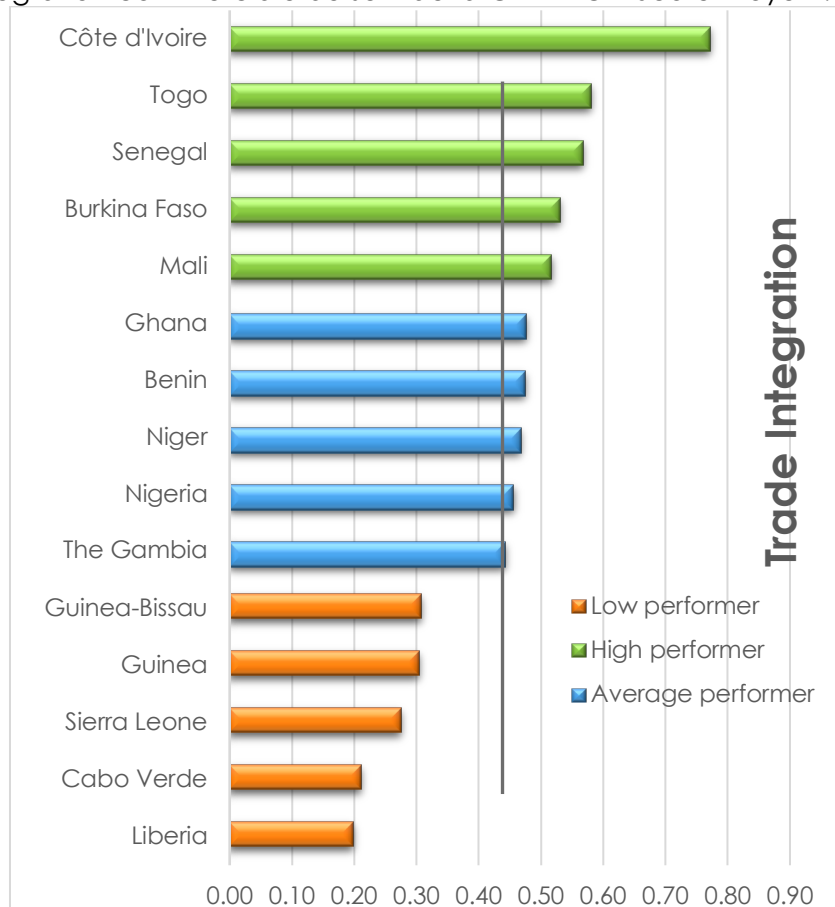
Intégration commerciale au sein de la CEDEAO

La Côte d'Ivoire, le Togo et le Sénégal sont les pays les plus performants dans la dimension commerciale avec les scores de 0,772, 0,580 et 0,567, respectivement (voir Figure 15). La Côte d'Ivoire arrive en tête en matière d'échanges intra-CEDEAO, tandis que le Togo affiche la meilleure part des exportations par rapport au PIB de la région. Le Sénégal applique une politique tarifaire avantageuse et figure au troisième rang des exportations dans la région.

Le Liberia, le Cap-Vert et la Sierra Leone sont les pays les moins performants avec les scores de 0,198, 0,210 et 0,275, respectivement. Le Liberia et le Cap-Vert sont les pays les moins performants, en raison de leur faible part des échanges, et de leurs exportations et importations régionales médiocres. La Sierra Leone a le régime tarifaire le plus défavorable.

La région affiche un score moyen modéré de 0,438, étant donné que cinq pays sont classés parmi les plus performants en matière d'intégration commerciale.

Figure 14 : Intégration commerciale au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,438

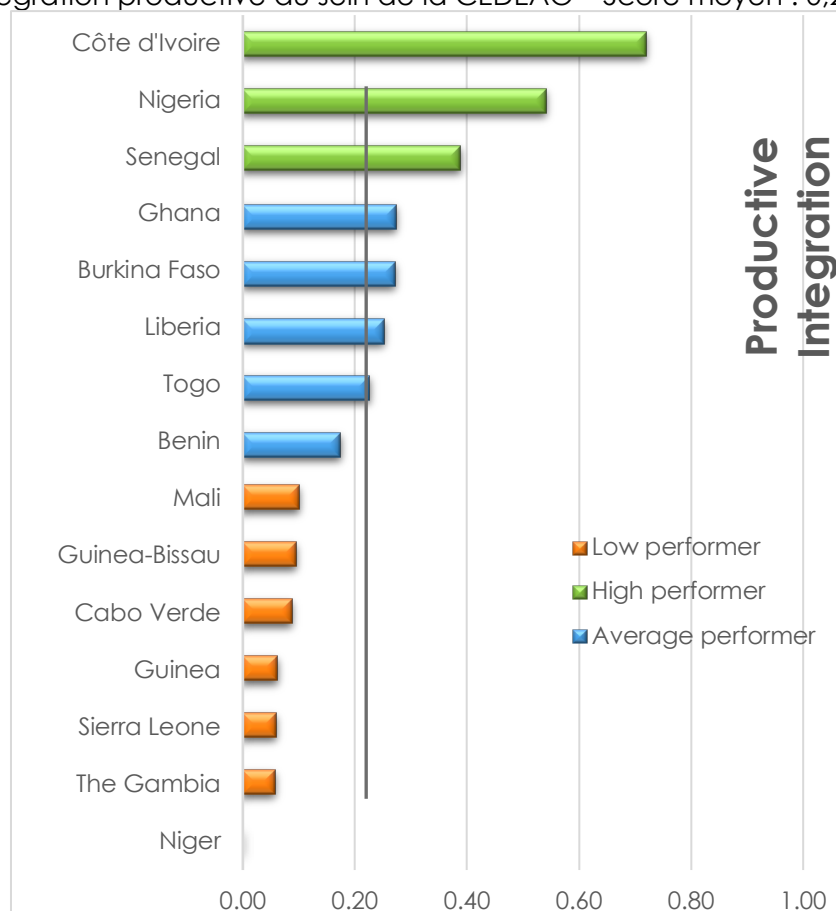


Intégration productive au sein de la CEDEAO

Comme l'illustre la Figure 16, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Sénégal sont les pays les plus performants dans la dimension productive, avec les scores de 0,718, 0,540 et 0,388, respectivement. La Côte d'Ivoire affiche le meilleur indice de complémentarité des échanges et les meilleures Importations de biens intermédiaires dans la région. Les exportations de biens intermédiaires constituent le point fort du Nigeria. Le Sénégal affiche une bonne performance globale.

La CEDEAO est peu performante dans la dimension productive avec un faible score moyen de 0,220 et sept pays classés parmi les moins performants. Le Niger affiche un score de zéro pour toutes les variables prises en compte et il est en conséquence le pays le moins intégré. La Gambie et la Sierra Leone figurent également parmi les pays les moins performants en matière d'intégration productive avec les scores de 0,0057 et 0,060 respectivement. Leurs exportations et importations de biens intermédiaires sont très faibles.

Figure 15 : Intégration productive au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,220



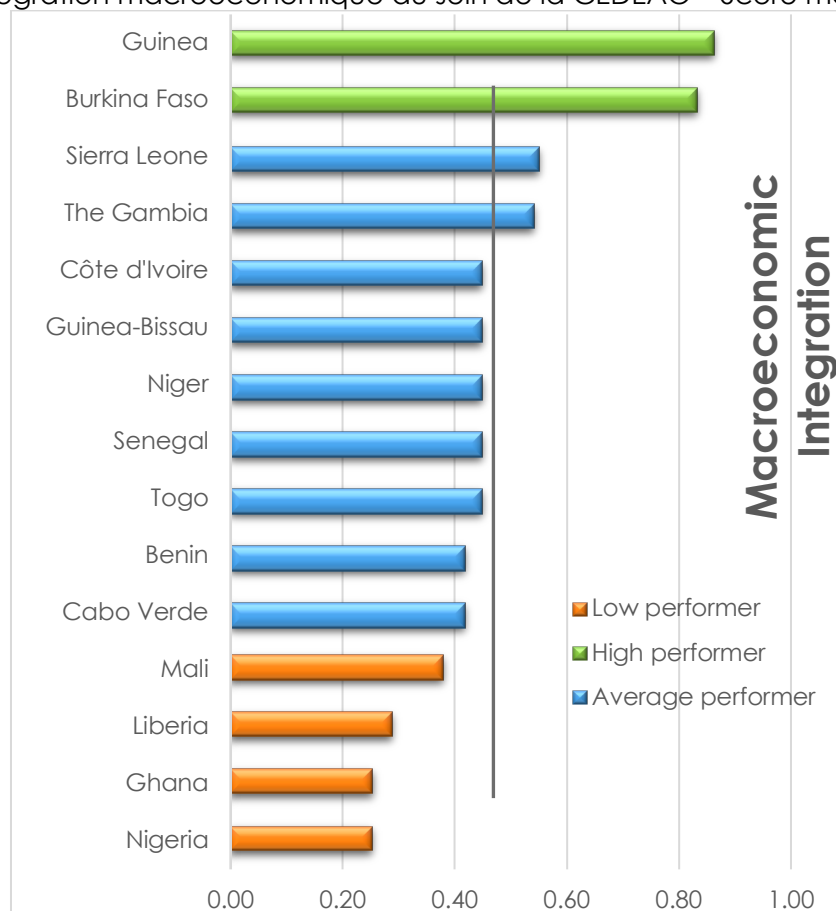
Intégration macroéconomique au sein de la CEDEAO

La Guinée et le Burkina Faso sont les pays qui ont le mieux réussi en matière d'intégration macroéconomique, avec les scores de 0,862 et 0,832 respectivement (voir Figure 17), bien plus élevés que ceux du reste de la communauté. Ils doivent leur classement avantageux aux traités bilatéraux d'investissement en vigueur.

La CEDEAO affiche un score moyen relativement modéré de 0,469 dans cette dimension, avec un score maximum de 0,862. La plupart des pays affichent des performances moyennes.

Le Nigeria, le Ghana et le Liberia sont les pays les moins performants avec les scores de 0,252, 0,253 et 0,288, respectivement. Le Nigeria et le Ghana affichent le différentiel d'inflation le plus défavorable de la région et le Liberia a la pire convertibilité monétaire.

Figure 16 : Intégration macroéconomique au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,469



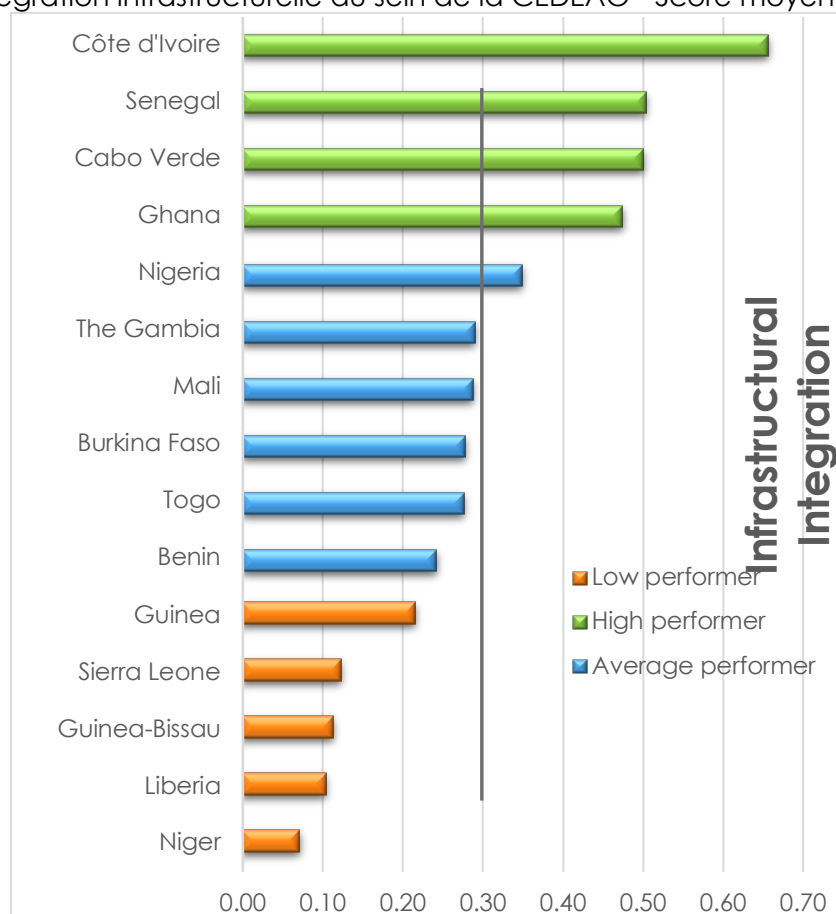
Intégration infrastructurelle au sein de la CEDEAO

Les pays les plus intégrés sur le plan infrastructurel sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Cap-Vert qui affichent les scores de 0,656, 0,503 et 0,5, respectivement (voir Figure 18). La Côte d'Ivoire obtient le score le plus élevé en matière de connectivité des vols, tandis que le Sénégal figure au deuxième rang pour cette variable. Le Cap-Vert est le meilleur pays de la CEDEAO en termes d'indice composite des infrastructures de la BAD, mais il affiche les plus mauvaises performances en matière de liaisons aériennes.

Le Niger, le Liberia et la Guinée-Bissau sont les pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,071, 0,103 et 0,113, respectivement. Le Niger affiche le plus faible indice de développement des infrastructures de la BAD, tandis que les autres pays ont des liaisons aériennes peu satisfaisantes dans la région.

Le score moyen de la région en matière d'intégration infrastructurelle est de 0,299, chiffre relativement faible par rapport aux autres dimensions.

Figure 17 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEDEAO - Score moyen : 0,299



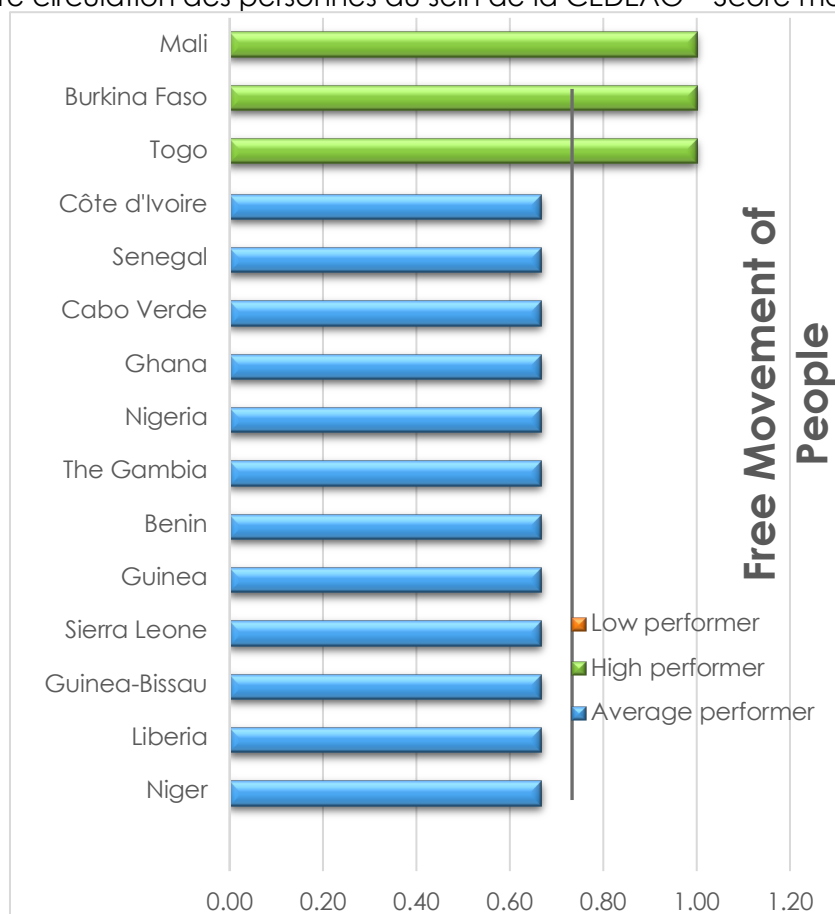
Libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO

La Figure 19 indique que le Mali, le Burkina Faso et le Togo sont les trois pays les mieux intégrés en matière de libre circulation des personnes ; ce sont les seuls pays de la CEDEAO qui ont adhéré au Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes.

La vision de la CEDEAO est la « création d'une région sans frontières » et, dans la pratique, des progrès considérables ont été accomplis aux fins de la réalisation de cette vision.

Tous les pays de la CEDEAO appliquent une politique de visas ouverte et, à ce titre, il n'y a pas de pays peu performants dans cette dimension. La CEDEAO affiche la meilleure performance dans cette dimension en obtenant le score moyen le plus élevé de 0,733.

Figure 18 : Libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO – Score moyen : 0,733



Intégration régionale au sein de la CEN-SAD

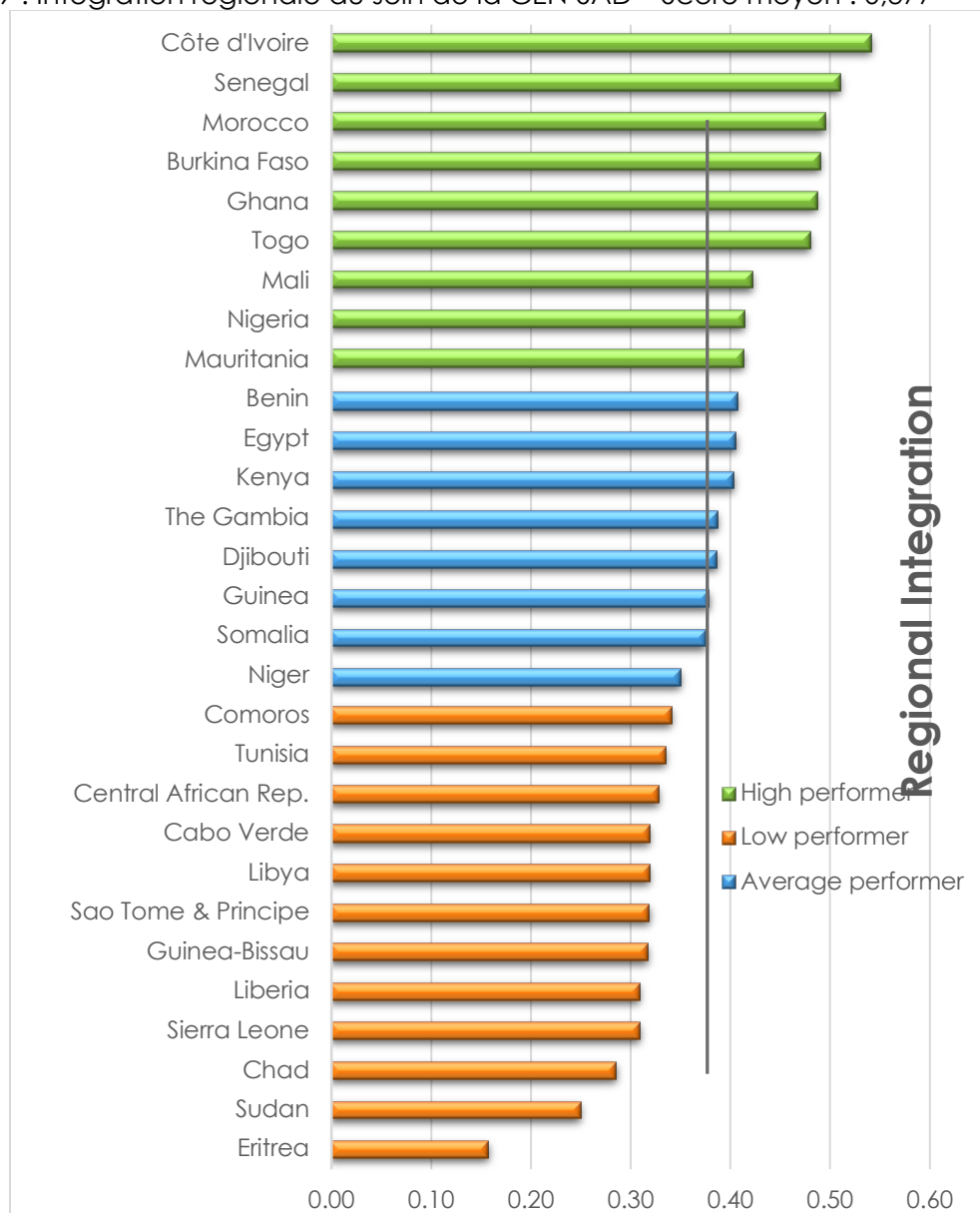
La Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) compte 29 membres dont l'objectif principal est de réaliser l'unité économique à travers la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens. Les résultats laissent penser que le niveau d'intégration de cette CER est faible, au regard de son score moyen de seulement 0,377 et d'un score maximum de 0,541.

Comme l'illustre la Figure 20, les pays les plus performants de cette communauté sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc qui affichent les scores de 0,541, 0,509 et 0,495, respectivement. La Côte d'Ivoire, pays le plus intégré, figure également en tête dans les dimensions commerciale et productive. Son point faible se trouve dans la dimension de la libre circulation des personnes. L'intégration commerciale est le point fort du Sénégal, et ce pays est bien classé dans toutes les autres composantes de l'intégration régionale. Le Maroc arrive en tête de liste dans les dimensions macroéconomique et infrastructurelle, mais à l'instar de la Côte d'Ivoire, il affiche une mauvaise performance en matière de libre circulation des personnes.

L'Érythrée est le pays le moins performant de la CEN-SAD avec un score de 0,157 seulement. Ses points faibles se trouvent dans les dimensions macroéconomique, infrastructurelle et de la libre circulation des personnes où il figure parmi les deux derniers. Le Soudan et le Tchad affichent également des performances médiocres avec les scores de 0,250 et 0,285, respectivement. Les performances commerciales et macroéconomiques du Soudan sont médiocres, tandis que le Tchad est à la traîne dans les dimensions productive et infrastructurelle.

De manière générale, la mauvaise performance globale de la communauté semble être imputable en grande partie à sa sous-performance dans les dimensions productive et infrastructurelle.

Figure 19 : Intégration régionale au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,377



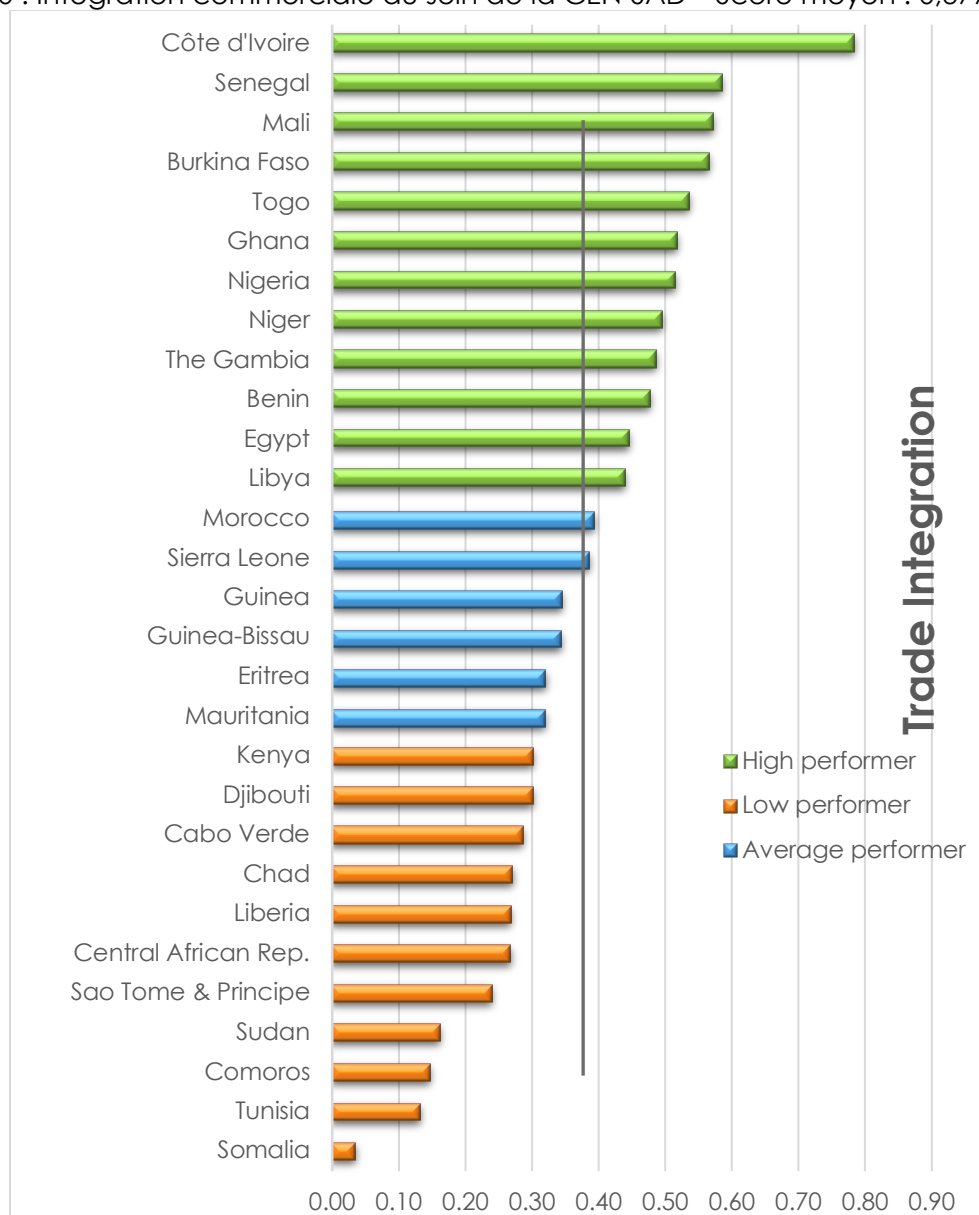
Intégration commerciale au sein de la CEN-SAD

La Côte d'Ivoire est le pays le plus intégré dans la dimension commerciale et il affiche une avance confortable avec un score de 0,783 (voir Figure 21). Il est suivi du Sénégal et du Mali qui obtiennent les scores de 0,585 et 0,571, respectivement. La Côte d'Ivoire, chef de file, a la meilleure part des échanges dans la région. Le Sénégal applique des droits de douane avantageux et affiche la deuxième meilleure part des exportations par rapport au PIB de la région. Le Mali doit son premier rang à sa part élevée des importations et à son taux tarifaire avantageux.

Avec un score proche de zéro, soit 0,035, la Somalie est le pays le moins intégré dans la dimension commerciale. Ses performances sont médiocres pour toutes les variables de cette dimension, notamment son régime tarifaire est peu avantageux à l'échelle régionale. La Tunisie et les Comores sont également peu performantes avec les scores de 0,131 et 0,146, respectivement. La Tunisie applique les droits de douane les moins avantageux de la région et les Comores ont la plus faible part des exportations de la région.

Le faible score moyen de 0,377 laisse penser qu'il existe des possibilités d'améliorer l'intégration au plan commercial. En particulier, les politiques de promotion des exportations régionales faciliteraient considérablement l'intégration commerciale.

Figure 20 : Intégration commerciale au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,377



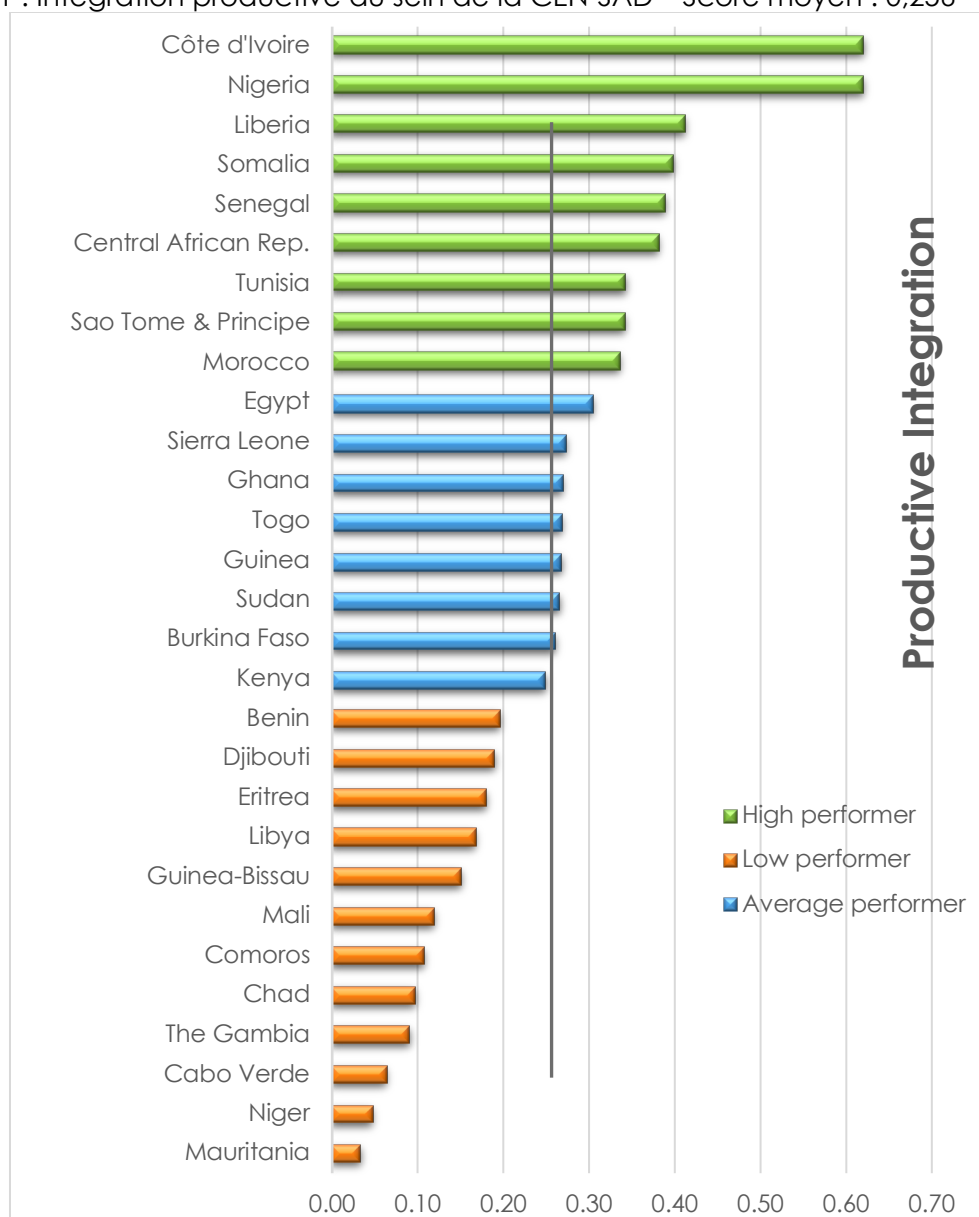
Intégration productive au sein de la CEN-SAD

La Côte d'Ivoire et le Nigeria sont les pays les plus intégrés en matière de production au sein de la communauté avec les scores de 0,620 et 0,619 ; le premier a la part la plus élevée des importations de biens intermédiaires dans la région, tandis que le second a la part la plus élevée des exportations de biens intermédiaires. Une bonne partie des échanges entre ces deux pays concerne les carburants et les lubrifiants. Le Libéria est le troisième pays le plus intégré en matière de production avec un score de 0,412. Il affiche le meilleur indice de complémentarité des échanges de la CEN-SAD.

La Mauritanie, le Niger et le Cap-Vert occupent les derniers rangs avec des scores très faibles, soit 0,033, 0,047 et 0,063 respectivement. La Mauritanie affiche le plus faible indice de complémentarité des échanges, tandis que le Niger et le Cap-Vert ont de faibles échanges de biens intermédiaires.

Avec un score moyen de 0,256, la CEN-SAD subit les conséquences d'une faible intégration productive, étant donné que 12 pays sur 29 sont classés parmi les moins performants (voir Figure 22). Cette mauvaise performance résulte principalement de la faiblesse de ses exportations de produits intermédiaires dans la région.

Figure 21 : Intégration productive au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,256



Intégration macroéconomique au sein de la CEN-SAD

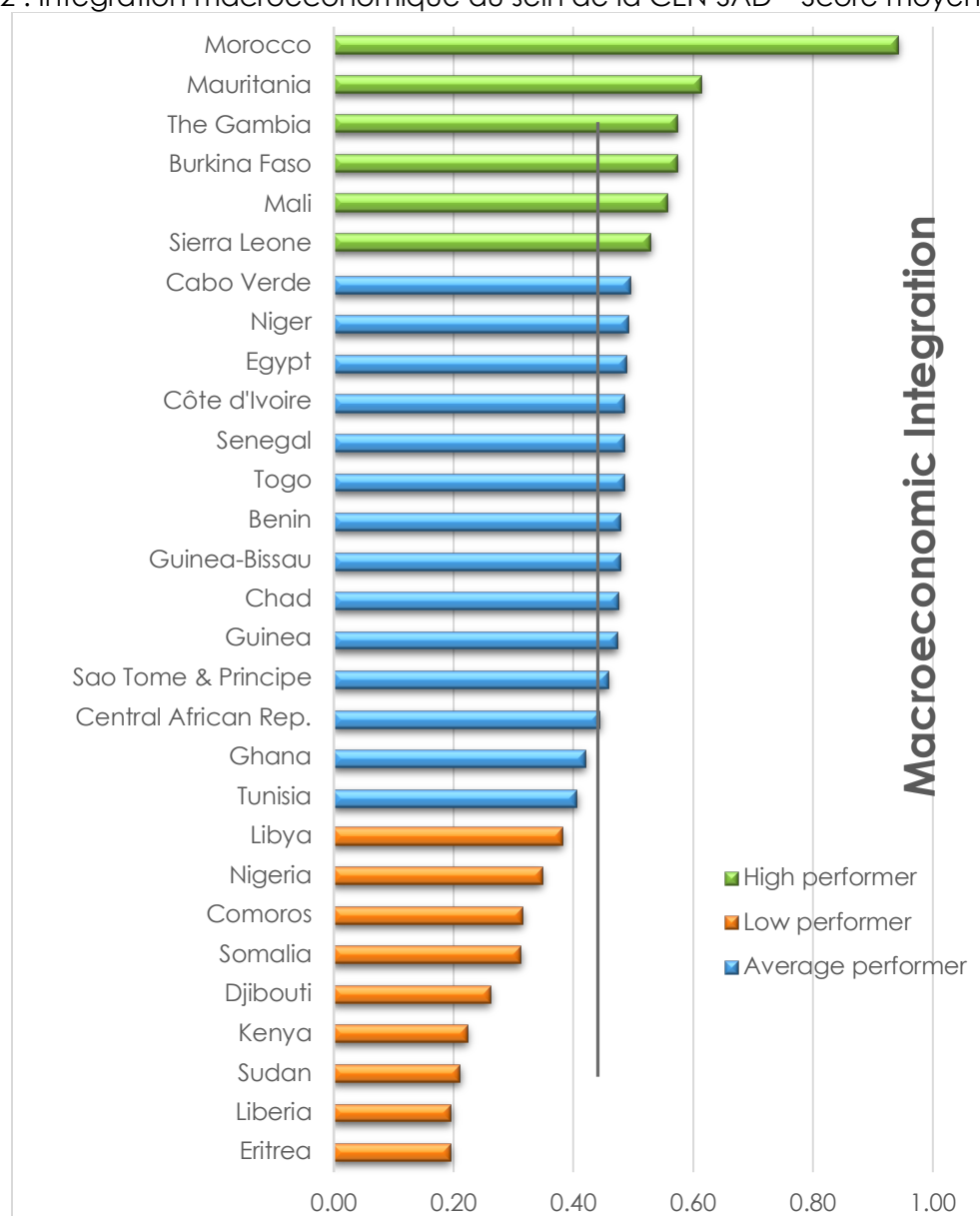
Comme l'illustre la Figure 22, le Maroc affiche une avance confortable avec un score élevé de 0,941 en termes d'intégration macroéconomique. Il est suivi de près de la Mauritanie et de la Gambie qui obtiennent les scores de 0,612 et 0,573, respectivement.

Le pays le plus performant affiche le plus grand nombre de traités bilatéraux d'investissement en vigueur. La Mauritanie et la Gambie enregistrent un taux d'inflation avantageux et leur monnaie est facilement convertible au sein de la communauté.

La communauté affiche un score moyen modéré de 0,441 dans cette dimension. Cependant, il existe un écart considérable entre le pays le plus performant et le reste de la communauté.

L'Érythrée, le Liberia et le Soudan sont les pays les moins intégrés avec les scores de 0,194, 0,195 et 0,211 respectivement. La faible convertibilité des monnaies de ces pays à l'échelle régionale constitue leur point faible. L'Érythrée et le Liberia n'ont aucun traité d'investissement en vigueur dans la région.

Figure 22 : Intégration macroéconomique au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,441



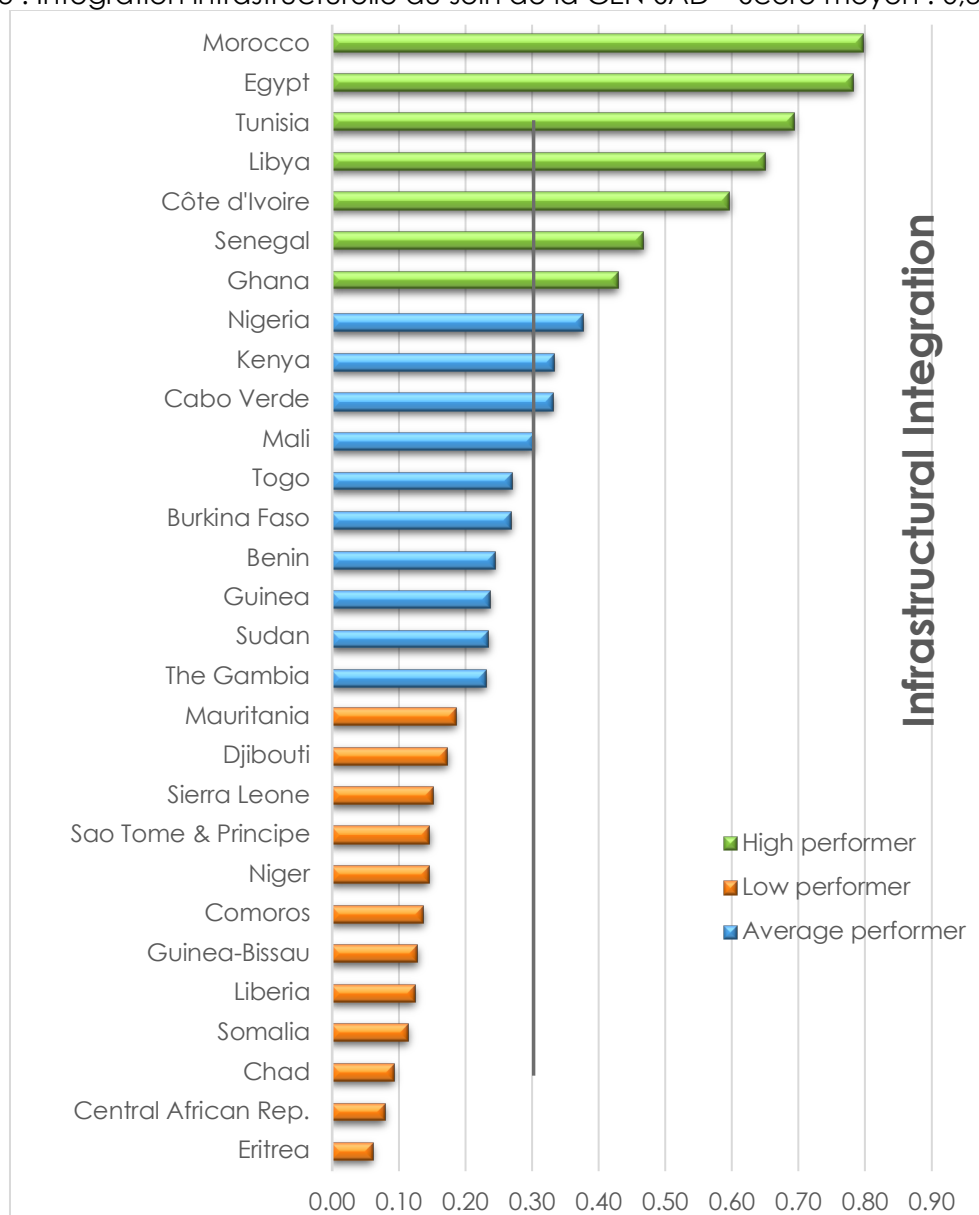
Intégration infrastructurelle au sein de la CEN-SAD

Le Maroc est le pays le plus intégré en termes d'infrastructures, suivi de l'Égypte et de la Tunisie, avec les scores de 0,797, 0,781 et 0,693, respectivement. Le Maroc et l'Égypte occupent les deuxième et premier rang en ce qui concerne leurs liaisons aériennes au sein de la communauté. La Tunisie est bien classée dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD et pour ses liaisons aériennes.

L'Érythrée, la République centrafricaine et le Tchad sont les pays les moins intégrés sur le plan des infrastructures, au regard de leurs scores de 0,060, 0,079 et 0,092, respectivement. L'Érythrée et le Tchad affichent une performance médiocre dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD. Les liaisons aériennes constituent le point faible de la République centrafricaine.

La région subit les conséquences de la médiocre intégration infrastructurelle avec un faible score moyen de 0,302. Il existe un énorme écart de 0,7 entre les pays les plus performants et les moins performants (voir Figure 24). La CEN-SAD doit mettre l'accent sur ses infrastructures afin de tirer parti de l'intégration régionale.

Figure 23 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,302



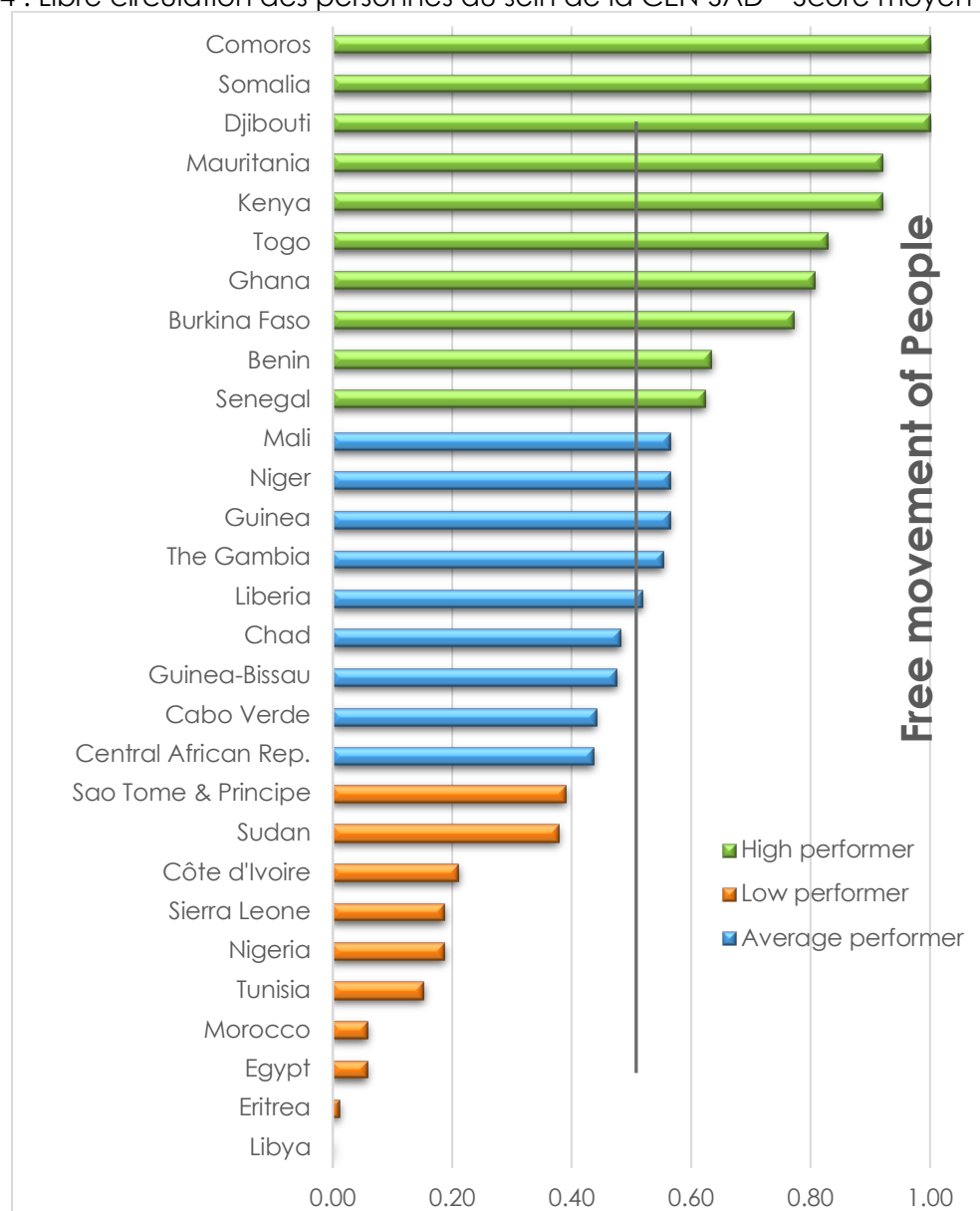
Libre circulation des personnes au sein de la CEN-SAD

Les Comores, la Somalie et Djibouti sont les pays les plus intégrés en termes de libre circulation des personnes, étant donné qu'ils affichent le score le plus élevé, soit 1. Ils ont tous signé le Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes et tous appliquent des politiques très libérales en matière de visas.

La Libye, pays le moins performant, affiche un score de 0 dans cette dimension à cause de sa politique stricte en matière de visas ; en effet, les citoyens africains ont besoin d'un visa pour entrer dans le pays et ne peuvent pas l'obtenir à l'arrivée. L'Érythrée affiche un score de 0,011 et l'Égypte 0,058 ; ces faibles scores en font les pays les moins performants ; ils n'ont pas adhéré au Protocole et imposent également un visa d'entrée.

Néanmoins, la région affiche un score moyen modéré de 0,508, mais il existe une nette disparité entre les pays les plus performants et les moins performants. Dix des 29 pays de la CEN-SAD sont classés parmi les pays peu performants (voir Figure 25).

Figure 24 : Libre circulation des personnes au sein de la CEN-SAD – Score moyen : 0,508



Intégration régionale au sein du COMESA

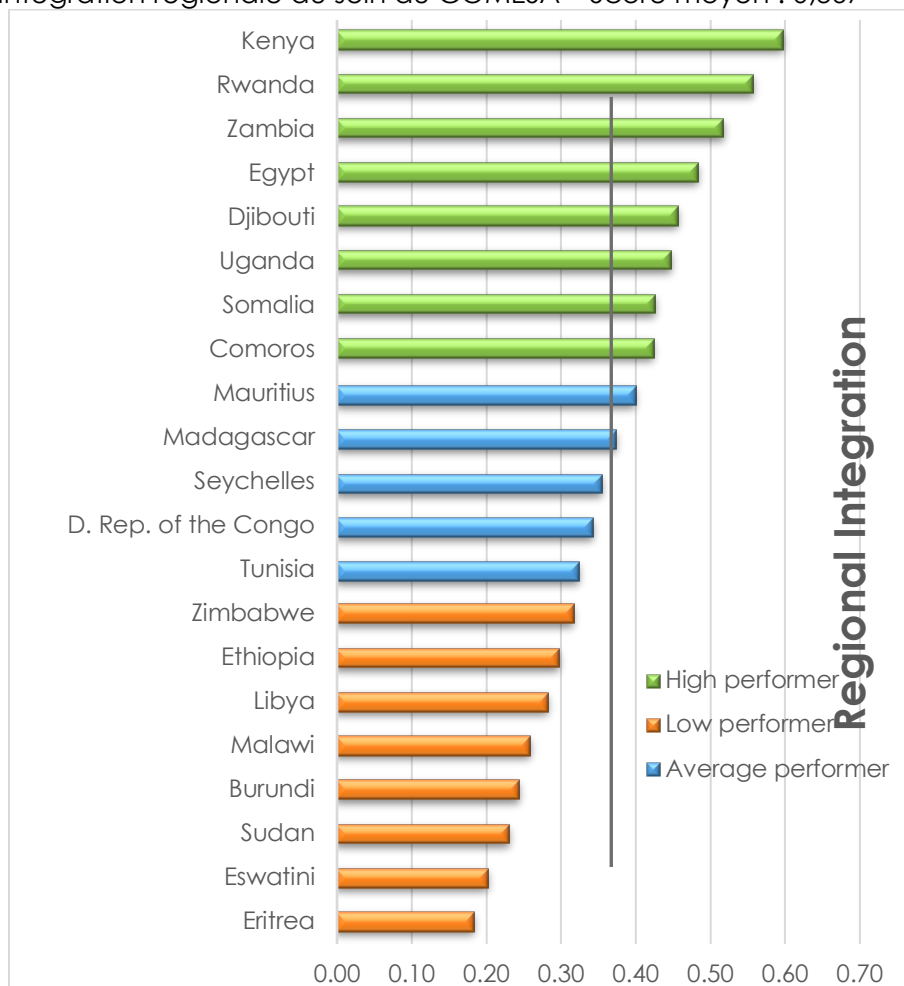
Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) est passé à 21 membres avec l'adhésion récente de la Somalie et de la Tunisie en juillet 2018.

Comme l'illustre la Figure 26, le Kenya, le Rwanda et la Zambie sont les pays les plus intégrés du COMESA avec les scores de 0,596, 0,556 et 0,517 respectivement. Le Kenya est le deuxième pays le mieux intégré dans les dimensions productive et infrastructurelle. Le Rwanda affiche de bonnes performances dans les dimensions commerciale, macroéconomique et de la libre circulation des personnes où il figure au deuxième rang. La Zambie est le pays le plus intégré dans les dimensions commerciale et productive, mais figure parmi les pays les moins performants dans la dimension macroéconomique.

L'Érythrée est le pays le moins performant avec un score de 0,183 ; il affiche la plus faible performance dans la dimension infrastructurelle et figure parmi les trois pays les moins performants dans les dimensions commerciale et de la libre circulation des personnes. L'Eswatini est le deuxième pays le moins performant avec un score de 0,202 ; les dimensions productive et infrastructurelle constituent son point faible. Le Soudan affiche un score de 0,230 et sa plus mauvaise performance est enregistrée dans la dimension de la libre circulation des personnes.

La communauté affiche un faible score moyen de 0,367 et un score maximum de 0,596 seulement. Sa meilleure performance est enregistrée dans la dimension commerciale, mais d'immenses possibilités d'amélioration existent dans toutes les autres dimensions.

Figure 25 : Intégration régionale au sein du COMESA – Score moyen : 0,367



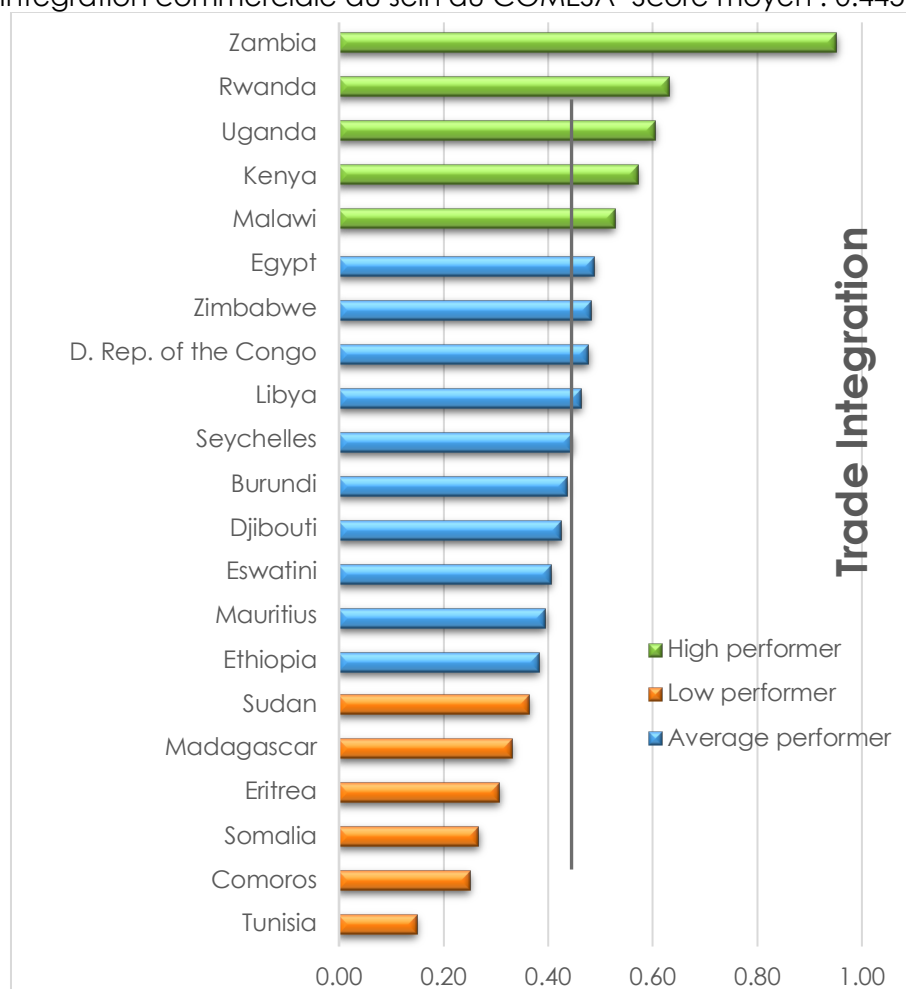
Intégration commerciale au sein du COMESA

La Zambie est le pays le mieux classé en termes d'intégration commerciale, avec un score exceptionnel de 0,951 ; le pays détient la meilleure part du commerce et des exportations de la région. Le Rwanda est le deuxième pays le mieux intégré avec un score beaucoup plus faible, soit 0,631, suivi de l'Ouganda qui affiche un score de 0,604 ; ces deux pays présentent de bons résultats pour toutes les variables qui contribuent à l'intégration commerciale.

La Tunisie est le pays le moins intégré dans la dimension commerciale avec un score de 0,149 ; son régime tarifaire est le plus défavorable de la région et sa part des importations est la plus faible. Ensuite viennent les Comores avec un score de 0,250 ; le pays est classé à la dernière position au regard de ses parts du commerce et des exportations à l'échelle régionale. La Somalie enregistre également de mauvais résultats avec un score de 0,267 ; sa part des exportations est faible contrairement à ses importations qui affichent de bons résultats.

Le COMESA affiche sa meilleure performance dans la dimension commerciale avec un score moyen modéré de 0,445. Les résultats de six pays sont jugés médiocres (voir Figure 27).

Figure 26 : Intégration commerciale au sein du COMESA- Score moyen : 0.445



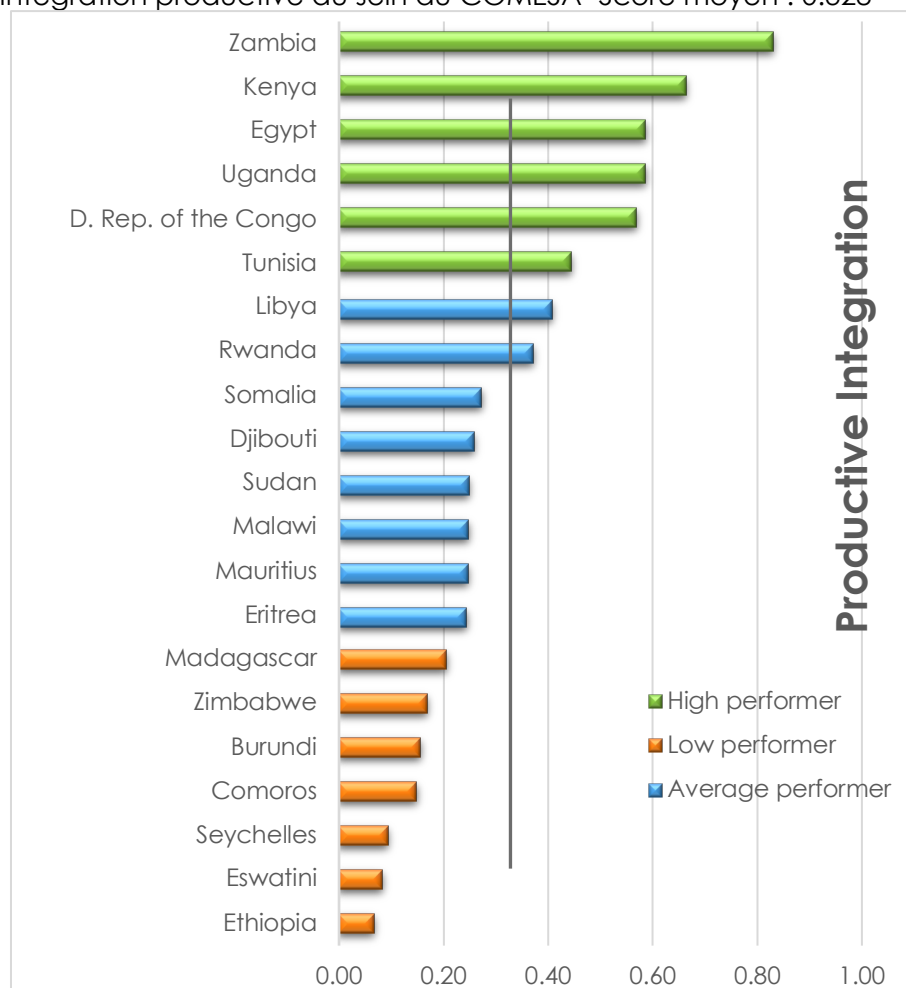
Intégration productive au sein du COMESA

La Zambie excelle également dans la dimension productive avec un score de 0,829, bien loin devant le Kenya qui affiche un score de 0,663. La Zambie détient également la meilleure part des importations intermédiaires de la région. Le Kenya affiche le meilleur indice de complémentarité commerciale.

Avec un score de 0,066 seulement, le niveau d'intégration productive de l'Ethiopie est le plus faible du COMESA ; le pays affiche le pire indice de complémentarité commerciale et sa part des exportations intermédiaires est faible. L'Eswatini et les Seychelles figurent parmi les trois derniers avec des scores de 0,083 et 0,093 respectivement. L'Eswatini affiche des insuffisances liées à la faible part de ses importations intermédiaires, tandis qu'aux Seychelles, les insuffisances résultent plutôt des exportations intermédiaires.

La communauté affiche un score moyen faible de 0,328 et d'énormes disparités existent entre les pays les plus performants et les moins performants (voir Figure 28).

Figure 27 : Intégration productive au sein du COMESA- Score moyen : 0.328



Intégration macroéconomique au sein du COMESA

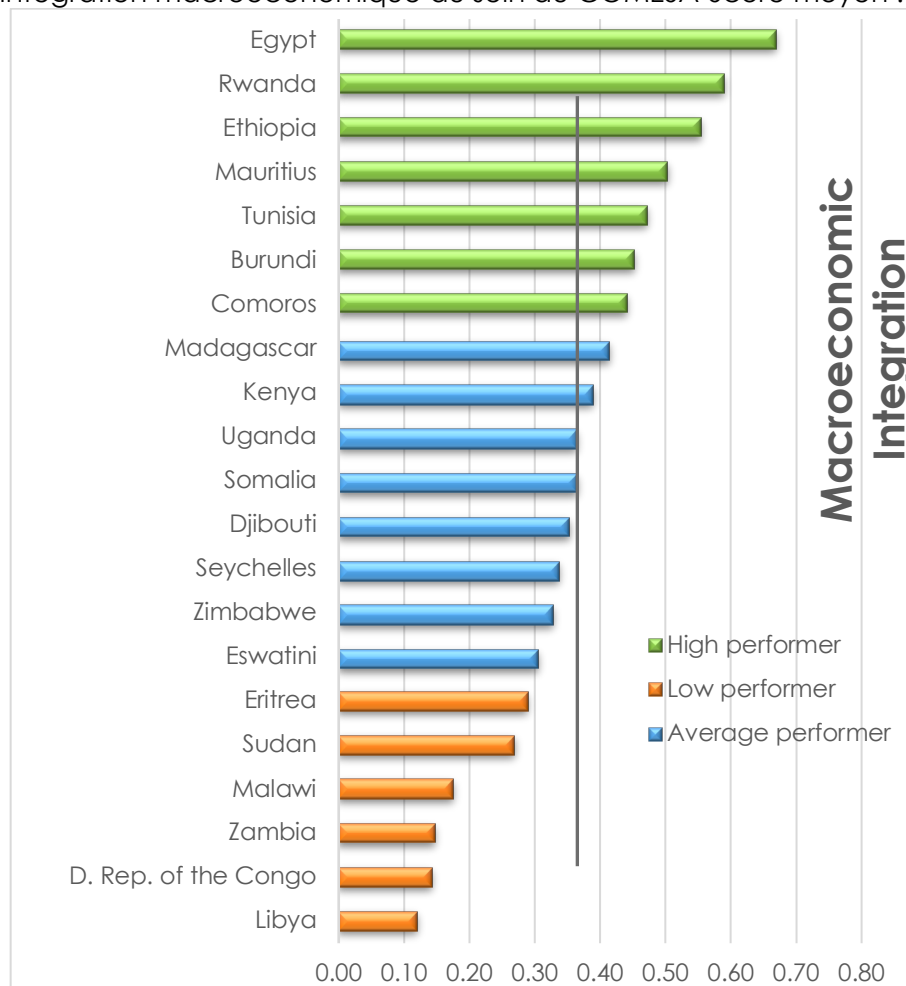
L'Egypte est le pays le mieux intégré dans la dimension macroéconomique avec un score de 0,669. Le pays compte le plus grand nombre de traités d'investissement bilatéraux en vigueur, et il affiche un écart d'inflation favorable. Le Rwanda est le deuxième pays le mieux intégré en termes macroéconomiques, suivi de près par l'Ethiopie avec des scores de 0,589 et 0,554, respectivement.

La monnaie du Rwanda est la plus convertible de la région. L'Ethiopie tire sa force du nombre de ses traités d'investissement bilatéraux. Maurice compte le plus grand nombre de traités d'investissement bilatéraux en vigueur, et il affiche un écart d'inflation favorable.

La Libye, la République démocratique du Congo et la Zambie sont les pays les moins intégrés avec des scores de 0,119, 0,142 et 0,147 respectivement. La Libye affiche l'écart d'inflation le plus défavorable de la région. Les autres pays les moins performants n'ont pas de traités d'investissements en vigueur dans la région ni de monnaies inconvertibles.

Le COMESA affiche un score moyen faible de 0,365 dans la présente dimension et les forces et faiblesses de ses membres sont diverses (voir Figure 29). Il existe un grand potentiel pour une meilleure intégration macroéconomique, étant donné que les pays appliquent leurs traités d'investissement et rendent leurs monnaies plus convertibles.

Figure 28 : Intégration macroéconomique au sein du COMESA-Score moyen : 0, 365



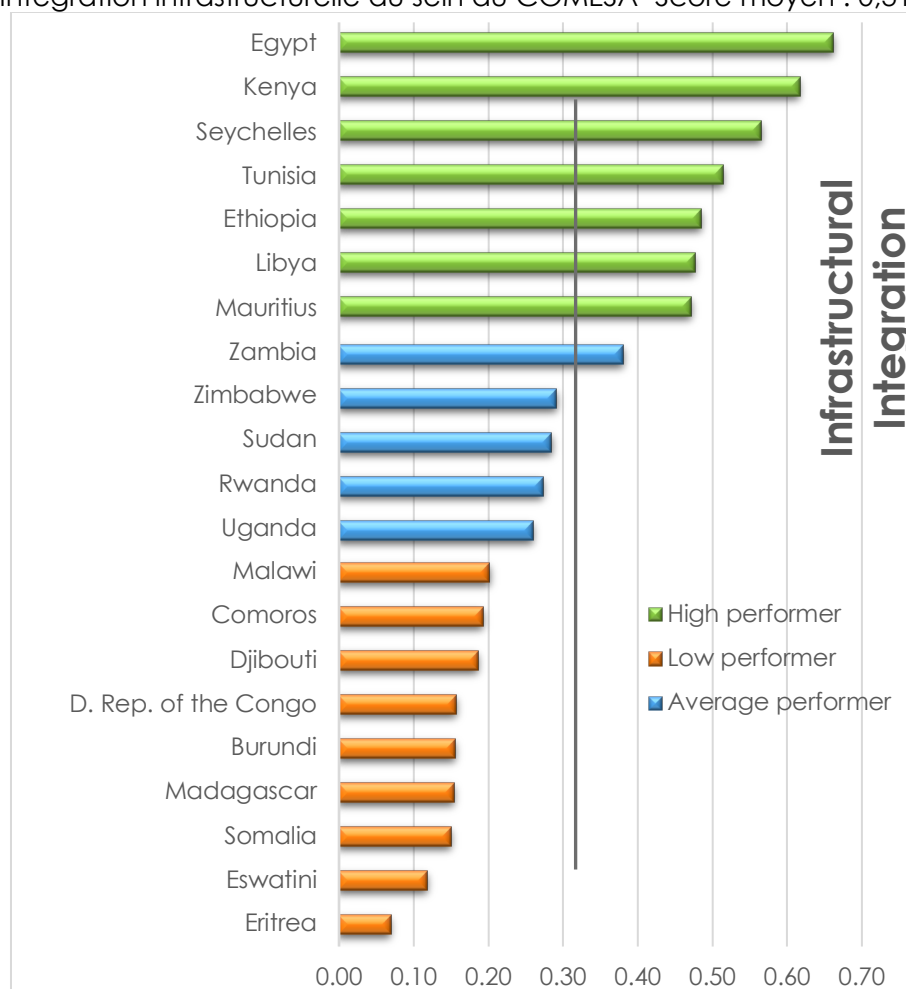
Intégration infrastructurelle au sein du COMESA

L'Egypte, le Kenya et les Seychelles sont les pays les plus intégrés en termes d'infrastructures, avec des scores de 0,661, 0,616 et 0,565, respectivement. L'Egypte est le deuxième pays le plus intégré derrière les Seychelles, au regard de l'indice de développement des infrastructures de la BAD. Le Kenya détient le score le plus élevé en matière de connectivité aérienne.

L'Erythrée est le pays le moins performant dans cette dimension avec un score de 0,069; le pays présente des insuffisances liées à l'indice de développement des infrastructures de la BAD et sa proportion de liaisons aériennes. L'Eswatini est aussi peu performant avec un score de 0,117; il détient le plus mauvais score en matière de connectivité aérienne. La Somalie affiche un score de 0,150; ce mauvais résultat est déterminé par le mauvais score relatif à l'indice de développement des infrastructures de la BAD.

Le COMESA enregistre son plus mauvais résultat dans l'intégration des infrastructures où il affiche le score moyen le plus faible, soit 0,317. Neuf pays figurent dans la catégorie des pays les moins performants (voir Figure 30).

Figure 29 : Intégration infrastructurelle au sein du COMESA- Score moyen : 0,317



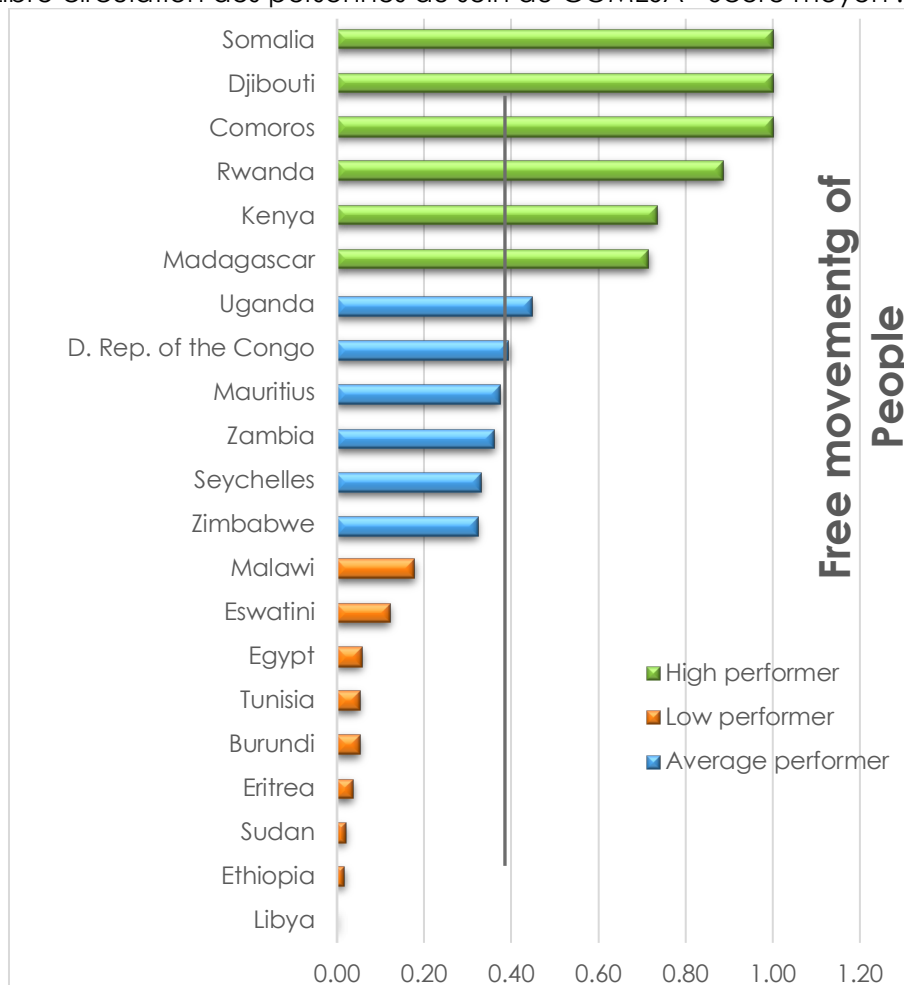
Libre circulation des personnes au sein du COMESA

La Somalie, Djibouti et les Comores sont les trois pays les mieux intégrés en termes de libre circulation des personnes. Ils affichent le meilleur score, soit 1, au regard de leurs politiques de visas ouverts et de leur adhésion au Protocole sur la libre circulation des personnes.

Par contre, la Libye, pays le moins performant, a une politique de visas très stricte et n'a pas adhéré au Protocole sur la libre circulation des personnes. Il enregistre le score minimum de 0. L'Ethiopie et le Soudan appliquent également des politiques de visas strictes, et ils affichent des scores de 0,017 et 0,019 respectivement.

Le COMESA affiche un score moyen faible de 0,385, et des disparités maximales entre les pays les moins performants et les plus performants. La catégorie des moins performants englobe 9 pays ; par conséquent, il existe d'énormes possibilités d'amélioration dans cette dimension (voir Figure 31).

Figure 30: Libre circulation des personnes au sein du COMESA - Score moyen : 0,385



Intégration régionale au sein de la CEEAC

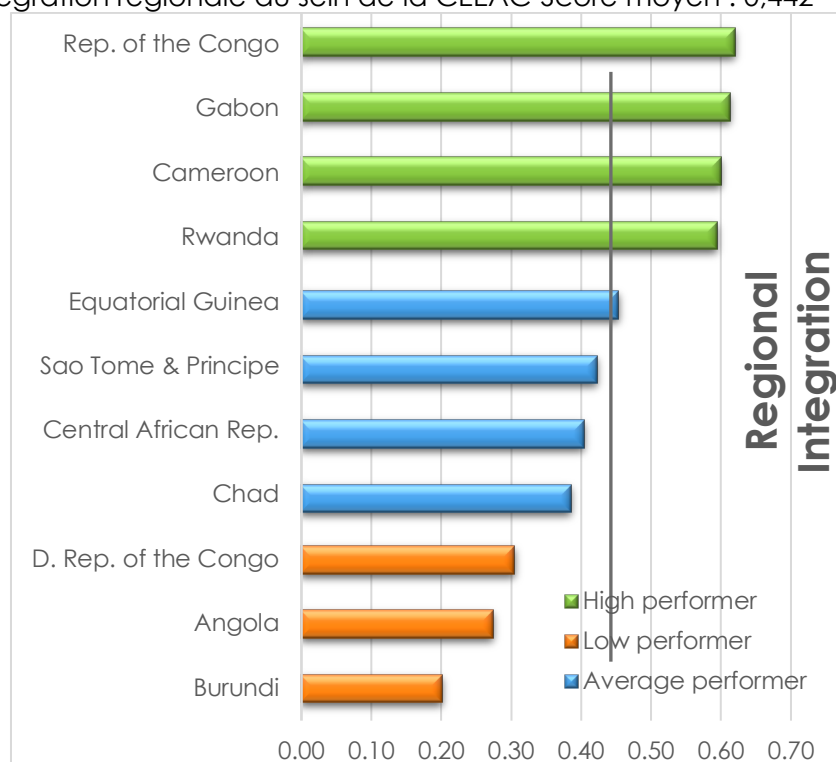
La Commission économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) compte 11 membres. La Communauté accorde de l'importance à la "coopération harmonieuse" pour élever le niveau de vie et accroître la stabilité économique.

La République du Congo est le pays le plus performant de la CEEAC avec un score de 0,619 (voir Figure 32). Il est le pays le plus intégré dans la dimension commerciale et il occupe le deuxième rang dans la dimension productive. Ensuite viennent le Gabon et le Cameroun avec des scores de 0,612 et 0,599, respectivement. Les deux pays occupent la première place dans la dimension infrastructurelle pour le premier, et la dimension productive pour le deuxième.

Etant donné qu'il occupe le dernier rang dans les dimensions relatives à l'intégration productive et la libre circulation des personnes, le Burundi est le pays le moins performant de la CEEAC avec un score de 0,201. L'Angola et la République démocratique du Congo figurent également parmi les pays les moins performants de cette CER avec des scores de 0,273 et 0,304, respectivement. L'Angola affiche la plus mauvaise performance dans la dimension macroéconomique. Les dimensions commerciales et infrastructurelles sont les points faibles de la République démocratique du Congo.

Au regard de son score modéré de 0,442, la CEEAC affiche un niveau moyen d'intégration.

Figure 31 : Intégration régionale au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,442



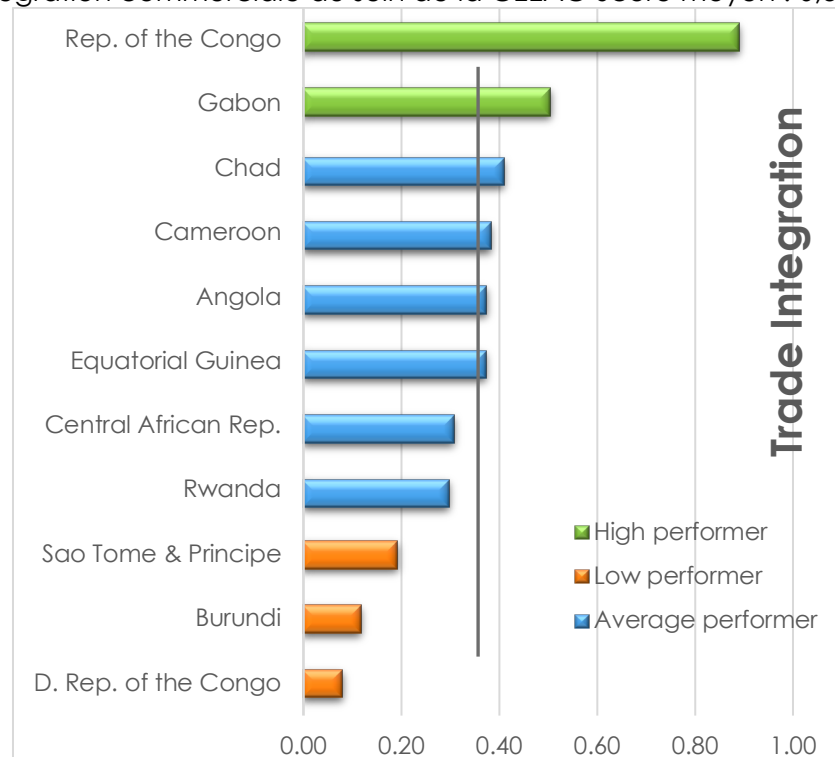
Intégration commerciale au sein de la CEEAC

Comme le montre la Figure 33, la République du Congo occupe la première place en matière d'intégration commerciale avec un score de 0,890, bien loin devant le Gabon et le Tchad qui n'enregistrent que des scores de 0,504 et 0,409, respectivement. Le pays le plus performant détient les meilleures parts des exportations et du commerce de la région. Le Gabon applique un taux tarifaire favorable et affiche une bonne performance en matière d'exportations intrarégionales. De même, le Tchad a un taux tarifaire favorable et sa part commerciale enregistre de bons résultats.

La performance de la CEEAC en matière d'intégration commerciale est médiocre, avec un score moyen de 0,357. Six pays sur 11 affichent des performances moyennes.

La République démocratique du Congo est le pays le moins intégré dans la dimension commerciale, avec un score de 0,08 ; le régime tarifaire de ce pays est le plus défavorable de la région. Ensuite viennent le Burundi et Sao Tomé & Príncipe avec des scores de 0,118 et 0,192 respectivement. Leur pire performance porte sur la part du commerce intrarégional.

Figure 32 : Intégration commerciale au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,357



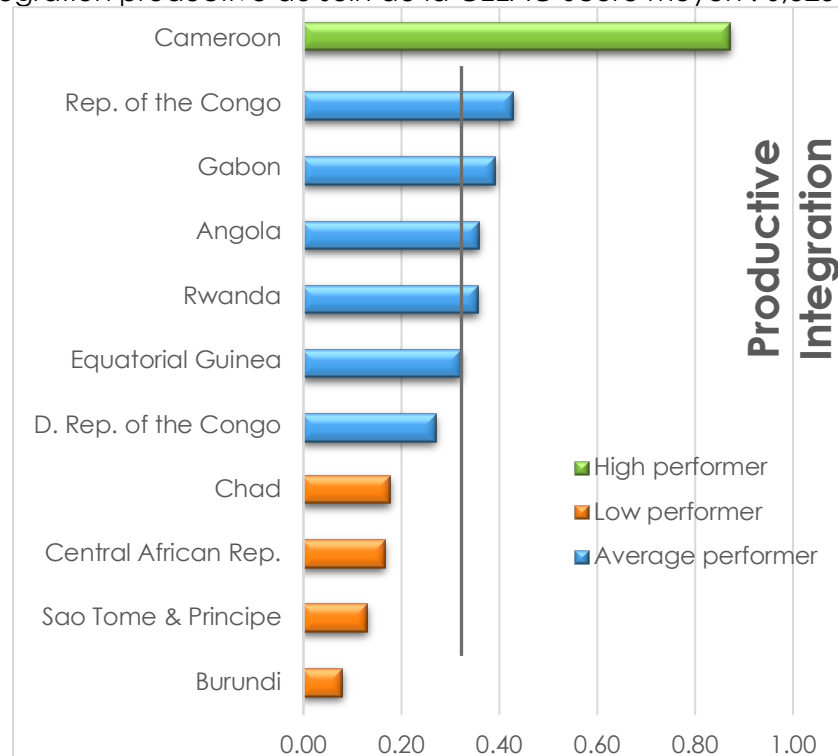
Intégration productive au sein de la CEEAC

Le Cameroun enregistre seul la meilleure performance dans la dimension de l'intégration productive de la CEEAC. Il affiche un score élevé de 0,871 ; il détient la part la plus élevée des importations intermédiaires de la région, et il vient en deuxième position pour les exportations intermédiaires. La République du Congo arrive loin derrière avec un score de 0,429, suivie du Gabon avec un score de 0,391. Le Congo est classé troisième au titre de ses parts d'importations et d'exportations intermédiaires, tandis que le Gabon détient la part la plus élevée des exportations intermédiaires ainsi que le meilleur indice de complémentarité commerciale de la communauté.

Le Burundi est le pays le moins performant avec un score de 0,080; sa part des importations intermédiaires est faible. Sao Tome & Principe et la République centrafricaine figurent également parmi les pays les moins performants avec des scores de 0,130 et 0,166 respectivement. Les deux pays détiennent de faibles parts des exportations intermédiaires en dépit de leurs complémentarités commerciales au niveau de la région.

La CEEAC subit les conséquences de sa faible intégration productive avec un score moyen de 0,323. A l'exception du Cameroun, tous ses membres ont une faible part des importations intermédiaires (voir Figure 34).

Figure 33 : Intégration productive au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,323



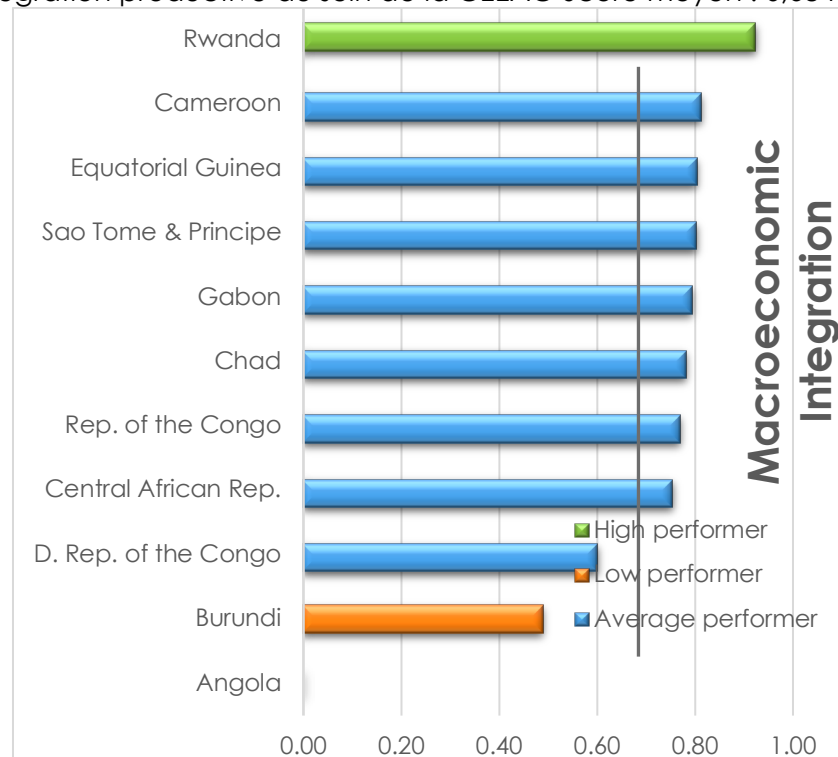
Intégration macroéconomique au sein de la CEEAC

La CEEAC affiche une bonne performance en termes d'intégration macroéconomique avec un score moyen de 0,684. Huit pays sur onze ont un score supérieur à 0,7 (voir Figure 35). Toutefois, il convient de noter qu'aucun de ses membres n'étant signataire de traités bilatéraux d'investissement en vigueur, ils ne peuvent être évalués que sur la base de la convertibilité régionale de leur monnaie et leur différentiel d'inflation.

Le Rwanda est le chef de file et le seul pays à enregistrer une performance élevée dans cette dimension avec un score de 0,923. Il est suivi par le Cameroun qui affiche un score de 0,813. Le Rwanda occupe le premier rang en termes de convertibilité de sa monnaie tandis que le Cameroun affiche le différentiel d'inflation le plus favorable.

L'Angola est le pays le moins performant avec un score de zéro, étant donné qu'il occupe le dernier rang pour les deux variables examinées. Le Burundi est le deuxième pays le moins performant avec un score de 0,489; la convertibilité régionale de sa monnaie est son point faible.

Figure 34 : Intégration productive au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,684



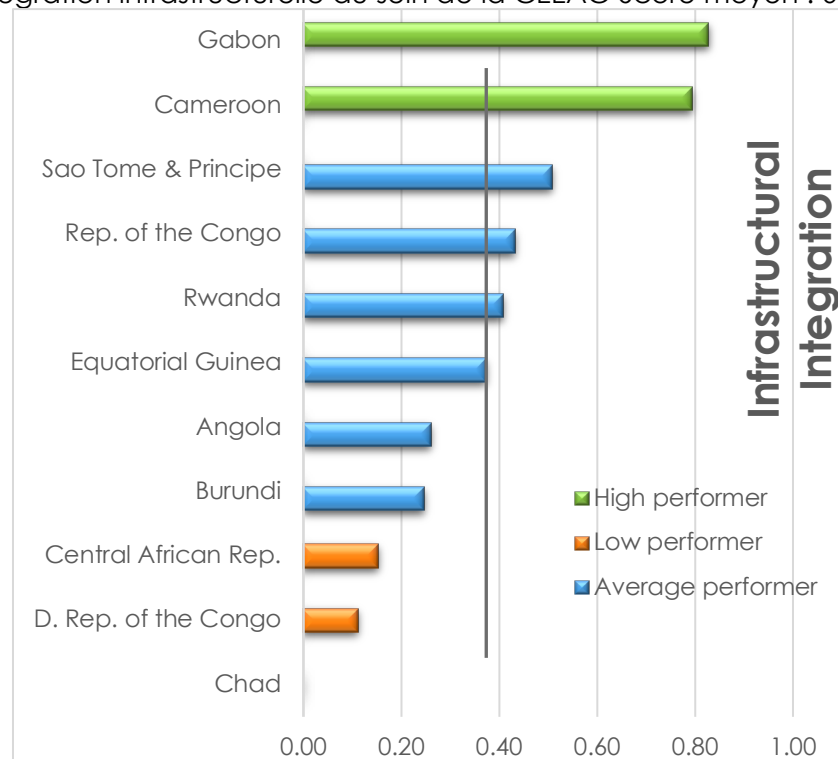
Intégration infrastructurelle au sein de la CEEAC

Le Gabon et le Cameroun sont les pays les mieux intégrés en termes d'infrastructures dans la CEEAC avec des scores de 0,827 et 0,793 respectivement. Le Gabon occupe le premier rang en matière d'indice de développement des infrastructures de la BAD et le Cameroun dispose des meilleures liaisons aériennes.

Avec un score de zéro, le Tchad est le pays le moins performant ; il occupe le dernier rang en termes d'indice de développement des infrastructures de la BAD et de connectivité des vols régionaux. La République démocratique du Congo figure parmi les pays les moins performants avec un score de 0,111 ; sa performance est médiocre en termes d'indice de développement des infrastructures de la BAD.

La CEEAC n'est pas bien intégrée en termes d'infrastructures, avec un score moyen de 0,373. Les performances des pays sont très variées en ce qui concerne les deux variables prises en compte (voir figure 36). Les pays peu performants pourraient améliorer considérablement leurs performances en accroissant le nombre de leurs liaisons aériennes.

Figure 35 : Intégration infrastructurelle au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,373



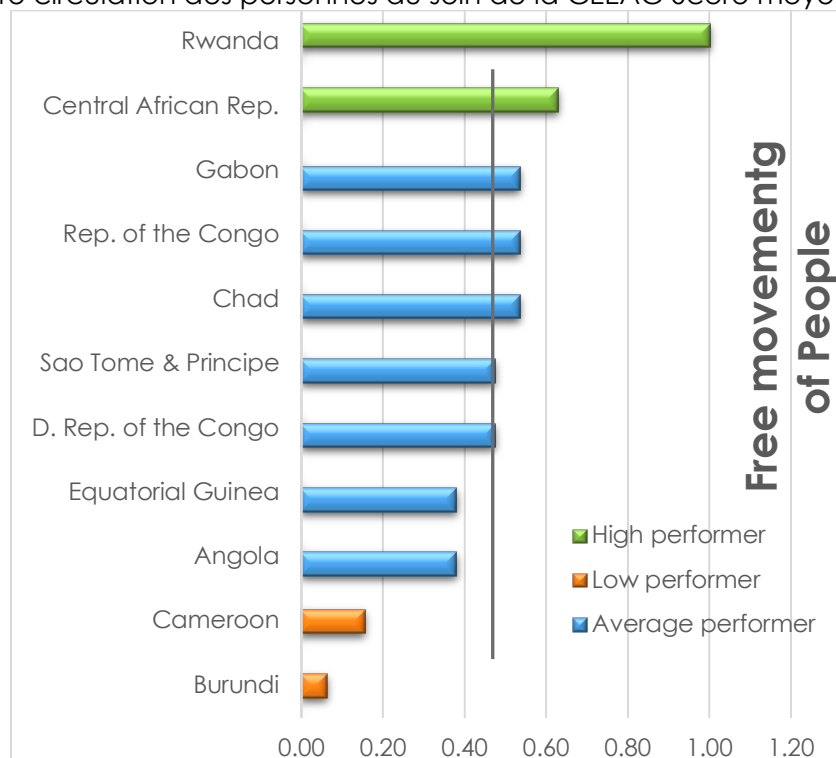
Libre circulation des personnes au sein de la CEEAC

Le Rwanda est le pays le plus intégré en termes de libre circulation des personnes, obtenant le score le plus élevé de 1. C'est le seul pays de la communauté qui délivre les visas à l'arrivée. La République centrafricaine est le deuxième pays le mieux intégré avec un score nettement inférieur, soit 0,619. Sa politique des visas est relativement favorable.

Le Burundi et le Cameroun sont les pays les moins performants avec des scores de 0,062 et 0,156 respectivement. Les deux pays n'ont pas adhéré au Protocole sur la libre circulation des personnes.

La région enregistre un score modéré moyen de 0,469, mais les scores des différents pays se caractérisent par de grandes disparités (voir Figure 37). Etant donné qu'en fin de compte, davantage de pays délivreront les visas à l'arrivée, la performance de la communauté pourrait s'améliorer considérablement.

Figure 36 : Libre circulation des personnes au sein de la CEEAC-Score moyen : 0,469



Intégration régionale au sein de l'IGAD

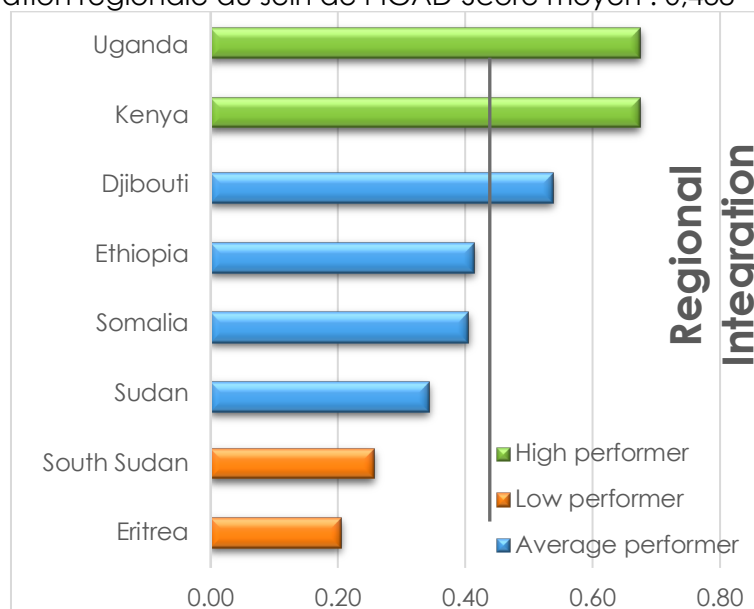
L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) compte 8 membres qui se caractérisent par un niveau de développement hétérogène, regroupant des pays économiquement faibles comme la Somalie et des pays à forte croissance économique comme le Kenya.

L'Ouganda et le Kenya sont les deux pays les plus performants de l'IGAD avec des scores de 0,675 et 0,674, respectivement. La force de l'Ouganda se trouve dans les dimensions commerciale et productive. Le Kenya est en tête dans la dimension des infrastructures et il occupe le deuxième rang dans les dimensions commerciale et productive.

L'Erythrée et le Soudan du Sud sont les pays les moins performants de cette communauté, avec des scores de 0,205 et 0,256, respectivement. Le point faible de l'Erythrée se trouve dans la dimension macroéconomique tandis que le Soudan du Sud est à la traîne dans la dimension des infrastructures.

L'IGAD affiche un score moyen de 0,438. Elle enregistre sa meilleure performance dans la libre circulation des personnes et des biens, mais elle est défaillante dans la dimension productive.

Figure 37 : Intégration régionale au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,438



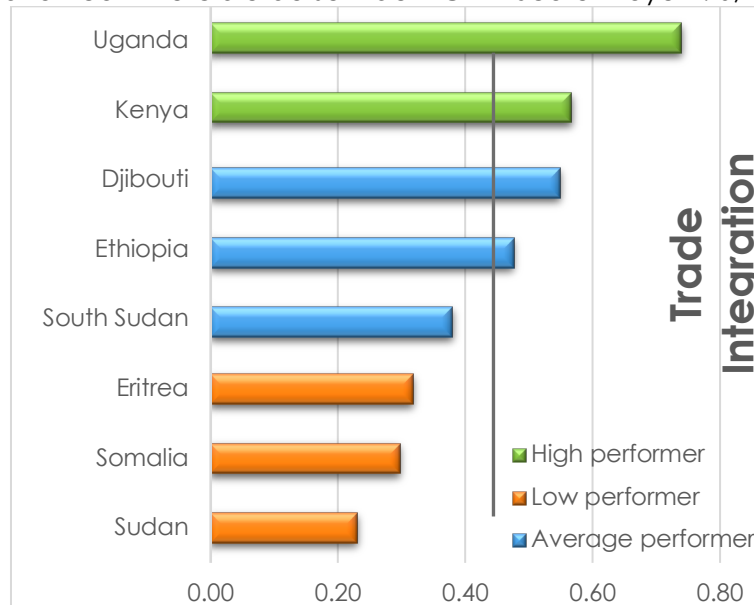
Intégration commerciale au sein de l'IGAD

Comme le montre la Figure 39, l'Ouganda est le pays le plus performant dans la dimension commerciale, avec un score de 0,739, loin devant le Kenya qui affiche un score de 0,566. L'Ouganda détient la meilleure part commerciale de la région, et il occupe le deuxième rang en ce qui concerne la part des exportations. Le Kenya est deuxième en termes de part du commerce régional et met en œuvre une politique tarifaire favorable.

Le Soudan et la Somalie sont les pays les moins performants avec des scores de 0,230 et 0,297 respectivement. Le Soudan subit les conséquences de la faiblesse des exportations et importations régionales, et son régime tarifaire est le plus défavorable de cette CER.

L'IGAD affiche un score moyen modéré de 0,444. L'accroissement des échanges au sein de cette région est nécessaire pour permettre aux Etats membres de faire évoluer leur agenda global d'intégration régionale.

Figure 38 : Intégration commerciale au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,444



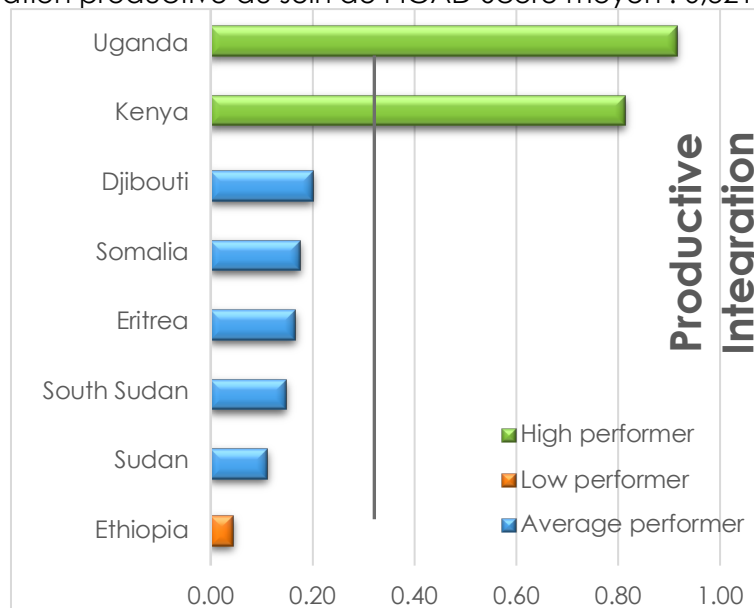
Intégration productive au sein de l'IGAD

L'Ouganda est le pays le mieux performant dans la dimension productive, suivi du Kenya avec des scores de 0,915 et 0,813, respectivement. Les importations des biens intermédiaires de l'Ouganda sont les meilleures de la région, tandis que le Kenya affiche les meilleures exportations de biens intermédiaires de la région et le meilleur indice de complémentarité commerciale.

L'Ethiopie est le pays le moins intégré de manière productive, avec un score de 0,043 seulement. Ensuite vient le Soudan avec un score de 0,111. L'Ethiopie occupe le dernier rang en termes d'importations de biens intermédiaires. Le volume des importations et exportations intermédiaires du Soudan est très faible.

L'IGAD affiche une mauvaise performance dans la dimension productive avec un score moyen faible de 0,321. A l'exception des deux pays les plus performants, les six autres pays enregistrent des scores de 0,2 au maximum (voir Figure 40).

Figure 39 : Intégration productive au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,321



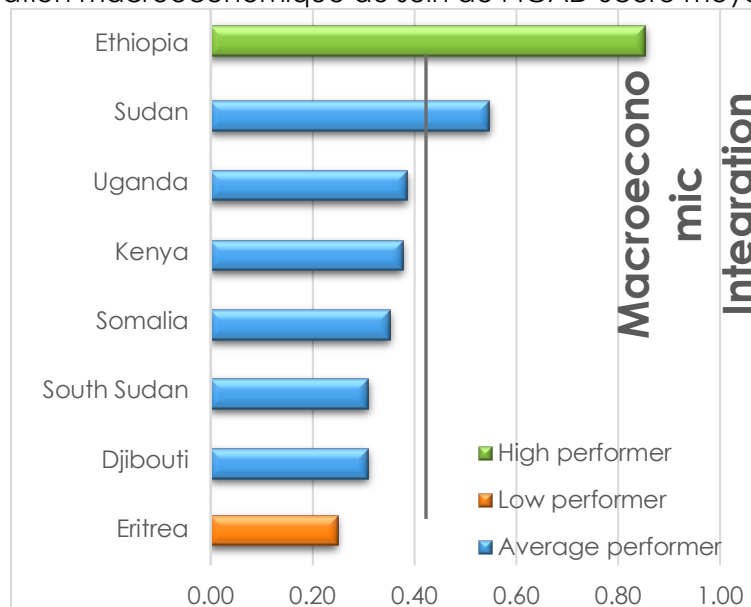
Intégration macroéconomique au sein de l'IGAD

L'Éthiopie est le pays le mieux intégré en termes macroéconomiques, avec un score de 0,853. Il est suivi du Soudan qui affiche un score de 0,547. Ces deux pays sont les seuls à être liés par des traités bilatéraux d'investissement et la monnaie éthiopienne est facilement convertible.

L'Érythrée et Djibouti sont les pays les moins intégrés avec des scores de 0,249 et 0,309 respectivement. Non seulement ils ne sont liés par aucun traité bilatéral d'investissement, mais en outre, leurs monnaies sont les moins convertibles.

La CER affiche un score moyen de 0,423 dans cette dimension. La majorité des pays ont des performances moyennes (voir Figure 41).

Figure 40 : Intégration macroéconomique au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,423



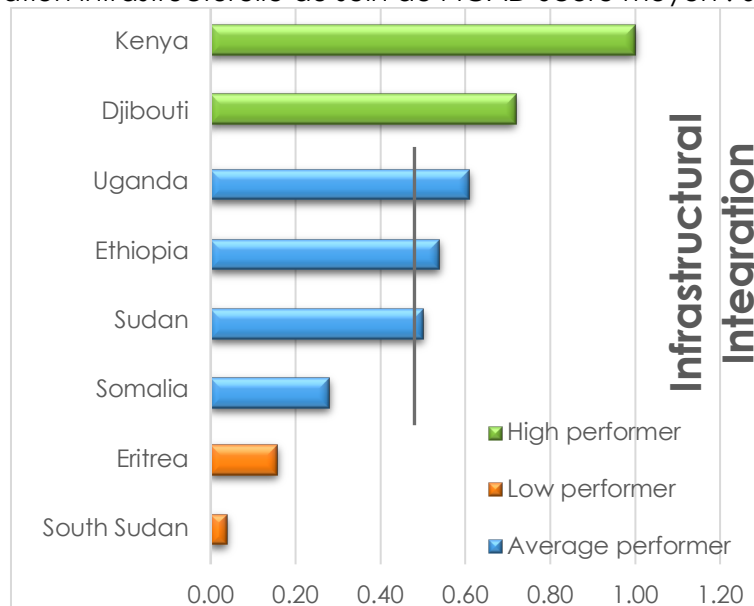
Intégration infrastructurelle au sein de l'IGAD

Comme le montre la Figure 42, le Kenya enregistre le score le plus élevé dans la dimension infrastructurelle, étant donné qu'il est le pays le mieux intégré en termes d'indice de développement des infrastructures de la BAD et de liaisons aériennes. Djibouti est le deuxième pays le mieux intégré avec un score de 0,718; il occupe le deuxième rang en matière d'indice de développement des infrastructures de la BAD.

Le Soudan du Sud et l'Erythrée sont les deux pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,038 et 0,157 respectivement. Ils sont les moins performants en ce qui concerne leurs liaisons aériennes au sein de la région.

La communauté affiche un score moyen modéré de 0,480.

Figure 41 : Intégration infrastructurelle au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,480



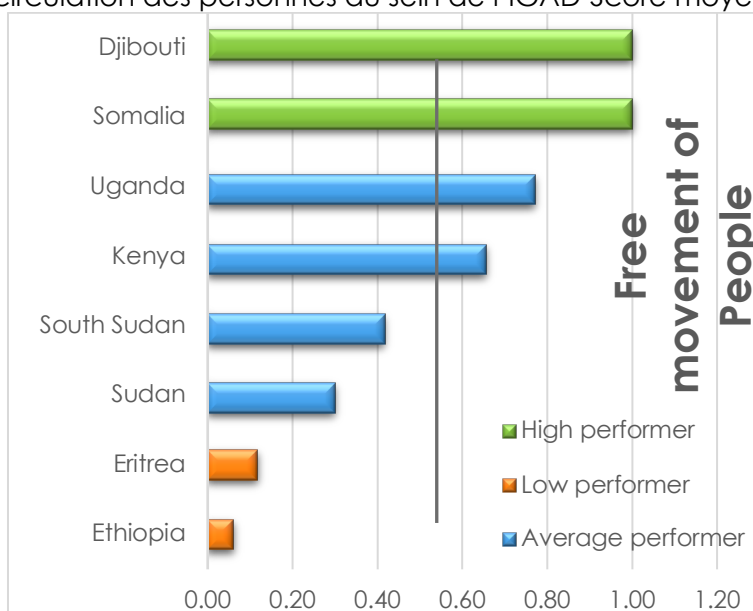
Libre circulation des personnes au sein de l'IGAD

Djibouti et la Somalie sont les deux pays les mieux intégrés en termes de libre circulation des personnes (voir Figure 43). Ils affichent le score le plus élevé de 1 grâce à leur adhésion au Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes et les politiques ouvertes de visas.

Ces bonnes performances contribuent au score moyen relativement bon de la communauté, soit 0,540. Toutefois, il existe une grande hétérogénéité entre les pays les plus performants et les moins performants.

L'Éthiopie et l'Érythrée sont les pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,061 et 0,117 respectivement. Ils n'ont pas ratifié le Protocole sur la libre circulation des personnes, et l'Éthiopie applique une politique stricte des visas à l'égard des membres de l'IGAD.

Figure 42 : Libre circulation des personnes au sein de l'IGAD-Score moyen : 0,540



Intégration régionale au sein de la CAE

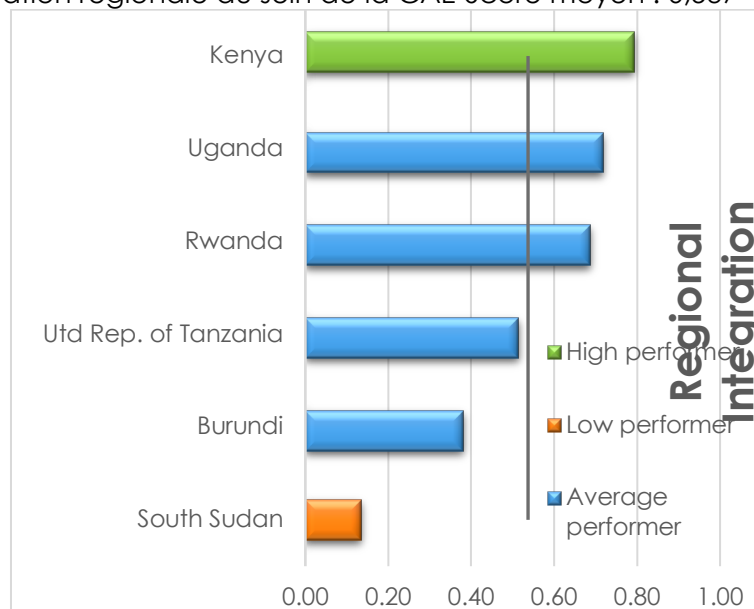
La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) comprend six pays membres diversifiés, tels que le Kenya qui affiche une forte croissance économique et dont le PIB est 20 fois celui du Burundi. La communauté a créé un marché commun en 2010 et son objectif consiste à réaliser une union monétaire.

Le Kenya, pays le plus performant de la CAE, bénéficie d'une confortable avance avec un score de 0,792 (voir Figure 44). Il occupe le premier rang dans la dimension des infrastructures et arrive en deuxième position dans les dimensions commerciale et productive. L'Ouganda affiche la deuxième meilleure performance avec un score de 0,717, tout en occupant le premier rang dans les dimensions d'intégration commerciale et productive.

Le Soudan du Sud et le Burundi sont les pays les moins performants de cette communauté au regard de leurs scores de 0,134 et 0,380 respectivement. Le Soudan du Sud occupe le dernier rang dans les dimensions infrastructurelle, commerciale et macroéconomique. La dimension productive est le point faible du Burundi, pays le moins performant dans cette dimension et qui enregistre de mauvais résultats dans la dimension des infrastructures.

La CAE est relativement bien intégrée avec un score moyen de 0,537. Elle affiche sa meilleure performance dans la dimension de la libre circulation des personnes où elle obtient un bon score moyen de 0,664, mais elle est relativement moins bien intégrée dans la dimension productive avec un score de 0,434 seulement.

Figure 43 : Intégration régionale au sein de la CAE-Score moyen : 0,537



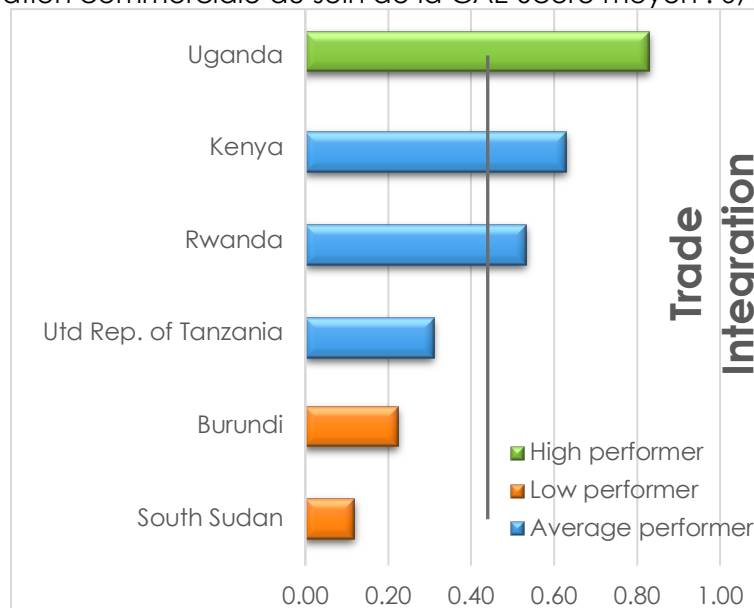
Intégration commerciale au sein de la CAE

L'Ouganda occupe le premier rang dans la dimension commerciale, avec un score élevé de 0,829, loin devant le Kenya qui affiche un score de 0,628 (voir Figure 45). La force de l'Ouganda réside dans le fait qu'à l'échelle régionale, il détient la meilleure part des exportations dans le PIB, tandis que le Kenya détient la meilleure part commerciale régionale.

Le Soudan du Sud et le Burundi sont les pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,117 et 0,223 respectivement. Les deux pays détiennent de faibles parts en termes de commerce et d'exportations. Le Burundi occupe le dernier rang en matière commerciale et le Soudan du Sud est classé dernier dans le domaine des exportations.

La CAE affiche un score moyen modéré de 0,440 en matière d'intégration commerciale. La faible part des exportations régionales est le point faible de la région. Les membres de la CAE ne sont pas évalués sur la base de leurs niveaux tarifaires, étant donné que les tarifs douaniers ont été supprimés au sein de la communauté.

Figure 44 : Intégration commerciale au sein de la CAE-Score moyen : 0,440



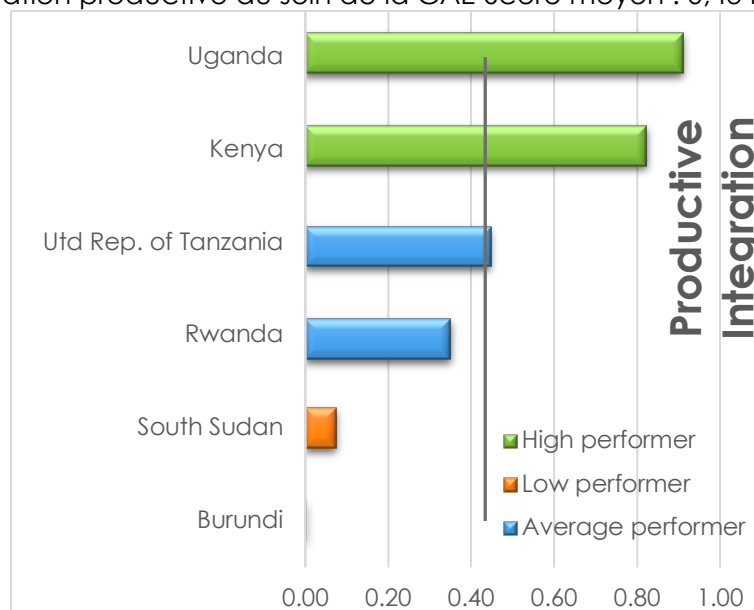
Intégration productive au sein de la CAE

L'Ouganda et le Kenya sont également les pays les plus performants dans la dimension productive avec des scores de 0,910 et 0,822 respectivement. L'Ouganda a les meilleures importations de biens intermédiaires de la région et occupe le deuxième rang en matière de complémentarité commerciale. Le Kenya affiche la meilleure performance en termes d'exportations intermédiaires et de complémentarité commerciale.

Le Burundi est le pays le moins performant en matière d'importations de biens intermédiaires et d'indice de complémentarité commerciale ; par conséquent, sa performance en termes d'intégration productive est la plus faible, au regard de son score de 0,003. Il est classé derrière le Soudan du Sud qui enregistre un score de 0,073; les exportations intermédiaires constituent son point faible.

La communauté enregistre un score moyen modéré de 0,434. Toutefois, les scores de ses membres se caractérisent par une énorme disparité (voir Figure 46). La région doit améliorer urgemment sa capacité productive afin de consolider sa complémentarité commerciale.

Figure 45 : Intégration productive au sein de la CAE-Score moyen : 0,434



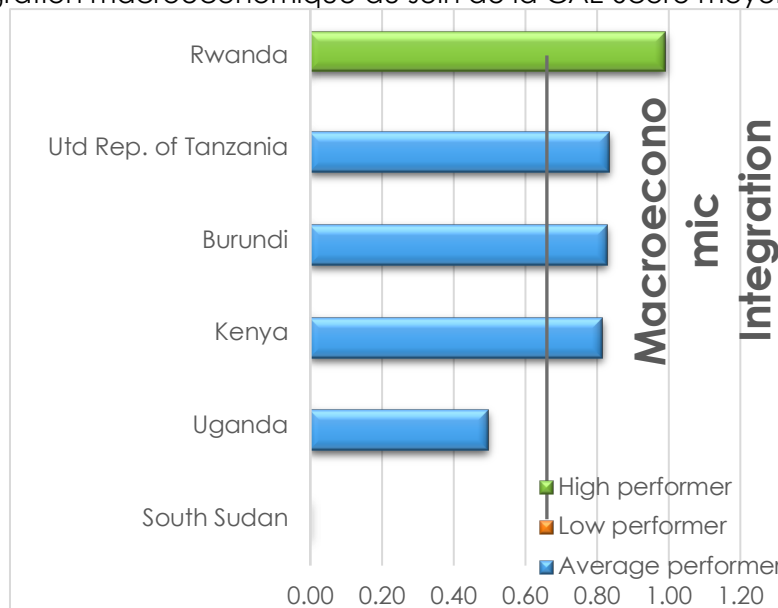
Intégration macroéconomique au sein de la CAE

Compte tenu de son score élevé de 0,991, le Rwanda est le pays le plus intégré en termes macroéconomiques. La République unie de Tanzanie occupe la deuxième place avec un score de 0,833. Les deux pays ne sont pas évalués sur la base de traités bilatéraux d'investissement en vigueur, étant donné qu'aucun pays membre de la CAE n'est lié par un tel traité. Le Rwanda détient la meilleure monnaie convertible et la Tanzanie affiche le meilleur différentiel d'inflation.

Le Soudan du Sud est le pays le moins intégré ; son score de 0 le place au dernier rang pour les deux variables. Il est suivi de l'Ouganda dont la performance est moyenne, compte tenu de son score de 0,495. La monnaie de ce pays est également la moins convertible.

La CAE affiche un bon score moyen de 0,660 dans cette dimension grâce aux scores élevés des deux pays membres les plus performants (voir Figure 47). Toutefois, la communauté se caractérise par une absence de traités bilatéraux d'investissement.

Figure 46 : Intégration macroéconomique au sein de la CAE-Score moyen : 0,660



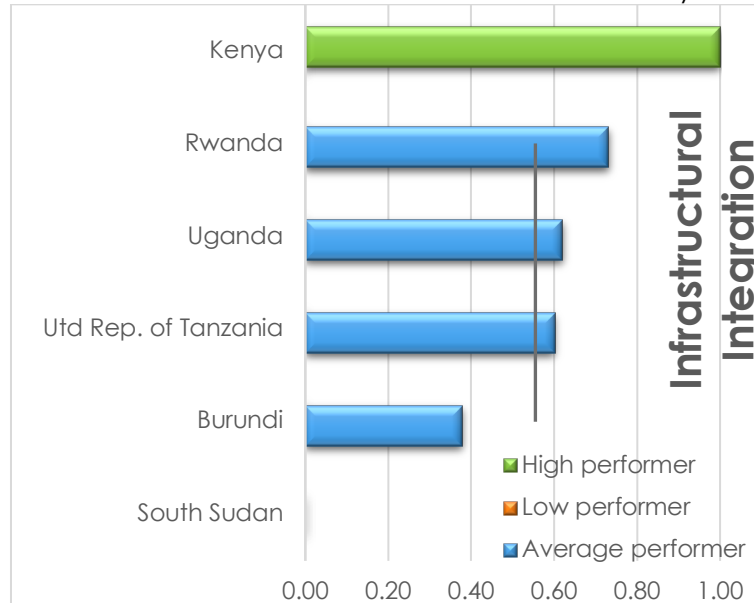
Intégration infrastructurelle au sein de la CAE

Comme le montre la Figure 48, le Kenya est le leader absolu de la dimension des infrastructures avec un score de 1 ; il occupe la première place dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD ; de plus, il offre les meilleures lignes aériennes. Il est suivi du Rwanda avec un score de 0,731 ; ce pays occupe la deuxième position en termes d'indice de développement des infrastructures et il affiche une bonne connectivité aérienne.

Le Soudan du Sud est le pays le moins performant avec un score de 0 ; il occupe le dernier rang en termes d'indice de développement des infrastructures de la BAD et de connectivité aérienne régionale. Il est suivi du Burundi qui affiche une performance moyenne avec un score de 0,378; les liaisons aériennes régionales constituent son point faible.

La CAE est bien intégrée en termes d'infrastructures au regard de son score moyen de 0,555.

Figure 47 : Intégration infrastructurelle au sein de la CAE-Score moyen : 0,555



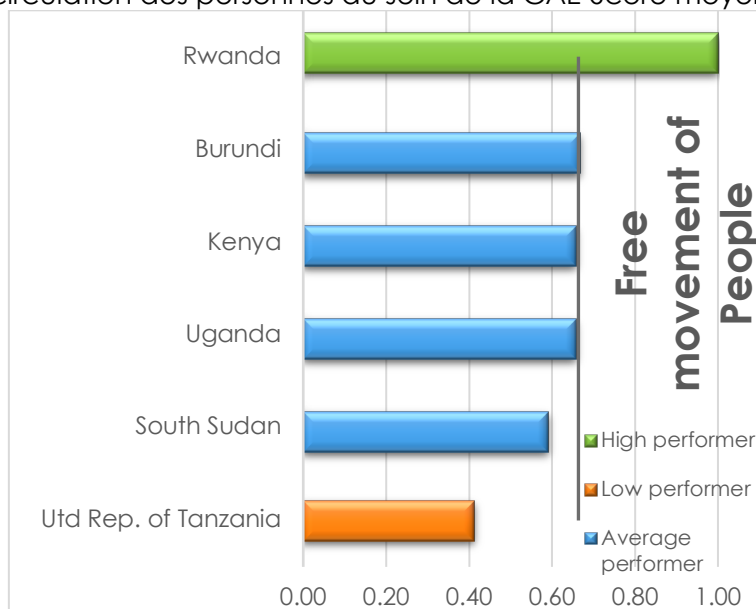
Libre circulation des personnes au sein de la CAE

La libre circulation des personnes enregistre la meilleure performance avec un bon score moyen de 0,664.

Le Rwanda est le pays le plus intégré en termes de libre circulation des personnes étant donné qu'il affiche le score le plus élevé de 1 (voir Figure 49). Il a adhéré au Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes, et les membres de la communauté peuvent entrer dans le pays sans visa⁹. Le Burundi est le deuxième pays le mieux intégré de la CAE ; certes, il a renoncé à l'exigence du visa, mais il n'a pas adhéré au Protocole de Kigali.

La République unie de Tanzanie et le Soudan du Sud sont les pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,410 et 0,590 respectivement. La Tanzanie n'a pas adhéré au Protocole sur la libre circulation des personnes et le Soudan du Sud exige encore le visa aux ressortissants des pays de la communauté.

Figure 48 : Libre circulation des personnes au sein de la CAE-Score moyen : 0,664



⁹ L'Indice d'ouverture sur les visas de la BAD est la source d'information sur les exigences de visa. Il ressort de cet indice que le Rwanda affiche le score 0 pour la variable Visa à l'arrivée. Or le pays a ouvert totalement ses frontières en exemptant du visa d'entrée tous les citoyens de la CAE. Aussi, pour éviter de pénaliser le pays, son score en matière d'octroi de visa à l'arrivée a-t-il été ajusté. Le même ajustement a été effectué en faveur du Burundi confronté au même problème.

Intégration régionale au sein de l'UMA

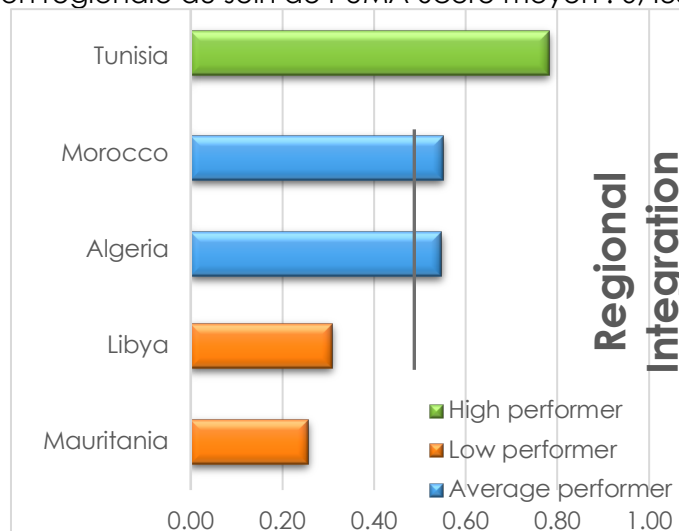
L'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie constituent l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

La Tunisie est le pays le plus intégré de l'Union au regard de son score de 0,780 (voir Figure 50). Les points forts du pays englobent les dimensions commerciale, productive et infrastructurelle dans lesquelles il affiche la performance la plus élevée. Le Maroc est le deuxième pays le mieux intégré avec un score de 0,550 et il occupe le premier rang dans la dimension macroéconomique.

La Mauritanie et la Libye sont les pays les moins intégrés de l'UMA avec des scores de 0,255 et 0,307 respectivement. Certes, la Mauritanie arrive en tête au titre de la dimension macroéconomique, mais elle est le pays le moins performant dans les dimensions commerciale, productive et infrastructurelles. La Libye occupe la dernière position dans la dimension macroéconomique et obtient des résultats médiocres dans les dimensions commerciale et productive.

L'UMA affiche un niveau modéré d'intégration avec un score moyen de 0,488. La dimension de la libre circulation des personnes est le point faible de l'Union qui obtient des résultats relativement bons dans la dimension macroéconomique.

Figure 49 : Intégration régionale au sein de l'UMA-Score moyen : 0,488



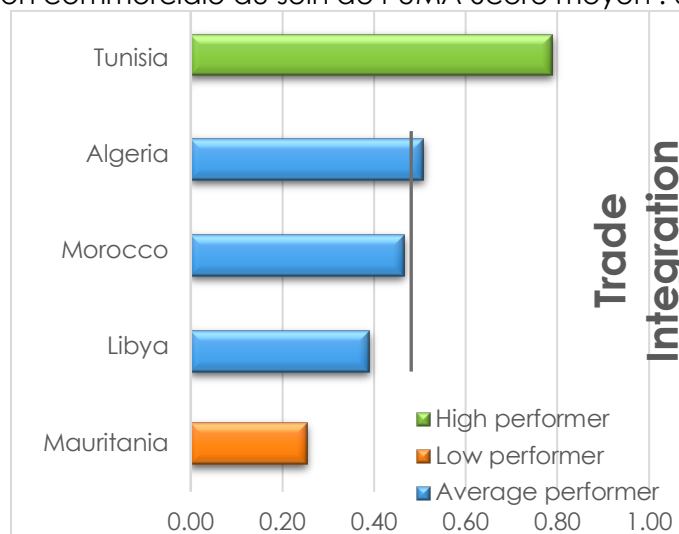
Intégration commerciale au sein de l'UMA

Comme le montre la Figure 51, la Tunisie occupe le premier rang dans la dimension commerciale avec un score de 0,790; elle détient la meilleure part des exportations régionales et la deuxième meilleure part commerciale de la région. L'Algérie est deuxième avec un score de 0,507; elle détient la meilleure part commerciale de l'UMA et met en œuvre une politique tarifaire favorable.

La Mauritanie et la Libye sont les pays les moins performants au regard de leurs scores de 0,253 et de 0,390 respectivement. Certes, la Mauritanie détient la meilleure part des importations régionales, mais elle subit les conséquences de la faiblesse de sa part régionale en termes d'exportations et de commerce. De plus, son régime tarifaire est le plus défavorable de cette CER. La faiblesse de la Libye résulte de la faible part de ses exportations.

L'Union affiche un score moyen modéré de 0,481. Elle subit les conséquences de la faiblesse du volume des exportations au sein de la région.

Figure 50 : Intégration commerciale au sein de l'UMA-Score moyen : 0,481



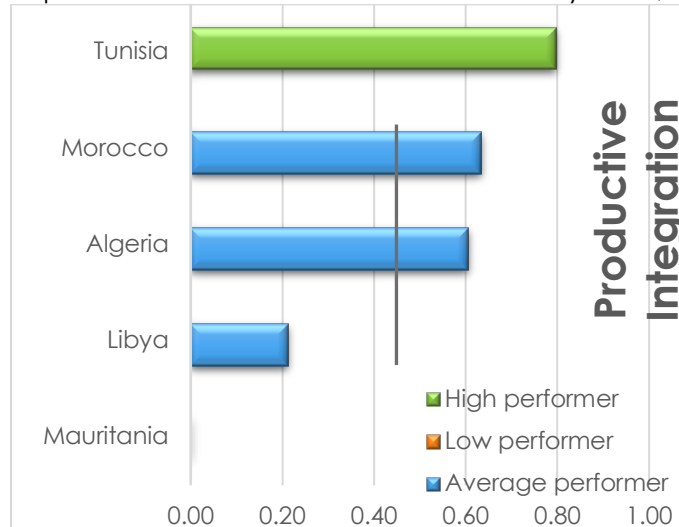
Intégration productive au sein de l'UMA

La Tunisie et le Maroc sont les pays les plus performants dans la dimension productive au regard de leurs scores de 0,796 et 0,632 respectivement. La Tunisie détient les meilleures importations de biens intermédiaires de la région, tandis que le Maroc est le pays le plus performant en termes d'indice de complémentarité commerciale.

Avec un score de zéro, la Mauritanie est le pays le moins performant en termes d'intégration productive ; elle occupe le dernier rang pour toutes les variables. Elle est suivie de la Libye, deuxième pays le moins performant avec un score de 0,211. Ce pays affiche une mauvaise performance en termes de part des importations de produits intermédiaires et d'indice de complémentarité commerciale.

Les membres de l'Union affichent une performance hétérogène en matière d'intégration productive (voir Figure 52). La région enregistre un score moyen de 0,449.

Figure 51 : Intégration productive au sein de l'UMA-Score moyen : 0,449



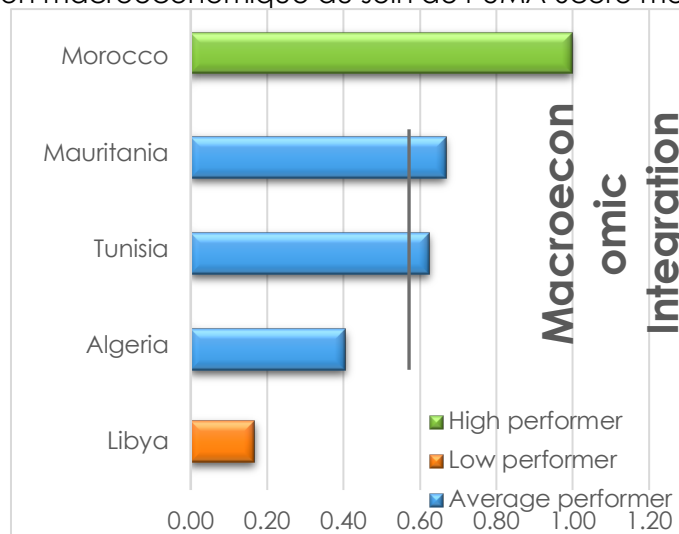
Intégration macroéconomique au sein de l'UMA

L'UMA affiche sa meilleure performance dans la dimension macroéconomique où elle obtient le score moyen le plus élevé, soit 0,571. Les monnaies des membres de l'Union sont parfaitement convertibles ; par conséquent, ils ne sont pas évalués pour cette variable.

Le Maroc est le pays le mieux intégré en termes macroéconomiques au regard de son score de 0,998 (voir Figure 53). La majorité des traités bilatéraux sont mis en vigueur par ce pays qui affiche le deuxième meilleur différentiel d'inflation. La Mauritanie occupe le deuxième rang dans cette dimension avec un score de 0,667 ; son différentiel d'inflation est le plus favorable de l'Union.

La Libye est le pays le moins bien intégré avec un score de 0,167. Son différentiel d'inflation est le moins favorable. L'Algérie, malgré sa performance moyenne, est le deuxième pays le moins performant au regard de son score de 0,404. Elle occupe le dernier rang en matière de mise en vigueur de traités bilatéraux d'investissement.

Figure 52 : Intégration macroéconomique au sein de l'UMA-Score moyen : 0,571



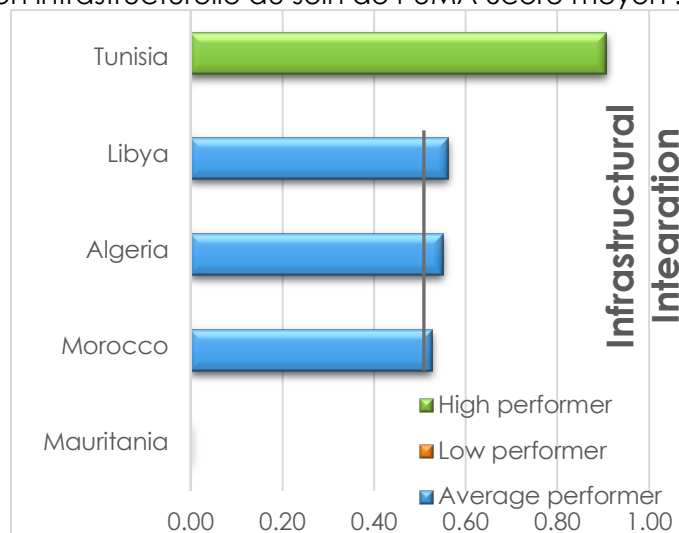
Intégration infrastructurelle au sein de l'UMA

La Tunisie est le pays le plus intégré en termes d'infrastructures avec un score de 0,906 ; elle détient la meilleure proportion de lignes aériennes et occupe la deuxième place dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD. La Libye est le deuxième pays le plus intégré avec un score beaucoup plus faible, soit 0,561 ; elle occupe la première place dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD.

La Mauritanie occupe le dernier rang en termes de connectivité aérienne régionale et d'indice de développement des infrastructures. Elle est inévitablement le pays le moins performant au regard de son score de zéro. Elle est classée derrière le Maroc qui affiche une performance nettement meilleure avec un score de 0,526. Ses lignes aériennes régionales constituent son point faible.

L'UMA obtient un bon score moyen de 0,509 dans cette dimension en dépit de la mauvaise performance de la Mauritanie (voir Figure 54).

Figure 53: Intégration infrastructurelle au sein de l'UMA-Score moyen : 0,509



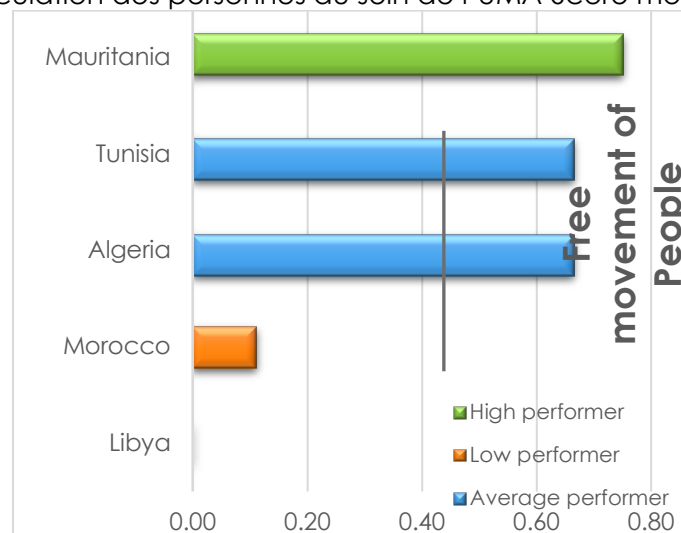
Libre circulation des personnes au sein de l'UMA

La Mauritanie est le pays le plus intégré en termes de libre circulation des personnes au regard de son score élevé de 0,750. C'est le seul pays de l'Union à avoir adhéré au Protocole de Kigali sur la libre circulation des personnes, et sa politique des visas est libérale.

La Libye et le Maroc sont les deux pays les moins performants avec des scores de 0 et 0,111 respectivement (voir Figure 55). Ils n'ont pas ratifié le Protocole sur la libre circulation des personnes et ils mettent en œuvre des politiques des visas relativement plus strictes dans la région.

L'UMA enregistre sa plus faible performance dans cette dimension avec un score de 0,438. La région pourrait exploiter les potentiels avantages de l'intégration en assouplissant sa politique des visas.

Figure 54 : Libre circulation des personnes au sein de l'UMA-Score moyen : 0,438



Annexe : Tableau des scores, des pondérations et description des variables

Tableau 1 : Scores et classement pour l'Afrique

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Afrique du Sud	0.625	1	0.627	4	1.000	1	0.423	25	0.898	1	0.093	45
Kenya	0.444	2	0.428	18	0.296	7	0.337	38	0.415	8	0.864	10
Rwanda	0.434	3	0.435	13	0.164	33	0.570	4	0.184	23	0.907	6
Maroc	0.430	4	0.304	39	0.284	8	0.809	1	0.530	4	0.056	48
Maurice	0.424	5	0.348	33	0.169	32	0.633	2	0.487	6	0.426	29
Egypte	0.422	6	0.414	21	0.263	10	0.632	3	0.585	2	0.062	47
Sénégal	0.404	7	0.472	9	0.232	15	0.490	9	0.241	20	0.611	14
Ghana	0.403	8	0.454	10	0.230	16	0.331	40	0.244	18	0.883	8
Togo	0.399	9	0.418	20	0.183	25	0.456	18	0.150	31	0.907	6
Djibouti	0.394	10	0.438	12	0.204	21	0.335	39	0.152	29	1.000	1
Seychelles	0.393	11	0.352	32	0.129	42	0.347	36	0.531	3	0.655	11
Zimbabwe	0.387	12	0.550	5	0.221	17	0.357	33	0.261	13	0.574	17
Mauritanie	0.386	13	0.381	29	0.072	51	0.523	7	0.117	42	0.951	4
Mozambique	0.380	14	0.411	22	0.239	14	0.320	43	0.141	36	0.944	5
Ouganda	0.376	15	0.434	15	0.217	18	0.322	42	0.162	27	0.876	9
Burkina Faso	0.370	16	0.434	14	0.181	27	0.525	6	0.147	34	0.580	16
Côte d'Ivoire	0.357	17	0.506	6	0.305	6	0.458	17	0.292	11	0.130	40
Mali	0.352	18	0.431	17	0.139	40	0.542	5	0.154	28	0.481	21
Gambie	0.351	19	0.472	8	0.127	43	0.471	12	0.164	26	0.518	20
Comores	0.350	20	0.200	51	0.141	39	0.410	29	0.166	25	1.000	1
Bénin	0.347	21	0.353	31	0.159	35	0.450	21	0.174	24	0.655	11
Cap Vert	0.344	22	0.297	43	0.129	41	0.494	8	0.274	12	0.544	19
Gabon	0.340	23	0.402	26	0.143	38	0.477	11	0.247	16	0.407	33
Tunisie	0.338	24	0.189	52	0.340	4	0.458	16	0.498	5	0.136	39
Namibie	0.337	25	0.715	2	0.271	9	0.301	44	0.215	21	0.080	46
Sao Tomé & Principe	0.324	26	0.404	24	0.247	12	0.424	24	0.150	30	0.388	34
Rép. du Congo	0.317	27	0.448	11	0.049	54	0.462	15	0.140	38	0.475	22
Rép. unie de Tanzanie	0.312	28	0.323	35	0.205	20	0.422	27	0.197	22	0.420	30
Lesotho	0.308	29	0.655	3	0.052	53	0.297	45	0.080	46	0.444	25
Guinée équatoriale	0.304	30	0.403	25	0.149	36	0.450	20	0.143	35	0.345	37
Somalie	0.303	31	0.111	54	0.194	24	0.362	32	0.047	52	1.000	1
Tchad	0.303	32	0.386	28	0.182	26	0.447	23	0.064	51	0.438	26
Guinée	0.303	33	0.400	27	0.107	47	0.422	26	0.120	41	0.469	23
Botswana	0.302	34	0.496	7	0.245	13	0.342	37	0.242	19	0.105	43
Guinée-Bissau	0.301	35	0.285	46	0.170	31	0.449	22	0.081	45	0.568	18
Niger	0.299	36	0.425	19	0.073	50	0.462	14	0.069	50	0.456	24
Madagascar	0.296	37	0.305	38	0.120	46	0.352	34	0.126	39	0.655	11
Nigeria	0.292	38	0.325	34	0.364	2	0.352	35	0.252	15	0.117	41
Eswatini	0.288	39	0.730	1	0.097	48	0.280	48	0.124	40	0.105	43
Ethiopie	0.287	40	0.407	23	0.069	52	0.482	10	0.316	10	0.025	52
Zambie	0.287	41	0.431	16	0.324	5	0.185	52	0.258	14	0.229	38
Malawi	0.282	42	0.369	30	0.174	29	0.219	51	0.148	33	0.580	15
Algérie	0.282	43	0.226	50	0.195	23	0.464	13	0.384	9	0.037	50
Libye	0.280	44	0.321	36	0.159	34	0.325	41	0.480	7	0.006	54
Rép. Centrafricaine	0.273	45	0.282	47	0.173	30	0.417	28	0.079	47	0.432	27
Cameroun	0.268	46	0.255	48	0.252	11	0.456	19	0.245	17	0.043	49
Liberia	0.244	47	0.287	45	0.200	22	0.272	49	0.076	48	0.432	27
Rép. D. du Congo	0.241	48	0.299	42	0.121	45	0.292	46	0.112	43	0.407	32
Angola	0.238	49	0.308	37	0.340	3	0.077	53	0.149	32	0.388	34

Soudan	0.228	50	0.178	53	0.209	19	0.289	47	0.141	37	0.357	36
Sierra Leone	0.222	51	0.303	40	0.149	37	0.408	30	0.074	49	0.105	42
Burundi	0.203	52	0.301	41	0.123	44	0.379	31	0.091	44	0.037	50
Erythrée	0.161	53	0.245	49	0.175	28	0.270	50	0.040	53	0.019	53
Soudan du Sud	0.147	54	0.290	44	0.081	49	0.023	54	0.009	54	0.407	31
Moyenne	0.327		0.383		0.201		0.399		0.220		0.441	
Ecart type	0.078		0.123		0.133		0.128		0.166		0.304	

Tableau 2 : Scores et classement pour la SADC

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration Macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Afrique du Sud	0.667	1	0.542	4	0.993	1	0.630	4	0.893	1	0.224	13
Mozambique	0.422	2	0.348	8	0.245	7	0.656	3	0.110	8	0.797	2
Zimbabwe	0.395	3	0.393	7	0.279	5	0.414	7	0.234	4	0.683	3
Maurice	0.372	4	0.240	10	0.120	10	0.720	1	0.446	3	0.344	12
Seychelles	0.352	5	0.238	11	0.068	15	0.327	11	0.512	2	0.616	6
Namibie	0.342	6	0.586	1	0.355	3	0.365	10	0.200	7	0.224	13
Comores	0.338	7	0.012	16	0.086	13	0.527	5	0.105	11	1.000	1
Zambie	0.328	8	0.411	6	0.404	2	0.226	14	0.219	6	0.390	10
Botswana	0.326	9	0.478	5	0.334	4	0.387	8	0.223	5	0.224	13
Lesotho	0.303	10	0.569	3	0.063	16	0.323	12	0.050	14	0.561	7
Malawi	0.299	11	0.278	9	0.119	11	0.365	9	0.109	9	0.656	4
Rép. unie de Tanzanie	0.293	12	0.200	13	0.146	9	0.701	2	0.066	13	0.390	10
Madagascar	0.286	13	0.214	12	0.082	14	0.496	6	0.039	15	0.638	5
Eswatini	0.253	14	0.585	2	0.093	12	0.302	13	0.096	12	0.224	13
Angola	0.226	15	0.197	14	0.278	6	0.093	16	0.107	10	0.461	8
Rép. D. du Congo	0.188	16	0.156	15	0.155	8	0.223	15	0.021	16	0.407	9
Moyenne	0.337		0.340		0.239		0.422		0.214		0.490	
Ecart type	0.103		0.170		0.223		0.178		0.221		0.223	

Tableau 3 : Scores et classement pour la CEDEAO

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Côte d'Ivoire	0.667	1	0.772	1	0.718	1	0.449	5	0.656	1	0.667	4
Burkina Faso	0.561	2	0.530	4	0.271	5	0.832	2	0.278	8	1.000	1
Sénégal	0.516	3	0.567	3	0.388	3	0.449	5	0.503	2	0.667	4
Togo	0.504	4	0.580	2	0.226	7	0.449	5	0.276	9	1.000	1
Nigeria	0.464	5	0.456	9	0.540	2	0.252	15	0.349	5	0.667	4
Mali	0.454	6	0.517	5	0.101	9	0.379	12	0.287	7	1.000	1
Ghana	0.434	7	0.475	6	0.273	4	0.253	14	0.474	4	0.667	4
Bénin	0.391	8	0.474	7	0.174	8	0.417	10	0.242	10	0.667	4
Guinée	0.389	9	0.304	12	0.061	12	0.862	1	0.214	11	0.667	4
Gambie	0.386	10	0.442	10	0.057	14	0.541	4	0.290	6	0.667	4
Cap Vert	0.363	11	0.210	14	0.087	11	0.417	11	0.500	3	0.667	4
Niger	0.321	12	0.467	8	0.000	15	0.449	5	0.071	15	0.667	4
Sierra Leone	0.316	13	0.275	13	0.060	13	0.550	3	0.122	12	0.667	4
Guinée-Bissau	0.314	14	0.307	11	0.095	10	0.449	5	0.113	13	0.667	4

Libéria	0.298	15	0.198	15	0.251	6	0.288	13	0.103	14	0.667	4
Moyenne	0.425		0.438		0.220		0.469		0.298		0.733	
Ecart type	0.101		0.150		0.193		0.171		0.165		0.133	

Tableau 4 : Scores et classement pour la CEN-SAD

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Côte d'Ivoire	0.541	1	0.783	1	0.620	1	0.486	10	0.595	5	0.210	22
Sénégal	0.509	2	0.585	2	0.388	5	0.484	11	0.467	6	0.623	10
Maroc	0.495	3	0.393	13	0.335	9	0.941	1	0.797	1	0.058	26
Burkina Faso	0.490	4	0.565	4	0.260	16	0.573	4	0.268	13	0.772	8
Ghana	0.487	5	0.517	6	0.269	12	0.420	19	0.428	7	0.806	7
Togo	0.480	6	0.536	5	0.268	13	0.484	12	0.269	12	0.829	6
Mali	0.422	7	0.571	3	0.118	23	0.556	5	0.303	11	0.564	11
Nigeria	0.414	8	0.514	7	0.619	2	0.348	22	0.376	8	0.187	23
Mauritanie	0.413	9	0.319	18	0.033	29	0.612	2	0.185	18	0.920	4
Bénin	0.407	10	0.476	10	0.196	18	0.478	13	0.244	14	0.634	9
Egypte	0.405	11	0.445	11	0.304	10	0.488	9	0.781	2	0.058	27
Kenya	0.403	12	0.301	19	0.249	17	0.222	26	0.332	9	0.920	5
Gambie	0.387	13	0.486	9	0.090	26	0.573	3	0.230	17	0.553	14
Djibouti	0.386	14	0.301	20	0.189	19	0.261	25	0.173	19	1.000	1
Guinée	0.379	15	0.345	15	0.268	14	0.473	16	0.236	15	0.564	11
Somalie	0.375	16	0.035	29	0.397	4	0.312	24	0.114	26	1.000	1
Niger	0.350	17	0.495	8	0.047	28	0.490	8	0.145	22	0.564	11
Comores	0.341	18	0.146	27	0.107	24	0.315	23	0.137	23	1.000	1
Tunisie	0.335	19	0.131	28	0.342	7	0.406	20	0.693	3	0.152	25
Rép. Centrafricaine	0.327	20	0.267	24	0.381	6	0.444	18	0.079	28	0.436	19
Cap Vert	0.319	21	0.286	21	0.063	27	0.495	7	0.331	10	0.440	18
Libye	0.319	22	0.439	12	0.167	21	0.382	21	0.651	4	0.000	29
Sao Tomé & Príncipe	0.318	23	0.239	25	0.341	8	0.458	17	0.146	21	0.389	20
Guinée-Bissau	0.317	24	0.343	16	0.150	22	0.477	14	0.128	24	0.475	17
Libéria	0.309	25	0.268	23	0.412	3	0.195	28	0.123	25	0.518	15
Sierra Leone	0.309	26	0.385	14	0.273	11	0.528	6	0.151	20	0.187	23
Tchad	0.285	27	0.270	22	0.097	25	0.475	15	0.092	27	0.482	16
Soudan	0.250	28	0.162	26	0.265	15	0.211	27	0.234	16	0.377	21
Erythrée	0.157	29	0.320	17	0.179	20	0.194	29	0.060	29	0.011	28
Moyenne	0.377		0.377		0.256		0.441		0.302		0.508	
Ecart type	0.084		0.161		0.147		0.150		0.210		0.308	

Tableau 5 : Scores et classement pour le COMESA

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Kenya	0.596	1	0.571	4	0.663	2	0.389	9	0.616	2	0.734	5
Rwanda	0.556	2	0.631	2	0.371	8	0.589	2	0.273	11	0.884	4
Zambie	0.517	3	0.951	1	0.829	1	0.147	19	0.380	8	0.361	10
Egypte	0.483	4	0.487	6	0.586	3	0.669	1	0.661	1	0.056	15
Djibouti	0.456	5	0.423	12	0.257	10	0.352	12	0.186	15	1.000	1
Ouganda	0.447	6	0.604	3	0.585	4	0.364	10	0.259	12	0.447	7
Somalie	0.426	7	0.267	19	0.273	9	0.364	11	0.150	19	1.000	1
Comores	0.423	8	0.250	20	0.148	18	0.441	7	0.192	14	1.000	1
Maurice	0.399	9	0.395	14	0.246	13	0.502	4	0.470	7	0.374	9
Madagascar	0.373	10	0.330	17	0.205	15	0.414	8	0.154	18	0.715	6
Seychelles	0.354	11	0.445	10	0.093	19	0.336	13	0.565	3	0.330	11
Rép. D. du Congo	0.343	12	0.477	8	0.569	5	0.142	20	0.156	16	0.393	8
Tunisie	0.323	13	0.149	21	0.443	6	0.471	5	0.514	4	0.052	16
Zimbabwe	0.316	14	0.481	7	0.168	16	0.327	14	0.291	9	0.322	12
Ethiopie	0.297	15	0.382	15	0.066	21	0.554	3	0.484	5	0.017	20
Libye	0.282	16	0.462	9	0.407	7	0.119	21	0.476	6	0.000	21
Malawi	0.258	17	0.527	5	0.247	12	0.174	18	0.201	13	0.177	13
Burundi	0.243	18	0.434	11	0.155	17	0.451	6	0.155	17	0.052	16
Soudan	0.230	19	0.362	16	0.248	11	0.268	17	0.284	10	0.019	19
Eswatini	0.202	20	0.405	13	0.083	20	0.304	15	0.117	20	0.122	14
Erythrée	0.183	21	0.306	18	0.243	14	0.289	16	0.069	21	0.037	18
Moyenne	0.367		0.445		0.328		0.365		0.317		0.385	
Ecart type	0.114		0.162		0.207		0.145		0.176		0.352	

Tableau 6: Scores et classement pour la CEEAC

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Rép. du Congo	0.619	1	0.890	1	0.429	2	0.770	7	0.431	4	0.535	3
Gabon	0.612	2	0.504	2	0.391	3	0.793	5	0.827	1	0.535	3
Cameroun	0.599	3	0.383	4	0.871	1	0.813	2	0.793	2	0.156	10
Rwanda	0.594	4	0.296	8	0.356	5	0.923	1	0.407	5	1.000	1
Guinée équatoriale	0.453	5	0.372	6	0.322	6	0.804	3	0.373	6	0.380	8
Sao Tome & Principe	0.422	6	0.192	9	0.130	10	0.803	4	0.507	3	0.473	6
Rép. Centrafricaine	0.404	7	0.307	7	0.166	9	0.753	8	0.152	9	0.629	2
Tchad	0.385	8	0.409	3	0.176	8	0.781	6	0.000	11	0.535	3
Rép. D du Congo	0.304	9	0.080	11	0.270	7	0.600	9	0.111	10	0.473	6
Angola	0.273	10	0.374	5	0.359	4	0.000	11	0.260	7	0.380	8
Burundi	0.201	11	0.118	10	0.080	11	0.489	10	0.245	8	0.062	11
Moyenne	0.442		0.357		0.323		0.684		0.373		0.469	
Ecart type	0.141		0.208		0.205		0.243		0.251		0.234	

Tableau 7 : Scores et classement pour l'IGAD

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Ouganda	0.675	1	0.739	1	0.915	1	0.386	3	0.609	3	0.771	3
Kenya	0.674	2	0.566	2	0.813	2	0.377	4	1.000	1	0.654	4
Djibouti	0.537	3	0.549	3	0.200	3	0.309	7	0.718	2	1.000	1
Ethiopie	0.413	4	0.475	4	0.043	8	0.853	1	0.539	4	0.061	8
Somalie	0.404	5	0.297	7	0.175	4	0.352	5	0.279	6	1.000	1
Soudan	0.342	6	0.230	8	0.111	7	0.547	2	0.501	5	0.299	6
Soudan du Sud	0.256	7	0.379	5	0.148	6	0.309	6	0.038	8	0.416	5
Erythrée	0.205	8	0.317	6	0.166	5	0.249	8	0.157	7	0.117	7
Moyenne	0.438		0.444		0.321		0.423		0.480		0.540	
Ecart type	0.166		0.159		0.317		0.182		0.293		0.349	

Tableau 8 : Scores et classement pour la CAE

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Kenya	0.792	1	0.628c	2	0.822	2	0.814	4	1.000	1	0.657	3
Ouganda	0.717	2	0.829	1	0.910	1	0.495	5	0.619	3	0.657	3
Rwanda	0.685	3	0.532	3	0.349	4	0.991	1	0.731	2	1.000	1
Rép. Unie de Tanzanie	0.513	4	0.309	4	0.446	3	0.833	2	0.600	4	0.410	6
Burundi	0.380	5	0.223	5	0.003	6	0.827	3	0.378	5	0.668	2
Soudan du Sud	0.134	6	0.117	6	0.073	5	0.000	6	0.000	6	0.590	5
Moyenne	0.537		0.440		0.434		0.660		0.555		0.664	
Ecart type	0.226		0.246		0.342		0.330		0.309		0.175	

Tableau 9 : Scores et classement pour l'UMA

Pays	Intégration régionale	Rang	Intégration commerciale	Rang	Intégration productive	Rang	Intégration macroéconomique	Rang	Intégration infrastructurelle	Rang	Libre circulation des personnes	Rang
Tunisie	0.780	1	0.790	1	0.796	1	0.623	3	0.906	1	0.665	2
Maroc	0.550	2	0.465	3	0.632	2	0.998	1	0.526	4	0.111	4
Algérie	0.547	3	0.507	2	0.604	3	0.404	4	0.550	3	0.665	2
Libye	0.307	4	0.390	4	0.211	4	0.167	5	0.561	2	0.000	5
Mauritanie	0.255	5	0.253	5	0.000	5	0.667	2	0.000	5	0.750	1
Moyenne	0.488		0.481		0.449		0.571		0.509		0.438	
Ecart type	0.189		0.177		0.295		0.278		0.290		0.316	

Tableau 10 : Pondérations obtenues par le biais de l'ACP pour l'Afrique et les CER

Indicateurs	Pondération par région								
	Afriq ue	SA DC	CEDE AO	CEN- SAD	COME SA	CEE AC	IG AD	CA E	UM A
Tarifs douaniers	0,24 9	0,19 3	0,220	0,285	0,256	0,32 0	0,2 77	0,0 00	0,2 36
Commerce	0,14 4	0,29 1	0,274	0,286	0,267	0,29 5	0,2 20	0,4 34	0,2 57
Exportations	0,22 1	0,25 1	0,272	0,181	0,227	0,30 4	0,2 24	0,3 45	0,2 53
Importations	0,22 4	0,26 5	0,234	0,248	0,250	0,08 1	0,2 79	0,2 22	0,2 53
ZLECAf	0,16 1	0,00 0	0,000	0,000	0,000	0,00 0	0,0 00	0,0 00	0,0 00
Importations intermédiaires	0,32 0	0,24 4	0,311	0,303	0,318	0,32 0	0,3 06	0,3 40	0,3 30
Exportations Intermédiaires	0,31 8	0,42 5	0,384	0,287	0,315	0,32 2	0,4 07	0,3 29	0,3 40
ICC	0,36 2	0,33 0	0,305	0,409	0,367	0,35 8	0,2 86	0,3 31	0,3 30
Inflation	0,36 0	0,34 0	0,288	0,287	0,352	0,50 0	0,3 09	0,5 00	0,5 00
Monnaie	0,26 6	0,32 6	0,322	0,362	0,248	0,50 0	0,3 82	0,5 00	0,0 00
Investissement	0,37 4	0,33 4	0,390	0,351	0,400	0,00 0	0,3 09	0,0 00	0,5 00
Indice de dév.des infrastructures de la BAD	0,50 0	0,50 0	0,500	0,500	0,500	0,50 0	0,5 00	0,5 00	0,5 00
Liaisons aériennes	0,50 0	0,50 0	0,500	0,500	0,500	0,50 0	0,5 00	0,5 00	0,5 00
Exigé	0,32 7	0,29 9	0,333	0,316	0,330	0,31 1	0,3 64	0,3 25	0,3 32
Arrivée	0,32 8	0,33 9	0,333	0,319	0,385	0,30 9	0,3 93	0,3 43	0,3 33
Protocole	0,34 5	0,36 2	0,333	0,366	0,285	0,38 0	0,2 43	0,3 32	0,3 35
Dimensions	Pondération par région								
Commerciale	0,22 3	0,18 9	0,226	0,208	0,181	0,21 7	0,2 02	0,2 13	0,2 38
Productive	0,18 1	0,20 8	0,224	0,215	0,191	0,18 8	0,2 01	0,2 38	0,2 36
Macroéconomique	0,23 5	0,19 3	0,152	0,200	0,204	0,20 5	0,2 25	0,1 76	0,1 44

Infrastructurelle	0,21 3	021 6	0,199	0,177	0,202	0,19 7	0,1 96	0,2 17	0,2 50
Libre circulation des personnes	0,14 8	0,19 4	0,200	0,200	0,221	0,19 4	0,1 75	0,1 56	0,1 32

Tableau 11 : Description des dimensions et des indicateurs utilisés dans l'IIRA 2019

Dimensions	Indicateurs	Description
Intégration commerciale	Tarifs douaniers moyens sur les importations intrarégionales	Cet indicateur mesure les équivalents ad valorem des tarifs douaniers appliqués aux taux minimums lorsque les tarifs douaniers appliqués font référence aux tarifs douaniers effectivement imposés par le pays importateur à chacun des pays de la région.
	Part des exportations intrarégionales en % du PIB	Cet indicateur mesure la valeur des importations intrarégionales de biens en pourcentage du PIB du pays.
	Part des importations intrarégionales en % du PIB	Cet indicateur mesure la valeur des exportations intrarégionales de biens en pourcentage du PIB du pays
	Part du commerce intrarégional	Cet indicateur est défini comme le ratio de la part du commerce intrarégional (importations et exportations) par rapport au commerce total intrarégional de la région.
	ZLECAf (seulement à l'échelle continentale)	Cet indicateur qualitatif mesure si oui ou non le pays a ratifié, signé le Protocole sur l'Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ratification = 2; Signé = 1, pas signé = 0
Intégration productive		
	Part des exportations intermédiaires intrarégionales	Pourcentage des exportations intrarégionales de biens intermédiaires (semi-finis) par rapport au total des exportations intrarégionales.
	Part des importations intermédiaires intrarégionales	Pourcentage des importations intrarégionales de biens intermédiaires (semi-finis) par rapport au total des importations intrarégionales.
	Indice de complémentarité du commerce des marchandises	Cet indicateur est calculé comme la somme de la valeur absolue de la différence entre la part des importations et celle des exportations des pays étudiés par rapport à la région divisée par deux (Michaely 1996).
Intégration macroéconomique		
	Nombre de traités bilatéraux d'investissement	Nombre de traités bilatéraux d'investissement en vigueur, c'est-à-dire le nombre total de traités bilatéraux d'investissement, après déduction de ceux qui n'ont pas été ratifiés et/ou ont été résiliés dans la région.
	Convertibilité régionale de la monnaie	Cet indicateur mesure le nombre de pays de la région avec lesquels le pays partage une monnaie commune ou avec lesquels sa monnaie est convertible.
	Différentiel d'inflation à l'échelle régionale	Le différentiel d'inflation est la différence entre le taux d'inflation du pays et le taux d'inflation cible de la région, plus généralement, la valeur positive minimale de la région.
Intégration infrastructurelle		
	Indice composite de développement des infrastructures de la BAD	Cet indicateur est calculé par l'Indice de développement des infrastructures en Afrique de la Banque africaine de développement sur la base de quatre principales catégories : transport ;

	électricité ; TIC ; eau et assainissement. Ces catégories sont déclinées en 9 indicateurs qui ont un impact direct ou indirect sur la productivité ou la croissance économique.
Proportion des liaisons aériennes intrarégionales	Le nombre de liaisons aériennes intrarégionales en pourcentage du total de liaisons aériennes internationales du pays.
Protocole sur la libre circulation des personnes (Kigali)	Cet indicateur mesure si oui ou non un pays a ratifié le Protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement (Kigali, mars 2018). Oui = 1; Non = 0
Nombre de pays dont les citoyens peuvent obtenir le visa à l'arrivée	Cet indicateur mesure le nombre de pays de la région dont les citoyens obtiennent le visa à l'arrivée lorsqu'ils voyagent dans un pays de la région. Cette information est tirée de l'Indice d'ouverture sur les visas de la BAD.
Nombre de pays qui exigent le visa	Cet indicateur mesure le nombre de pays dont les citoyens sont strictement soumis à l'obligation de visa lorsqu'ils se rendent dans chaque pays de la région. Les données proviennent de l'Indice d'ouverture sur les visas de la BAD

Encadré 2 : Différences entre la dimension de la libre circulation des personnes et l'Indice d'ouverture sur les visas

L'Indice d'ouverture sur les visas (IOV) et la dimension de la libre circulation des personnes ne mesurent pas la même chose. L'IOV évalue les progrès réalisés par les pays africains en matière d'assouplissement de leurs régimes de visa ; toutefois, la dimension sur la libre circulation des personnes dans l'IIRA évalue les efforts et les progrès réalisés par les pays africains en matière de facilitation de la libre circulation des personnes, du droit de résidence et du droit d'établissement.

Dans le Rapport 2019 sur l'IIRA, nous n'utilisons pas l'Indice d'ouverture sur les visas dans la Dimension de la libre circulation des personnes ; par conséquent, il n'existe pas de comparabilité entre les deux mesures. Au niveau de la Dimension de la libre circulation des personnes, nous utilisons trois indicateurs, à savoir : 1) la ratification par le pays du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement, 2) le nombre de pays dont les ressortissants sont susceptibles d'obtenir un visa à l'arrivée, 3) le nombre de pays qui exigent un visa. Étant donné que nous recourons à l'Analyse en composantes principales, nous choisissons 2 principaux indicateurs sur les 3.